



**CORÉE DU NORD**  
**LES FIANCÉS**  
**DE LA FRONTIÈRE**

**ÉTATS-UNIS — COUP DE SEMONCE**  
**POUR JOE BIDEN ÉGYPTÉ — VIVE**  
**LA RÉVOLUTION SEXUELLE !**



**Courrier**  
**international**

N° 1619 du 10 au 17 novembre 2021  
 courrierinternational.com  
 France : 4,50 €

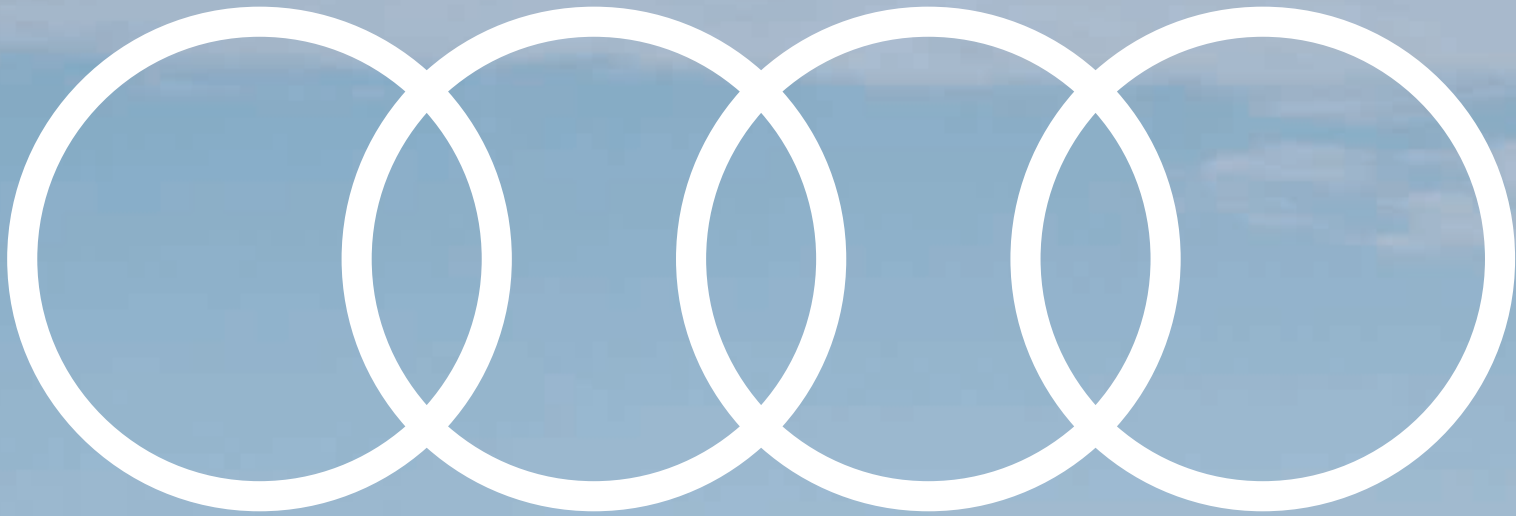
Afrique CFA 3,400 F.CFA, Algérie  
 5,50 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre  
 5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, Dan  
 5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-  
 Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie  
 5,20 €, Japon 8,60 €, Maroc 4 DH,  
 Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont.  
 5,20 €, S. S. 6,70 CHF, TOM  
 850XPF, Tunisie 7,20 DT.

# LOGEMENT LA LOI DU PLUS RICHE

*De Buenos Aires à Berlin  
 ou Melbourne, le marché de  
 l'immobilier s'emballe. De quoi  
 alimenter la colère des classes  
 moyennes et plomber  
 l'économie mondiale.*

M 03183 - 1619 - F: 4,50 €





Gamme Audi Q5 Sportback TFSI e : consommation mini/maxi en cycle mixte (l/100 km)\* : 1,5 - 1,8. Consommation électrique (kWh/100 km) WLTP : 20,4 - 21,7. Émissions CO<sub>2</sub> (g/km) : 0 (mode électrique en phase de roulage) - 42 (mode hybride WLTP). « Valeurs » au 30/07/2021 avec mise à jour au 06/09/2021. Valeurs susceptibles d'évolution. Pour plus d'informations, contactez votre Partenaire. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, les véhicules légers

# Chargez la sienne. Rechargez les vôtres.

Nouvelle Audi Q5 Sportback TFSI e  
hybride rechargeable



Le futur nous anime.

neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub>, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. \* Selon configuration. Volkswagen Group France, SA au capital de 198 502 510 €, 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### Logement : la loi du plus riche

p. 32

**S**ur toute la planète, sous l'effet de la pandémie – avec des taux d'intérêt ultrabas, une production de logements atone, une modification des dépenses des ménages et la raréfaction des logements mis en vente –, les marchés immobiliers battent des records depuis dix-huit mois, écrit **Bloomberg**. S'il s'agit d'une aubaine pour les propriétaires, c'est une calamité pour ceux qui aimeraient le devenir." Un phénomène qui concerne aussi les loyers. De Buenos Aires à Singapour, en passant par Dublin et Melbourne, le site américain a enquêté sur la folie immobilière qui rend de plus en plus inaccessibles les logements, "à tel point

qu'aujourd'hui une génération entière risque de rester sur le bas-côté". Notre dossier de cette semaine s'appuie principalement sur cet article, très complet. Pour **Bloomberg**, la surchauffe du marché est une véritable bombe à retardement qui fait courir un risque à l'économie mondiale et nourrit en plus le ressentiment des classes moyennes, confrontées à toujours plus d'inégalités. C'est cet aspect-là qui nous a semblé le plus frappant. "L'exclusion de larges parties de la population fait de la question du logement une nouvelle ligne de faille politique, une fracture aux répercussions imprévisibles." Les conséquences ne sont pas qu'économiques, le risque politique est important, souligne le magazine, qui liste les pistes pour limiter la surchauffe : "Plafonnement des loyers, taxation des propriétaires, nationalisation de propriétés privées ou encore conversion de bureaux vacants en logements." Dans tous les cas, aucune solution durable ne se dégage.

Et les gouvernements paient parfois le prix fort. En Corée du Sud, alors que les prix des appartements à Séoul explosaient, le parti au pouvoir a été largement battu lors des dernières municipales. En Argentine, le gel des loyers n'a fait qu'aggraver les tensions – certains propriétaires n'hésitant pas à retirer leurs biens du marché. En Irlande, lors des législatives de l'an dernier, le Sinn Féin "a remporté plus de suffrages en raison de sa politique de logement que de son traditionnel cheval de bataille, l'unification de l'Irlande", avance encore **Bloomberg**. Au Canada, pour son troisième mandat, Justin Trudeau a fait de la crise du logement une priorité, après avoir promis, durant sa campagne, d'interdire pour deux ans l'achat de propriétés par des étrangers. Cela suffira-t-il ? "Le marché immobilier canadien est en proie à une surchauffe, est surévalué et risque de s'effondrer", écrit le **Globe and Mail**. Le phénomène

est partout le même et attise la colère des populations. En Allemagne, les Berlinoises mènent un combat acharné contre la spéculation immobilière. À la fin du mois de septembre, par référendum, ils ont voté pour communaliser des centaines de milliers d'appartements appartenant à de grandes sociétés immobilières. Mais plus d'un mois plus tard, les avancées restent minimales, écrit la **Berliner Zeitung**, qui rappelle que les résultats du vote ne sont pas contraignants. La crise du logement va-t-elle s'inviter dans la campagne présidentielle française comme elle le fait ailleurs ? La question se pose. Si les prix ont légèrement baissé dans la capitale depuis le début de la pandémie, explique **La Vanguardia**, ils ne cessent d'augmenter dans les villes bien reliées à Paris comme Strasbourg, Orléans, Reims... où la population locale a de plus en plus de mal à se loger. Une surchauffe qui n'est pas sans conséquences :

"L'important endettement des ménages dû au logement pourrait être en train de faire le lit de la prochaine crise économique, si le coût du crédit commençait à augmenter", explique **Bloomberg**. Et de citer un économiste selon lequel "les systèmes d'évaluation des risques envoient des signaux d'alerte avec une force jamais vue depuis les prémices de la crise financière de 2008". Est-on au bord d'un nouveau krach ? C'est la question qui traverse ce dossier. "La bonne nouvelle, avance **CNN**, c'est que peu d'économistes pensent que la hausse actuelle des prix de l'immobilier est une bulle sur le point d'éclater et d'entraîner l'économie dans sa chute. La mauvaise nouvelle, c'est que pratiquement personne ne s'inquiétait de la bulle immobilière en 2007 non plus." À suivre.

**En couverture :**  
"New York Reads" par **Pierpaolo Rovero**, Italie.  
Corée du Nord :  
dessin de **Falco**, Cuba.



CÔTÉ, QUÉBEC



## Sommaire

ÉGYPTÉ p.16

### La révolution sexuelle est en marche

Les tabous autour de la sexualité sont enfin en train de sauter grâce aux réseaux sociaux, se félicite l'écrivaine et militante féministe Mona Eltahawy dans **African Arguments**.

ÉTATS-UNIS p.12

### Coup de semonce pour Joe Biden

Le président américain et le Parti démocrate viennent d'essayer un cuisant revers électoral en Virginie. Le reflet de leurs difficultés à faire passer leurs ambitieux projets de réforme, analyse **CNN**.

IDÉES p.44

### Personne n'est parfait

Nous sommes assaillis d'injonctions à nous améliorer. Pourquoi ne pouvons-nous nous résoudre à être ordinaires ? Josh Cohen, psychanalyste britannique, nous livre des éléments de réponse.

## LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**African Arguments** (africanarguments.org) Londres, en ligne. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Bloomberg.com** (bloomberg.com) New York, en ligne. **Business News** (businessnews.com.tn) Tunis. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Cubanet** (cubanet.org) Coral Gables (États-Unis), en ligne. **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, Francfort, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Newlines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **El País Brasil** (brasil.elpais.com) São Paulo, en ligne. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **TSA - Tout sur l'Algérie** (tsa-algerie.com) Alger, en ligne. **Die Welt** Berlin, quotidien. **1843** Londres, bimestriel.

AGRICULTURE p.40

### La gomme arabique, moisson dorée du Soudan

La sève d'acacia est un ingrédient essentiel à l'industrie mondiale. Et le Soudan en est le premier producteur. Mais les paysans ne perçoivent qu'une petite fraction des profits. Un reportage de **Newlines Magazine**.

# Vérifiez leurs applications



## avec un peu d'aide de Google.

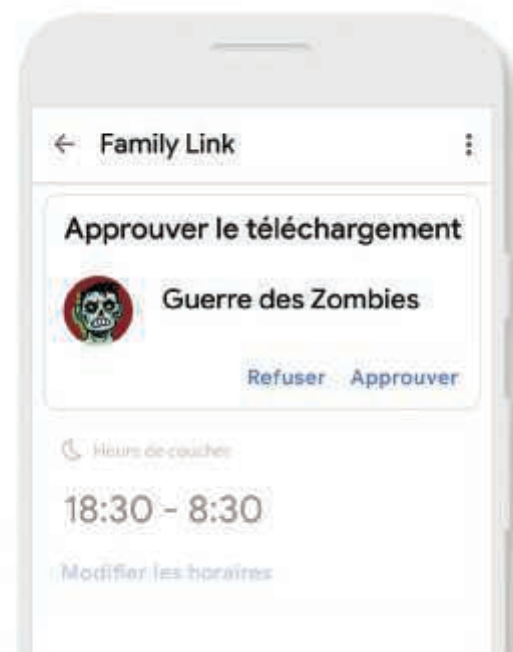
Toutes les applications ne sont pas adaptées aux enfants. L'outil de contrôle parental Family Link vous permet de vérifier, d'approuver ou de bloquer leurs applications.

Téléchargez notre application **Family Link**



Je protège  
Partenaire de mon **enfant**  
.gouv.fr

Nécessite une connexion Internet, un compte Google et un appareil compatible. Les fonctions "donnez votre avis" et "approuvez" uniquement disponibles sur Google Play. Visuels simplifiés.





## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

8. COP26. Le prix à payer  
10. Controverse. Coparentalité : la télé-réalité va-t-elle trop loin ?

## D'un continent à l'autre

12. États-Unis. Coup de semonce pour Joe Biden  
14. Cuba. Avec le retour des touristes, la ruée vers La Havane

16. Égypte. Sur la Toile, la révolution sexuelle en marche  
18. Monde arabe. La gonflette, mais à quel prix ?

## 20. Bosnie-Herzégovine.

L'homme qui fait trembler les Balkans

24. Éthiopie. La guerre civile gagne toujours plus de terrain

26. Tunisie. Comme un parfum de jasmin pourri

28. France. Le changement, c'est lentement

30. Corée du Nord. Les fiancés de la frontière

32. Logement : la loi du plus riche

Transversales

40. Économie. Gomme arabique : la moisson dorée du Soudan

42. Sciences. La prochaine pandémie couve-t-elle dans les élevages ?

360°

44. Psychologie. Personne n'est parfait

48. Plein écran. Sur TikTok, le play-back est devenu roi

50. Histoire. Le général allemand qui voulait saigner la France

51. Culture. Carolina Maria de Jesus, la plume retrouvée des favelas



## SUR NOTRE SITE

## La France vue de l'étranger. Les zombies du crack dans les rues de Paris

Après qu'un groupe de toxicomanes a été chassé de la rue Riquet, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et après l'érection d'un mur à l'entrée d'un souterrain entre Paris et Pantin, le quotidien catalan **La Vanguardia** revient, à travers ce reportage, sur l'enfer du crack dans la capitale.

## À suivre. Les législatives en Argentine

Le 14 novembre, le pays votera pour élire une grande partie de son Parlement. Alors qu'une grave crise économique sévit, le camp péroniste, totalement déchiré, risque de perdre sa majorité.

## Les mots des autres. "Colorblind", "amarelo", "brown"... La palette linguistique des couleurs de peau

Dans ce nouvel épisode de notre podcast consacré aux langues étrangères, nous décryptons les expressions qui désignent les couleurs de peau. Où l'on apprend que l'on peut être bleu ou rouge selon l'endroit où l'on se trouve.

**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~\*

1 AN (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~\*

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>  
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - [abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - [expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - [abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Novembre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique

Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (1698), Fatima Rizki (1730), 7 JOURS DANS LE MONDE François

Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard

(Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha

Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine

Mouteu (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre

Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Romain

Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic

(Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie),

Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin

Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béragère Cagnat (chef de service,

Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine,

16 57), Morgann Jézequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume

(Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39),

Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole

Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées)

MOYEN-ORIENT Julien Abramia, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghrab), Mathilde Boussion (Afrique

australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations,

Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15),

Amick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bézéc (chef des informations, 1732),

Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef

d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel

Hassan (rédacteur éditeur web, 1632), Carole Lyon (rédactrice éditeur web, 1736),

Hoda Saliby (rédactrice éditeur web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo édition,

1665), Nora Houdart-Ouah (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath

(1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline

Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION

Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak,

Aurore Delvigne, Françoise Hérodol, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-

Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine

Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE

Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles

de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey

(1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 1737), Jessica Robineau (1608) Dialla Konate (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Cécile Chemel,

Marie-Ange Costantini, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Guillemette Echallier,

Jeanne Fourneau, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Anne Romefort,

Nina Schreier, Isabelle Taudière, Marie-Laure Théodule, Rachel Teysandier, Yuta

Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11459, 75077 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicazzi Bridier, Directrice

générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella ([elisabeth.cialdella@](mailto:elisabeth.cialdella@publicite.fr)

[publicite.fr](mailto:publicite.fr), 3968), Directeur délégué, directeur de Marque *Courrier international*

David Eskenazy ([david.eskenazy@publicite.fr](mailto:david.eskenazy@publicite.fr), 3863) Directeur délégué Activités

programmatisées, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel ([sebastien.noel@](mailto:sebastien.noel@publicite.fr)

[publicite.fr](mailto:publicite.fr), 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (françois.

[deren@publicite.fr](mailto:deren@publicite.fr), 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve

Dablin ([steeve.dablin@publicite.fr](mailto:steeve.dablin@publicite.fr), 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudeumont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients

Abonnements *Courrier international*, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras

Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel

[abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métro-

politaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August in Dec), by

Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA.

Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POSTMASTER:

Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 875, avenue

Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophares : Plot = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Challenges posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine



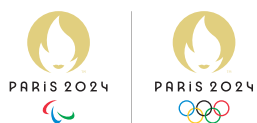
Devenons l'énergie qui change tout.

# C'EST LE MOMENT DE PASSER AU CARBURANT DE DEMAIN.

Rouler avec l'électricité d'EDF produite à 97% sans émissions de CO<sub>2</sub>\*, c'est mieux pour le climat.



RCS PARIS 552 081 317



PARTENAIRE  
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

\*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.



# COP26. Le prix à payer

À Glasgow, plus personne ne nie l'urgence climatique. Désormais il est indispensable que les pays riches financent la transition écologique pour la planète tout entière.



—The Guardian (extraits) Londres

Il y a un peu plus de deux cents ans, la Grande-Bretagne ressemblait plutôt à bien des pays pauvres d'aujourd'hui. L'espérance de vie était limitée, la mortalité infantile élevée; le niveau de vie ne progressait guère d'une année sur l'autre, les maladies véhiculées par l'eau étaient courantes. Les gens travaillaient longtemps et les défavorisés, pour reprendre les termes de Hobbes, menaient une existence "cruelle, bestiale, et de courte durée". Puis la révolution industrielle a eu lieu et la Grande-Bretagne, suivie par d'autres pays dans la zone tempérée de la planète, a découvert l'élixir de la croissance économique. Le revenu par habitant a commencé à augmenter de plus en plus vite.

La croissance a accouché de semaines de travail plus courtes, de vies plus longues et a fait que moins de gens vivaient dans une misère totale. On a consacré davantage d'argent à la santé, l'éducation, l'hygiène publique. Mais cela a eu un prix. Deux siècles d'utilisation des carburants fossiles pour alimenter l'activité économique sans se soucier des conséquences ont eu pour résultat le réchauffement climatique, qui a désormais atteint un niveau potentiellement catastrophique.

La bonne nouvelle, à l'issue des premiers jours de la COP26, à Glasgow, c'est que tout le monde reconnaît qu'il y a un problème. Il a fallu du temps pour que tout le

monde soit sur la même longueur d'onde, mais l'objectif est aujourd'hui plus clair pour tous qu'il ne l'était il y a dix ans. Les négationnistes du changement climatique ont mené un long combat d'arrière-garde contre les scientifiques, mais ils ont fini par être repoussés. C'est une bonne chose, tout comme il est heureux que l'on ait reconnu que, pour relever les défis liés à la nécessité de limiter la hausse des températures à 1,5 °C, notre économie va devoir changer.

Quoi qu'il en soit, il est fort possible que la COP26 aboutisse à un échec et que, au lieu de mettre au point une approche collective pour répondre à la crise climatique, les participants se rejettent la faute. Les pays riches veulent que les pays plus pauvres s'imposent des objectifs plus drastiques dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre; les pays pauvres disent qu'ils ne le feront que si les plans visent également à réduire la pauvreté et l'écart de prospérité avec l'Occident. Les pays pauvres rappellent que ce sont les pays riches qui ont depuis longtemps contribué au réchauffement de la planète et qu'ils sont responsables de la situation actuelle.

Les pays riches sont nettement moins affectés que les pays pauvres par le dérèglement climatique, pourtant ce sont eux qui ont les moyens de lutter contre. Pékin ne se laissera pas enfermer dans le rôle du bouc émissaire si les négociations échouent et affirme que c'est aux

↳ "Eh, bonne nouvelle! Ils font des progrès à la COP26." "C'est cela, oui..."

Dessin de Schrank, Royaume-Uni.

richissimes pays occidentaux de montrer l'exemple. Pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris et limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, nous devons considérablement réduire nos émissions de CO<sub>2</sub> chaque année et jusqu'en 2050. Cela aura un coût. La banque américaine Morgan Stanley a défini un montant d'investissement de 50 000 milliards de dollars [soit environ 43 000 milliards d'euros] dans cinq domaines, dont 20 000 milliards de dollars dans les technologies de l'hydrogène, 14 000 milliards de dollars pour les énergies solaire, éolienne et hydraulique, et 11 000 milliards de dollars pour le développement de véhicules électriques.

**Sommes dues.** Malgré de nombreuses promesses, les financements se font attendre. On comprend les sarcasmes des pays moins développés lorsque les entreprises financières les plus puissantes de la planète s'engagent à investir 130 000 milliards de dollars dans la lutte contre le réchauffement climatique alors que les pays riches n'ont toujours pas versé les 100 milliards de dollars annuels promis par le passé.

Ainsi que l'a révélé la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement la semaine dernière, l'inaction des dix dernières années se traduit déjà par un doublement des coûts d'adaptation au réchauffement climatique pour les pays émergents. Et ce chiffre "ne fera qu'augmenter avec les températures pour atteindre 300 milliards de dollars en 2030, puis 500 milliards de dollars en 2050", note l'agence onusienne.

Il n'est pas difficile de suggérer quoi faire. Pour commencer, les pays occidentaux pourraient tenir leurs promesses. Ils pourraient aussi alléger le fardeau de la dette d'un grand nombre de pays. Les accords commerciaux pourraient être pensés de manière à protéger de certaines pénalités les pays qui prennent des mesures pour sortir des énergies fossiles. L'économiste Avinash Persaud défend l'idée que les pays ayant le plus contribué aux émissions de gaz à effet de serre devraient offrir des taux d'intérêt ultrafaibles à tous les entrepreneurs investissant dans des projets de lutte contre le réchauffement climatique. Ce financement à faible coût devrait être maintenu tant que le projet démontre un taux de réduction des gaz à effet de serre.

Alors que les pays riches disent manquer de moyens à cause de la pandémie mondiale, c'est bien des sommes d'une telle ampleur qu'ils vont devoir engager s'ils espèrent être pris au sérieux par le reste du monde. Il est simplement inacceptable de dire à des pays qui n'ont pratiquement rien qu'ils n'accéderont jamais à des conditions de vie que nous tenons nous-mêmes pour acquises.

—Larry Elliott

Publié le 4 novembre

## Explosion dévastatrice

**SIERRA LEONE** — "Un deuil de trois jours a été décrété [le 7 novembre] après la mort de plus de cent personnes dans l'explosion d'un camion-citerne dans la zone industrielle de Wellington, à Freetown", rapporte **The Sierra Leone Telegraph**. Le drame s'est produit quand le camion, qui se trouvait dans une station-service, a été percuté par un autre poids lourd. "Des riverains se sont alors précipités avec des jerricans pour récupérer le carburant de la citerne qui a ensuite explosé."

## Hanoï a son métro

**VIETNAM** — "Des centaines de personnes ont fait la queue samedi matin [6 novembre] pour être parmi les premiers passagers de la première ligne de métro du Vietnam", rapportait le site **VN Express**. L'aboutissement d'un chantier de 18 milliards de dollars (environ 690 millions d'euros), commencé il y a dix ans et retardé à de multiples reprises. Cette première ligne, construite par une entreprise chinoise et avec des prêts chinois, s'étend sur 13 kilomètres, en partie sous terre et en partie en aérien. Cinq lignes sont prévues à l'horizon 2030.

## Du rêve au cauchemar



**ÉTATS-UNIS** — "Nous avons le cœur brisé", titre le **Houston Chronicle** le 7 novembre. Avec au moins huit morts, dont deux adolescents de 14 et 16 ans, et des dizaines de blessés, "un concert de rêve a tourné au cauchemar" deux jours plus tôt. Le rappeur Travis Scott jouait à guichets fermés dans le cadre du festival Astroworld. Lorsque son show a commencé, une foule de 50 000 personnes s'est pressée en direction de la scène, "ce qui a abouti à l'un des concerts les plus meurtriers de l'histoire américaine". Des spectateurs ont engagé des poursuites contre le rappeur.

✂ *Le drone inconnu. Dessin d'Emad Hajjaj paru dans Alaraby Aljadeded Newspaper, Londres.*



CAGLE CARTOONS

## Au bord du précipice

**IRAK** — Le Premier ministre, Moustafa Al-Kazimi, a échappé le 7 novembre à une attaque de trois drones lancés sur sa résidence. Deux ont été abattus par les services de sécurité, mais le troisième a réussi à frapper le bâtiment. Pour la presse saoudienne, l'affaire est entendue : les responsables seraient forcément les milices pro-iraniennes, celles-là mêmes qui sont les grandes perdantes des élections du 10 octobre. Ce sont "les drones de l'Iran [qui] frappent la tête irakienne", affirme ainsi **Asharq Al-Awsat**.

Les choses sont moins évidentes pour le journal irakien **Al-Alam Al-Jadid** : "Vrai ou monté de toutes pièces?" interroge-t-il en une, laissant planer le doute d'une mise en scène "pour faire diversion après la mort d'un manifestant" qui réclamait une révision des résultats électoraux, la veille. Quoi qu'il en soit, "si l'Irak semblait jusque-là au bord du précipice, cette séquence politique a tout le potentiel de l'y précipiter", écrit le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**, qui s'inquiète d'une "véritable explosion de violence entre les forces de sécurité et les milices affiliées à Téhéran, dans un contexte marqué par des divisions interchiïtes toujours plus vives".

## Au chausse-pied

**ÉTATS-UNIS** — Après des semaines de négociations et de rabotage, le plan de financement des infrastructures de Joe Biden a finalement été adopté, le 5 novembre, grâce au vote de la Chambre des représentants, rapporte **The Hill**. Le plan prévoit notamment de moderniser les routes et ponts du pays et de

déployer massivement l'Internet à haut débit, pour une enveloppe globale de 1 200 milliards de dollars. Le vote de l'autre mégaplan de Biden, sur la protection sociale et l'écologie, a été de nouveau repoussé, mais il devrait intervenir avant fin novembre (*lire p. 12*).

## La loi tue



**POLOGNE** — "Pas une de plus", titre le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza** le 8 novembre sur une photo de la manifestation qui s'est tenue deux jours plus tôt à Varsovie en hommage à "Izabela de Pszczyna". Cette femme de 30 ans, enceinte de vingt-deux semaines, est morte dans un hôpital du sud du pays à la suite d'un choc septique. Selon le collectif féministe **Dziewuchy Dziewuchom**, il s'agit du "premier décès résultant de l'impossibilité d'accéder à l'avortement depuis la décision de justice d'octobre 2020".

## Ortega assoit sa dictature

**NICARAGUA** — Comme prévu, le président Daniel Ortega a remporté la présidentielle du 7 novembre, avec 75 % des voix selon les premiers résultats. Une issue sans surprise et condamnée par la communauté internationale après les arrestations, depuis juin, des principaux candidats d'opposition qui avaient appelé au boycott. Le véritable enjeu était le taux de participation : 65 % officiellement mais seulement 29 %, selon l'ONG **Urnas Abiertas** citée par **La Prensa**.

## ALGÉRIE-MAROC

# Où s'arrêtera l'escalade ?

Alger accuse Rabat d'avoir tué trois Algériens. C'est le dernier épisode en date d'un fort regain de tensions entre les deux pays. Une situation due, selon ce site algérien, au "bellicisme" du Maroc.

—TSA - Tout sur l'Algérie (extraits) Alger

Les tensions entre l'Algérie et le Maroc ont franchi une étape supplémentaire le 1<sup>er</sup> novembre. L'assassinat par l'armée marocaine de trois chauffeurs de camion algériens, en route pour la Mauritanie, est un acte d'une extrême gravité et dénoncé en tant que tel par la présidence de la République qui a promis en outre qu'il "ne restera[it] pas impuni".

Nul ne sait jusqu'où ira l'escalade, mais quelle que soit la conséquence de cette énième provocation, le Maroc en endossera l'entière responsabilité pour avoir mené une politique belliqueuse envers son voisin pendant des décennies, particulièrement ces douze derniers mois. Soit depuis que le royaume a signé un accord triangulaire portant sur la normalisation de ses relations avec Israël et la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur les territoires sahraouis occupés [fin 2020].

Le soutien de principe de l'Algérie au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui est aussi vieux que le conflit et il n'y a rien de nouveau dans sa position ou dans les déclarations de ses dirigeants qui puisse expliquer le redoublement subit de l'agressivité marocaine, sinon son sentiment d'impunité depuis qu'il a franchi le pas de signer les accords d'Abraham. Interviewé par **TSA** en juin, le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, connaisseur du dossier du Sahara occidental, trouvait que, "depuis la décision de Donald Trump, le Maroc bomb[ait] le torse".

Le bellicisme marocain s'est accru depuis la signature des accords d'Abraham. La coïncidence est frappante. Mi-juillet, le représentant du Maroc à l'ONU a appelé ouvertement à la partition du territoire algérien en soutenant ce qu'il considérait comme le droit à l'autodétermination du "vaillant peuple kabyle". C'est le casus belli qui mènera à la rupture des relations entre les deux pays. Dans la foulée, la presse mondiale révélait que l'Algérie, avec d'autres pays, était la cible d'une vaste opération d'espionnage marocaine, via le logiciel Pegasus, de la société israélienne NSO.

En septembre, des voix non officielles au Maroc ont accusé l'Algérie d'être derrière la

mort de trois routiers marocains au Mali, dans une zone infestée de groupes armés et située à des centaines de kilomètres du territoire algérien. Moins de deux mois après, autant de camionneurs algériens meurent sous le feu de l'armée marocaine. Plutôt que d'invoquer le hasard, il serait plus judicieux d'y voir une volonté d'escalade dont nul ne sait où elle s'arrêtera.

Une agressivité dont la communauté internationale est aussi en partie responsable. Le Maroc n'aurait pas franchi tant d'étapes si les grandes puissances n'avaient pas fermé les yeux devant son occupation illégale du Sahara occidental, ses exactions sur les Sahraouis, son entêtement à bloquer le processus de paix et, plus récemment, sur son implication dans le scandale Pegasus. Un autre pays que le Maroc aurait payé cher une telle audace. Une impunité qui n'est pas sans rappeler celle dont jouit depuis plus de soixante ans Israël, qui s'en est servi pour ne laisser debout pratiquement aucun de ses voisins.

—**Ryad Hamadi**  
Publié le 4 novembre



OPINION

## Vu du Maroc

### Le "discours de haine" d'Alger

●●● Dans ce contexte, le discours que le roi Mohammed VI a prononcé le 6 novembre était très attendu. Il a répété que "la marocanité du Sahara ne sera jamais à l'ordre du jour d'une quelconque tractation" mais n'a dit mot sur la mort, dans cette même région, des trois camionneurs algériens le 1<sup>er</sup> novembre. Alger a pourtant mis nommément en cause Rabat. Une mise en cause qui, s'indigne le site **Medias24**, nourrit un "discours de haine" qui "n'a jamais été aussi fort". Selon lui, l'Algérie a délibérément omis de préciser où se trouvaient les deux véhicules ciblés. D'autant que "les trois camionneurs, s'il est confirmé qu'ils étaient de paisibles marchands, n'avaient rien à faire dans cette région".



CONTROVERSE

# Coparentalité : la télé-réalité va-t-elle trop loin ?

Depuis le 18 octobre, en Belgique, une émission de télé-réalité propose de mettre en contact des inconnus et de les aider à construire un projet de coparentalité – c'est-à-dire avoir un enfant et l'élever, sans entretenir de relation amoureuse. Que ce mode de vie, de plus en plus fréquent dans la société, fasse l'objet d'une émission de télévision provoque un intense débat.

NON

## Elle brise un tabou

—De Standaard Bruxelles

**E**n août 2018, les artistes Anyuta Wiazemsky et Kim Snauwaert se sont mariées, sans cependant entretenir de relation sentimentale. Si elles se sont unies par les liens du mariage, c'est pour qu'Anyuta Wiazemsky, de nationalité russe, puisse légalement rester en Belgique. Cela étant, soulignent-elles, ce n'était pas un mariage blanc. Car conformément à la législation belge, il n'est pas nécessaire d'être amoureux pour convoler en justes noces : il suffit de s'engager dans une "communauté de vie durable". Ce qui était bel et bien le cas des deux artistes, qui habitaient ensemble et avaient l'intention de continuer de le faire, ne fût-ce que parce qu'elles avaient fait de leur mariage une œuvre d'art. Dans des performances, des photos, des vidéos et des installations, elles se sont demandé ce que signifiait, par les temps qui courent, une "communauté de vie durable".

J'ai repensé à leur travail en voyant l'annonce de *Ik wil een kind* ["Je veux un enfant"], diffusée sur la chaîne flamande VTM et présentée par Dina Tersago. Dans cette émission, de parfaits inconnus se rencontrent dans le but de concevoir et d'élever un enfant ensemble, sans pour autant nouer de relation amoureuse – ce qu'on appelle la coparentalité.

VTM ne crée pas d'œuvre d'art, bien sûr, mais la chaîne réalise tout de même quelque chose de comparable au travail de Snauwaert et Wiazemsky : elle remet en question une norme sociale. Pourquoi la coparentalité serait-elle réservée à des personnes qui ont d'abord formé une famille classique avant de se séparer ? Pourquoi ne ferait-elle pas d'embellie partie des options possibles ? Pourquoi deux couples ne pourraient-ils pas s'entendre pour élever un enfant ensemble ? Quand des parents se séparent puis entament chacun de leur côté une nouvelle relation, c'est pourtant bien ce qu'il se passe.

Les critiques selon lesquelles cette émission irait en soi trop loin me paraissent

donc absurdes. Il y a une tendance, dans notre culture, à rester sur des rails et à considérer que chaque nouvelle option va trop loin. Or, en matière d'amour et de relations, cela fait un demi-siècle que les Européens se posent les mêmes questions : pourquoi accepter une norme qui m'impose une et une seule manière d'être heureux ? Pourquoi ne pourrais-je pas faire autrement ? Si toutes les personnes concernées sont d'accord et que personne n'est lésé, où est donc le problème ?

**Nouveaux liens.** Les médias ne peuvent pas ne pas parler des formes alternatives de familles et de relations. On lit des histoires de parents séparés qui continuent malgré tout de vivre ensemble, avec leurs nouveaux partenaires respectifs. Il y a aussi des histoires de couples polyamoureux, ou encore de couples homosexuels qui font un don de sperme à un couple d'amies lesbiennes et où tous les quatre élèvent ensuite avec tendresse l'enfant ainsi conçu. Invariablement, il en ressort ceci : si on discute et que l'on prépare les choses, alors ça fonctionne bien. Les enfants trouvent la situation parfaitement normale, parce que l'amour reste l'amour, et que tout le reste n'est que conventions.

Soit, beaucoup de personnes ne sont pas à l'aise face à ce genre de situation. Elles ont le sentiment que l'on est sur une pente glissante et qu'il y aura inévitablement des problèmes dont les enfants seront victimes. Ces mêmes personnes ne seraient pourtant pas prêtes à renoncer à leurs propres libertés dans le domaine affectif. Or les libertés qui sont aujourd'hui considérées comme les plus normales du monde étaient autrefois perçues comme potentiellement nuisibles aux enfants – songez à la liberté de se séparer, d'élever un enfant seul ou de vivre avec un partenaire du même sexe.

Le problème moral résiderait-il plutôt dans le fait que VTM en a fait une émission de télé-réalité ? Savoir qu'il a été conçu à la télévision, se dit-on, aura forcément un effet sur l'enfant. Et au fond, si le but de la chaîne était de briser le tabou sur cette question, n'aurait-elle pas mieux fait de diffuser un documentaire suivi d'un débat ?

Eh bien non, parce que cela n'aurait pas suffi à susciter la discussion. C'est le choc de la controverse, cette impression qu'il y a quelque chose qui ne tourne

pas rond, un je-ne-sais-quoi qui me chiffonne qui fait du mariage de Snauwaert et Wiazemsky une œuvre si puissante. Idem pour *Ik wil een kind* : c'est précisément parce que c'est une émission de télé-réalité que l'on se sent obligé de réfléchir à la question.

Une chose est sûre : on finit tous par avoir une raison d'aller voir un psy. Au près duquel on s'apercevra qu'ici ou là, dans notre jeunesse, il y a quelque chose de raté, qui fait qu'aujourd'hui, nous manquons de confiance en nous, nous évitons les conflits, buvons trop ou ne tombons que sur des hommes inaccessibles. Ce quelque chose de raté, ce peut être un père absent, une mère dominatrice, ou bien trop dévouée et envahissante, ou encore un père qui laissait sans cesse entendre, subtilement, que l'on n'était jamais vraiment à la hauteur de ses attentes. Sans parler de choses réellement graves, comme des abus sexuels.

Dans ce vaste tableau, le fait d'avoir été conçu par le biais d'une émission de télévision ne sera qu'un détail.

—Tom Naegels

Publié le 9 octobre

OUI

## On ne joue pas avec la vie d'un enfant

—De Standaard (extraits) Bruxelles

**C**on concevoir un enfant à la télévision, est-ce aller trop loin ? À cette question, Tom Naegels apporte une réponse d'une étonnante légèreté. Pour lui, l'éducation d'un enfant ne va pas sans accidents. "Une chose est sûre, écrit-il, on finit tous par avoir une raison d'aller voir un psy."

Nous vivons en Europe de l'Ouest, dans une société particulièrement libre. Et c'est une bonne chose. Aujourd'hui, nous pouvons bâtir des relations entre adultes consentants avec extrêmement peu d'entraves – c'est une des plus belles évolutions sociales auxquelles j'ai pu assister en soixante-cinq ans d'existence. Notre époque est très libertaire, et quelque

peu égocentrique. Voulez-vous avoir un rendez-vous galant devant toute la Flandre ? Vous marier avec un inconnu devant les caméras ? Pas de problème pour moi, faites donc.

Sauf que les enfants ne sont pas des adultes consentants. Et, comme le formule l'écrivain hongrois Gyorgy Konrad : "Les enfants n'ont pas de syndicat." Dans cette émission, étrangement, l'enfant est à la fois l'élément autour duquel tout tourne et le seul à ne pas avoir droit à la parole. Élever un enfant à plusieurs, c'est autre chose que se cotiser pour acheter une tondeuse à gazon. Tout le monde sait, même les parents les plus experts, les plus bienveillants, qu'élever un enfant est un chemin où l'on tombe et où l'on se relève perpétuellement. Il faut beaucoup d'amour, envers l'autre parent et envers l'enfant, pour parcourir ce chemin magnifique et néanmoins cahoteux. De son côté, *Ik wil een kind* est un projet rationnel, qui consiste à mettre en contact des parents potentiels, qui ne se connaissent pas.

M. Naegels préfère ce type d'émission de télé-réalité à un documentaire suivi d'un débat : "C'est précisément parce que c'est une émission de télé-réalité que l'on se sent obligé de réfléchir à la question." Mais qui a envie d'être cet enfant, conçu tout spécialement dans une émission de télé-réalité pour que M. Naegels soit poussé à la réflexion ?

Les réalisateurs se rendent-ils compte qu'ils mènent des expériences sur de jeunes êtres impuissants ? L'émission a-t-elle été précédée d'une étude scientifique ? Et VTM diffuserait-elle cette émission s'il s'agissait de risques physiques et non psychologiques ? Je n'ai rien contre le fait de conduire des recherches sur les nouvelles formes de parentalité, mais seulement si elles sont bien préparées, si elles s'appuient sur un socle éthique et si elles prévoient une longue période de test loin des caméras.

Dans ce genre de situation, les dirigeants des chaînes de télévision doivent impérativement avoir une grande conscience éthique – davantage que cinq minutes de courage au moment de prendre les risques financiers. Je suis prêt à discuter avec eux d'expérimentations sur les animaux. D'expérimentations sur les enfants, non.

—Wim Vansoveren,  
ancien directeur média  
de la chaîne publique VRT

Publié le 11 octobre



**“ ON AURAIT PU  
CRÉER DES VÊTEMENTS  
TECHNIQUES, STYLÉS  
OU RESPONSABLES.  
ON A CHOISI  
DE FAIRE LES TROIS ”**

VINCENT ANDRÉ, cofondateur de PICTURE ORGANIC CLOTHING, créateur de vêtements écoresponsables à Cébazat (Puy-de-Dôme), où toute la culture d'entreprise est pensée pour limiter l'impact carbone : sélection des matières, usines de fabrication, transport, et dernièrement un nouveau siège social écoconçu avec l'appui de Société Générale.



DÉCOUVREZ  
SON HISTOIRE  
EN VIDÉO



**C'EST VOUS  
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ  
GÉNÉRALE**

d'un  
continent  
à l'autre.  
amériques



|                 |    |
|-----------------|----|
| Moyen-Orient... | 16 |
| Europe .....    | 20 |
| Afrique .....   | 24 |
| France .....    | 28 |
| Asie .....      | 30 |

# États-Unis. Coup de semonce pour Joe Biden

Un an après l'élection présidentielle de novembre 2020, le président américain et le Parti démocrate viennent d'essuyer un cuisant revers électoral en Virginie, qui fait écho à leurs difficultés à faire passer leurs ambitieux projets de réforme.



CAGLE CARTOONS

✎ Dessin de Daryl Cagle, États-Unis.

—CNN (extraits) Atlanta

Après un revers électoral qui leur a envoyé de sérieux avertissements quant à leur compréhension des Américains, l'heure de l'examen de conscience sonne pour des démocrates démoralisés. Pendant que le parti se déchire autour des ambitieux projets de dépenses publiques, les républicains braquent les projecteurs sur des préoccupations plus immédiates de l'électorat, tels l'atonie de l'économie, la hausse des prix de l'essence et de l'alimentation, la criminalité ou encore le droit, ou non, des parents à peser sur ce qui est enseigné à leurs enfants à l'école. Autant d'inquiétudes exacerbées par la longue pandémie qui, déclarée quasi vaincue en juillet par le président Joe Biden, a de nouveau flambé durant l'été – et porté un nouveau coup au moral des Américains.

L'élection du gouverneur de Virginie, en particulier, faisait figure de référendum sur la première année de la présidence Biden, dans un État qu'il avait remporté haut la main en 2020, avec 10 points d'avance. Or le candidat républicain Glenn Youngkin a non seulement remporté une victoire écrasante le 2 novembre, mais sa victoire constitue une feuille de route pour tous les républicains qui aspirent à gagner, sans avoir Donald Trump dans les pattes, et en reconquérant ces banlieues qui s'étaient détournées du parti conservateur aux élections de 2018 et de 2020.

Si les démocrates avaient seulement fait un score décevant en Virginie, ils auraient pu attribuer leur infortune à la campagne confuse menée par le démocrate Terry McAuliffe, qui y briguait un second mandat de gouverneur. Mais dans le New Jersey, où Biden s'était imposé l'année dernière avec une avance plus confortable encore, la réélection sur le fil du gouverneur démocrate sortant Phil Murphy semble confirmer un constat plus inquiétant : peinant à tenir ses promesses, le parti présidentiel a perdu la confiance des Américains.

Quand, le 3 novembre au matin, Joe Biden est rentré de son voyage en Europe, il n'était plus certain que la direction du Parti démocrate soit encore sur la même longueur d'onde que les électeurs

qui ont choisi l'année dernière de chasser Trump de la Maison-Blanche. Depuis des semaines, les parlementaires démocrates à Washington s'écharpent autour du vaste plan de dépenses publiques voulu par Biden, un pilier de son programme.

Le président américain a vécu un été épouvantable, en particulier avec le retrait chaotique d'Afghanistan, qui a ébranlé son autorité et fait plonger sa cote de popularité. La domination du Parti démocrate par les progressistes ne l'aide sans doute pas et vient conforter les républicains qui aiment à le dire otage de l'aile gauche. Et si le Parti démocrate

**Peinant à tenir ses promesses, le parti présidentiel a perdu la confiance des Américains.**

et le petit monde politique et médiatique de Washington s'inquiètent de l'onde de choc de l'invasion du Capitole, le 6 janvier dernier, par des émeutiers pro-Trump, les résultats des scrutins locaux du 2 novembre donnent à penser que les électeurs, eux, ont des préoccupations autrement plus concrètes que l'érosion de la démocratie aux États-Unis.

Pour Guy Cecil, qui préside le groupe démocrate Priorities USA, il est temps que le parti se rassemble. « Cette élection est un avertissement pour tous les démocrates. Les parlementaires démocrates doivent d'urgence adopter la loi sur les infrastructures [ce qui a été fait le vendredi 5 novembre] et le plan Build Back Better [ce plan comporte deux volets principaux : une revitalisation de l'État providence et des investissements massifs dans l'économie verte]. Nous devons nous atteler à rassurer et mobiliser ceux qui sont allés voter démocrate en 2020. Nous devons absolument montrer le gouffre qu'il y a entre le progressisme démocrate et l'extrémisme républicain. »

En Virginie, le républicain Glenn Youngkin a rempli très précisément les objectifs qu'il s'était fixés : mobiliser très largement les électeurs des zones rurales et conservatrices, tout en évitant de s'aliéner ces Américains des banlieues résidentielles que Trump rebutait. S'il a bien envoyé des messages subliminaux à

## Quand Toni Morrison devient un sujet de campagne

●●● La surprenante victoire républicaine en Virginie doit beaucoup à une catégorie particulière d'électeurs : les parents en colère. Le futur gouverneur Glenn Youngkin "a exploité le mécontentement de parents à travers tout le pays sur la manière dont les questions raciales, le racisme et l'histoire américaine sont enseignés à l'école", note **The Washington Post**. "Un livre, en particulier, est devenu la cible des républicains" en Virginie, écrit **The New York Times**. Il s'agit de *Beloved*, le plus célèbre roman de la Prix Nobel africaine-américaine Toni Morrison. "Ce livre, qui est devenu un classique de la littérature américaine depuis sa publication, en 1987, montre toute l'horreur de l'esclavage [...] Il décrit notamment des agressions sexuelles." En fin de campagne, Glenn Youngkin a diffusé un spot dans lequel s'exprime une mère qui a cherché à faire retirer *Beloved* du programme d'anglais de son fils, il y a huit ans, au motif qu'il contenait des passages trop crus. Laura

Murphy - dont le fils était en terminale à l'époque - a ensuite poussé les législateurs républicains de Virginie à passer une loi pour que les parents puissent refuser que leurs enfants soient exposés à des "documents éducatifs comprenant des contenus à caractère sexuel". Une "loi *Beloved*" a été votée, mais elle s'est heurtée en 2016 et en 2017 au veto du gouverneur démocrate, Terry McAuliffe, qui a refusé de la promulguer. C'est ce même McAuliffe qui était le candidat démocrate à un nouveau mandat de gouverneur cette année. Et ce veto pourrait bien avoir joué contre lui. "Il ne pense pas que les parents ont leur mot à dire" dans l'éducation des enfants, lui reproche la mère dans la vidéo. Si *Beloved* n'est pas directement évoqué, pour les démocrates, cela "rappelle l'époque où on interdisait les livres, et constitue une insulte déguisée envers l'un des auteurs noirs les plus célèbres de l'Amérique", écrit **The New York Times**. Des enseignants ont défendu l'importance

éducative du roman. "Toni Morrison demande justement à ses lecteurs de regarder en face les atrocités de l'esclavage", déclare à **Slate** Emily Knox, professeur en sciences de l'information à l'université de l'Illinois. Le viol en fait partie. "Certains signes montrent que les républicains vont durcir leur discours sur les questions d'éducation à l'approche des élections de mi-mandat, l'année prochaine, ajoute **The New York Times**. Au Texas, le gouverneur, Greg Abbott, veut interdire les livres qui contiendraient des 'contenus pornographiques ou choquants' dans les bibliothèques des écoles, après avoir promulgué une loi qui interdit la "théorie critique de la race" dans les établissements scolaires. Cette approche universitaire consistant à analyser le racisme à un niveau systémique "n'est pas enseignée dans les écoles, en Virginie pas plus qu'ailleurs", rappelle **The Washington Post**. Cela ne l'a pas empêchée de devenir un épouvantail pour les conservateurs.

ci-contre], l'une des autrices africaines-américaines les plus respectées du pays, a rappelé les relents racistes du discours de certains républicains de Virginie.

Une chose est sûre, et les démocrates le savent : ils ont un sacré problème. Peut-être l'économie, ébranlée par la pandémie, se portera-t-elle beaucoup mieux dans un an [au moment des élections législatives de mi-mandat de novembre 2022], peut-être le Covid pèsera-t-il moins sur le quotidien des Américains, peut-être l'inflation, qui pèse lourd sur le pouvoir d'achat des familles, pourra-t-elle être contenue. Si tant est que Biden ne tombe pas plus bas, les démocrates peuvent encore espérer limiter les dégâts. Mais encore faut-il que leurs électeurs se rendent aux urnes - car à en croire les taux de participation du 2 novembre, la base électorale républicaine est, elle, galvanisée. Et à moins que le président ne parvienne à faire adopter très rapidement ses deux grandes lois prioritaires et décroche des avancées dans d'autres domaines, notamment le droit de vote ou la réforme de l'immigration, les élections de mi-mandat qui s'annoncent déjà compliquées pourraient bien être perdues d'avance.

—**Stephen Collinson**  
Publié le 3 novembre

### À la une



### ERIC ADAMS, NOUVEAU MAIRE DE NEW YORK

"Eric Adams, le gagnant", titre le **New York Magazine**. Anticipant la victoire écrasante du candidat démocrate à la mairie de New York le 2 novembre, le magazine brosse le portrait d'un politicien "apprécié depuis East Brooklyn [un quartier défavorisé] jusqu'à Billionnaires' Row [ensemble de gratte-ciel luxueux à Manhattan], qui s'apprête à devenir le plus puissant maire depuis des décennies". Et le deuxième Africain-Américain aux commandes de la ville, après David Dinkins en 1990. S'il s'est d'abord fait connaître comme dissident dans la police, s'opposant aux brutalités policières et au profilage racial, Eric Adams, président de l'arrondissement de Brooklyn depuis 2013, contraste avec Bill de Blasio, le maire sortant. Le progressiste de Blasio s'était fait élire sur la promesse d'un accès universel à la maternelle "financé par une taxe sur les millionnaires, afin de réduire les inégalités stupéfiantes de la ville". Adams a choisi le thème qui préoccupait le plus les électeurs : l'insécurité. Son mandat s'annonce comme "un pari contre l'idéologie, contre les militants de l'ère de Blasio". Avec un programme "placé sous le signe de 'en même temps' : réduire la criminalité tout en chassant les policiers trop agressifs, séduire à nouveau les milieux d'affaires tout en réduisant la pauvreté".

l'attention de l'électorat trumpiste sur "l'intégrité de l'élection", la question raciale ou les droits des personnes transgenres, il n'a pas fait reposer sa candidature sur des dénonciations mensongères de fraude électorale, à la Trump, ni adopté l'outrance autocratique qui fut la marque de fabrique de l'ancien président. Et Trump lui-même, tout en se mêlant régulièrement de cette campagne (allant jusqu'à s'attribuer le mérite de la victoire), a pour l'essentiel laissé le champ libre à Youngkin. S'il a bien organisé un meeting à distance la veille du vote, il ne s'est pas rendu en Virginie.

Pour les stratèges républicains, l'inquiétude ressentie par les parents après des mois sans école en présentiel durant le Covid-19 leur ouvrait une brèche dans des banlieues résidentielles traditionnellement acquises aux démocrates. Terry McAuliffe leur a facilité la tâche avec une gaffe calamiteuse, lorsqu'il a semblé

**"Nous devons rassurer et mobiliser ceux qui ont voté démocrate en 2020."**

**Guy Cecil,**  
PRÉSIDENT DU GROUPE  
DÉMOCRATE PRIORITIES USA

affirmer, lors d'un débat, que les parents n'avaient pas tellement leur mot à dire sur l'éducation de leurs enfants. Le tollé ainsi créé a fait le jeu des républicains, trop contents de surfer sur les remous que cause dans certaines familles le traitement en classe de la délicate histoire des relations raciales aux États-Unis. Youngkin a promis d'interdire le jour même de son entrée en fonction l'enseignement de la "théorie critique de la race" (*Critical Race Theory*) - même si elle n'est pas au programme en Virginie. Mais un spot de campagne s'en prenant implicitement à Toni Morrison [voir encadré

### SOURCE



### CNN

Atlanta, États-Unis  
edition.cnn.com

Fondée en 1980 par le magnat de la presse Ted Turner, Cable News Network (CNN) est la première chaîne d'information continue. Elle est passée dans le giron de Time Warner en 1996. Depuis 2008, le direct CNN est diffusé gratuitement sur CNN.com. Le site produit également des contenus écrits et dispose de sa propre agence de presse depuis 2010.

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

## CUBA

# Avec le retour des touristes, la ruée vers La Havane

L'île va totalement rouvrir ses frontières. Du coup, c'est la course vers la capitale, où de nombreux Cubains espèrent récupérer des devises, précieuses dans une économie en crise.



— **Cubanet** Coral Gables (États-Unis)

Voyager d'une province à l'autre en ces temps de pandémie, malgré les restrictions de déplacements, n'est pas si difficile qu'il y paraît. Il suffit de se rendre à la mairie et de verser un dessous-de-table à la bonne personne pour obtenir l'autorisation officielle, une démarche qui peut prendre quelques jours. Ou alors, si on est pressé et qu'on souhaite brûler cette étape, on peut se cacher dans l'un des quelques véhicules d'État ou de particuliers autorisés à franchir les points de contrôle policier sur les routes.

Dans tous les cas, il faut payer, et comme La Havane va de nouveau s'ouvrir au tourisme international le lundi 15 novembre, tant les autorisations officielles que les voyages en cachette sont de plus en plus recherchés, et donc plus chers. Il y a à peine deux mois, pour obtenir l'autorisation de voyager par exemple

de Ciego de Ávila, dans le centre du pays, à La Havane, cela coûtait entre 1 200 et 2 500 pesos cubains [entre 43 et 90 euros au cours du marché parallèle; le salaire minimum est de 2 100 pesos]. Aujourd'hui, il faut compter plus de 5 000 pesos [179 euros]. De même, rallier la capitale depuis les provinces les plus éloignées, comme Guantánamo, Granma ou Santiago de Cuba, peut coûter plus de 10 000 pesos [355 euros].

**Réseau à réactiver.** À Cuba, les gens qui vivent du tourisme international – directement ou indirectement, légalement ou illégalement – sont si nombreux que se rendre à La Havane avant le 15 novembre est devenu une vraie course contre la montre. En effet, il s'agit d'y être avant l'arrivée du premier *yuma* [cubanisme désignant les étrangers, et en particulier les Américains] et d'en tirer le maximum – du moins pour ceux qui pratiquent le *jineteo*, un travail en marge de la légalité qui ne relève pas nécessairement de la

prostitution ou de l'arnaque, et qui ne s'y limite pas non plus. Le but est aussi de trouver un logement abordable (ce qui, en ces temps d'inflation, est devenu presque impossible) et, surtout, de réactiver, après presque deux ans d'interdiction de circulation, le réseau de contacts nécessaires pour obtenir un "meilleur service" : policiers corrompus, fournisseurs de tabac, de rhum, de drogues, d'œuvres d'art, de services médicaux et, bien sûr, de sexe sous toutes ses formes.

Liensay, une jeune fille de 20 ans originaire de Holguín, une ville de l'Est, vient d'arriver clandestinement à La Havane. Elle nous raconte pourquoi elle a fait en sorte de débarquer parmi les premiers, et surtout ce qu'elle attend de la réouverture du tourisme, le 15 novembre. "J'ai essayé d'arriver avec une autorisation, explique-t-elle, mais je n'ai pas pu l'obtenir. Et puis, on m'a parlé d'un camion transportant de l'acier qui partait toutes les semaines pour La Havane, et j'ai convaincu le chauffeur de me faire passer en me cachant dans le chargement. Il me prenait 8 000 pesos [284 euros], mais je ne les avais pas. J'ai dû vendre un téléviseur, et je lui ai donné en plus une petite truie que ma mère élevait pour la fin de l'année. Bien sûr, ça en vaut la peine, parce que quand les gens vont commencer à arriver, il y aura davantage de concurrence. Ici, on ne vous fait pas de cadeau, et avec la pandémie, j'imagine que ce sera chacun pour soi. Avant, je gagnais ici jusqu'à 100 fulas [dollars] par jour. Dans le pire des cas, même si je n'en gagne que 20, c'est déjà plus que là-bas [à Holguín]. La Havane, c'est les États-Unis, par rapport à la province. S'il y a une autre pandémie, je ne rentre pas, je file direct de l'autre côté de l'océan."

Andy, un jeune de 22 ans, de Las Tunas, également dans l'Est, est colocataire avec Liensay dans le quartier de la Vieille Havane. S'il est arrivé tôt, ce n'est pas seulement parce qu'il voulait être parmi les premiers à "alpagner un *yuma*", mais surtout parce qu'il voulait trouver un bon appartement à louer, bon marché et bien situé. "Je suis arrivé fin août, au pire moment, raconte-t-il. Mais j'ai un ami qui m'a dit qu'il y avait des rumeurs comme quoi les restrictions de déplacement allaient être levées pour la haute saison

[du tourisme à Cuba, de novembre à avril]. J'ai payé 5 000 pesos pour une autorisation – je les ai gratés un peu partout, où je pouvais –, plus 3 000 pour la voiture qui m'a amené ici. Après, quand tout a été en ordre, j'ai revendu ma moto. Ma crainte, c'était le loyer. Presque plus personne ne louait en monnaie nationale, et ce qu'on trouve pour des loyers bon marché, ce sont des petits studios sans toilettes, sans confort. Ici, je peux faire venir un *yuma* sans problème. C'est vrai que je dépense un peu plus, mais l'important est de faire bonne impression. Le *yuma* voit ça et il se dit : 'C'est un type bien, pas un bandit.' Parfois, il faut investir pour gagner plus."

**Policiers à bichonner.** De son côté, Sergio, 34 ans, aussi originaire de Las Tunas, a décidé de retourner à la capitale bien avant le 15 novembre pour, dit-il, "préparer le terrain". Étant un résident illégal à La Havane, et à la merci d'une expulsion, il doit se faire de nouveaux contacts dans la police pour "ne pas avoir d'ennuis". Il faut dire que "c'est chaud dans la rue", depuis les manifestations du 11 juillet. "Presque tous les policiers que je connaissais ont été mutés, poursuit Sergio. Des bérets noirs [brigades spéciales du ministère de l'Intérieur] sont déployés à tous les coins de rue. Je sors tous les jours pour qu'ils ne se méfient pas, qu'ils sachent que je suis du quartier. Parfois je leur propose de l'eau, je leur achète un paquet de cigarettes, je les bichonne pour qu'ils me foutent la paix. J'ai payé 10 000 pesos pour venir, 6 000 pour le transport et 4 000 que j'ai dû donner au point de contrôle de Camagüey, parce qu'ils ont fait des histoires."

La fermeture des frontières pendant plus d'un an et demi, ainsi que les couvre-feux et la militarisation des rues ont été un coup dur pour les Cubains et les Cubaines qui vivent du tourisme. Avec l'annonce de la reprise des activités du secteur touristique pour le 15 novembre, il y a une lueur d'espoir pour ceux qui cherchent, non pas à revenir à la relative "prospérité" d'avant la pandémie, mais au moins à retrouver une planche de salut dans cette mer de misère qu'est l'économie cubaine.

— **Ernesto Pérez Chang**  
Publié le 13 octobre

## Relancer l'économie

●●● Cuba va enfin rouvrir ses portes – fermées depuis le début de la pandémie, entrouvertes ensuite avec un nombre de vols très limités – aux touristes étrangers. Ce 15 novembre, l'île passera d'un coup de 63 vols hebdomadaires à 400 – "dont 77 en provenance des États-Unis", précise le site indépendant *14ymedio*. Avec l'espoir de recevoir 100 000 touristes avant la fin de l'année, le principal objectif étant de relancer l'économie, privée de devises depuis de longs mois. Le 7 novembre déjà, la quarantaine obligatoire a été supprimée pour les visiteurs étrangers. Le 15, ce sera également le cas des tests PCR effectués à l'aéroport. Les touristes devront seulement présenter une preuve de vaccination ou un test PCR négatif de moins de soixante-douze heures. Enfin, les interdictions de circulation des Cubains entre provinces seront levées. Le gouvernement table sur 2 millions de touristes étrangers pour 2022, la moitié de ce que le pays accueillait chaque année avant la pandémie.

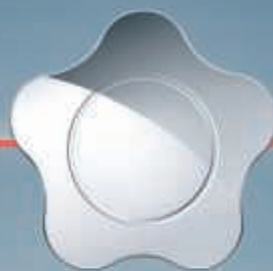
### SOURCE



### CUBANET

Coral Gables, États-Unis  
[cubanet.org](http://cubanet.org)

Créé en 1994 par une association à but non lucratif installée à Coral Gables, en Floride, ce site met en ligne des articles, reçus par Internet, de journalistes indépendants cubains. On y trouve l'actualité de l'île, des reportages et des articles d'opinion, parfois écrits par des exilés aux États-Unis.



# verisure

## CE QUE VOUS AIMEZ, NOUS LE PROTÉGEONS

**De jour comme de nuit,**

**Verisure protège votre maison et  
votre famille. Nos experts sont  
mobilisés 24h/24 et interviennent  
en moins de 60 secondes<sup>(1)</sup>,  
quelle que soit l'urgence.**

**Comme ca, vous vous  
concentrez sur ce qui compte !**

mon alarme sur **Verisure.fr**

VERISURE - Société par actions simplifiée au capital de 1.085.736 euros - Siège social : 1 place du General de Gaulle- ANTONY (92160) - RCS 345 006 027 - N° de TVA : FR 60 345 006 027 - Société titulaire de l'autorisation d'exercer n° AUT-092-2118-07-17-20190361822 délivrée par le Conseil National des Activités de Sécurité le 17/07/2019. Article L. 612-14 du Code de la sécurité intérieure : « L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. Elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics. ». (1) Temps moyen de réponse mesuré sur l'année 2020 après réception du signal par notre station de télésurveillance (source interne).



# Égypte. Sur la Toile, la révolution sexuelle est en marche

Dix ans après le “printemps égyptien”, qui a amorcé le mouvement contre le patriarcat, les tabous autour de la sexualité sont en train de sauter grâce aux réseaux sociaux, se félicite cette écrivaine et militante féministe.

—African Arguments Londres

En janvier dernier, quelques jours seulement après les célébrations du dixième anniversaire du début du “printemps arabe” en Égypte, une adolescente de 14 ans est morte au sud du Caire pendant son excision. Deux mois plus tard, trois hommes armés de bâtons et de chaînes ont forcé la porte d'une de leurs voisines, qu'ils soupçonnaient d'infidélité. Cette femme a été soumise à de telles tortures qu'elle s'est jetée de son balcon et s'est tuée. Dix ans après que la pression de la rue a forcé plusieurs dictateurs de la région à quitter le pouvoir, la volonté obstinée de contrôler la sexualité féminine continue à tuer des femmes et des jeunes filles en Égypte.

Peu après la chute du [président égyptien Hosni] Moubarak [en 2011], j'avais prédit que les violences sexuelles perpétrées par des soldats contre des militantes féministes – les prétendus “tests de virginité” – finiraient par provoquer une révolution féministe. Je m'étais trompée de dix ans, mais nous y sommes aujourd'hui ! Les femmes et les queers se mobilisent à présent contre une forme de tyrannie plus tenace encore que les dictateurs dans leurs palais : le patriarcat et son emprise sur le corps et la sexualité des femmes.

**Audace inédite.** C'est une révolution sexuelle dont les chants et les barricades ne s'élèvent pas dans les rues comme il y a dix ans. Elle se déroule sur les réseaux sociaux, sur des comptes auxquels des millions de personnes ont accès depuis leur foyer – ce lieu d'où viennent tous les tyrans et qui doit radicalement évoluer. Sur des comptes rédigés en langue arabe, des activistes s'attaquent avec une audace inédite à la honte, aux tabous, au silence et à la répression sexuelle. L'orgasme, la masturbation, le sexe anal, l'avortement, l'homosexualité, comment

demander ce que l'on veut à un partenaire, le consentement – tous les sujets sont abordés.

En 2011, le fait que les jeunes se soient sentis autorisés à dire “je compte” sur Facebook pour dénoncer l'oppression du régime a été un des catalyseurs de la révolte. Aujourd'hui, ce sont les femmes et les queers qui disent “je compte” en affirmant simplement “mon corps m'appartient” et en fustigeant les trois piliers du patriarcat : l'État, la rue et le foyer.

Exaspérés par l'hypocrisie et la répression sexuelle en Égypte, les militants luttent contre la honte

**De nombreux comptes Instagram visent à mettre un terme à la honte et au silence qui étouffent le désir et le plaisir.**

et le silence qui soutiennent le patriarcat. Encore grisés par les échos d'une révolution qui a vu des millions de personnes exprimer collectivement leur ras-le-bol, ces activistes lancent aujourd'hui leurs cocktails Molotov sur les tyrans qui résident dans nos esprits.

Les relais de cette nouvelle révolution égyptienne ont de multiples visages. Sur Instagram, par exemple, le compte Assault Police, créé en juillet par Nadeen Ashraf, 22 ans, est devenu une tribune pour des centaines de victimes de violences sexuelles à la maison, au travail ou dans leurs cercles sociaux. Avec près de 350 000 abonnés, il contribue à faire voler en éclats les tabous autour des violences sexuelles et s'emploie à dénoncer les prédateurs.

↓ Dessin de Côté paru dans Le Soleil, Québec.

D'autres comptes Instagram visent à mettre un terme à la honte et au silence qui étouffent le désir et le plaisir. Parmi eux, on peut citer Mother Being de [l'activiste et accompagnante] Nour Emam avec ses 305 000 abonnés ; The Somatic Therapist [la thérapeute et sexologue] de Yasmine Madkour et ses 40 000 abonnés ; et bien d'autres encore, tous en langue arabe, certains situés en Égypte, d'autres non ; certains anonymes, d'autres non. En Égypte, où 87 % des petites filles sont victimes de mutilations génitales dans le but de contrôler leur sexualité et où l'école ne dispense pas de cours d'éducation sexuelle, il est tout simplement révolutionnaire et inédit de partager des connaissances sur le sexe de manière positive.

Fatma Ibrahim, chercheuse féministe qui prépare son doctorat au Royaume-Uni, a créé The Sex Talk après avoir tenté de

L'autrice



**MONA ELTAHAWY**

est une journaliste, écrivaine et militante égyptienne de 54 ans, qui vit depuis les années 2000 aux États-Unis. Elle est sans conteste l'une des principales figures du féminisme arabe. Emprisonnée, agressée sexuellement sur la place Tahrir en 2011, cette activiste au fort tempérament sur le terrain et les réseaux sociaux a écrit deux essais de référence : *Foulards et hymens. Pourquoi le Moyen-Orient doit faire sa révolution sexuelle*, publié en 2015 et traduit la même année par les éditions Belfond, et *Fuck le patriarcat !*

*Les 7 péchés pour prendre le pouvoir*, publié en 2019 et traduit en 2021 par les éditions Massot.

comprendre son corps et sa propre sexualité. “C'est en me battant pour acquérir cette indépendance que j'ai compris que toutes les femmes devraient y avoir droit aussi.” Recherchant des sites d'information pour les femmes en langue arabe, elle n'avait trouvé que des sources conservatrices, axées sur le plaisir masculin ou la santé reproductive. “Aucun de ces contenus n'était centré sur les besoins ou l'expérience des femmes, et aucun ne parlait d'un point de vue féministe, explique Fatma Ibrahim. Ils étaient aussi rédigés dans une langue compliquée, qui n'était pas accessible à tous, donc j'ai décidé de créer le type de contenus que j'espérais trouver.”

“La misogynie atteint de telles proportions dans la société que pour toutes les femmes qui vivent en Égypte et dans bon nombre d'autres pays arabes la vie sexuelle est un cauchemar, poursuit-elle. Pour elles, pas de plaisir, pas de protection, pas de consentement et pas de soutien !”

Les deux cofondatrices de Mauj, qui préfèrent garder l'anonymat, ont elles aussi été inspirées par “la nécessité de trouver davantage de sources éducatives, d'information, de dialogue et de tolérance”. “Nous sommes contrôlées à chaque stade de notre féminité, on nous fait comprendre que notre corps est source de honte, de culpabilité, et qu'il n'appartient pas qu'à nous, explique → 18



# PIERRE CLARENCE

Création Paris

- 100% coton
- Poignets réglables
- Repassage facile
- 4 tailles disponibles
- 2 coloris

## Duo Flanelle

Les 2 chemises

35,40€ au lieu de 118€



**-70%**

le duo flanelle

+

Frais de port  
**OFFERTS**

**COUPE DROITE**

bleu/ciel

rouge/bleu

### VOS FRAIS DE PORT OFFERTS AVEC LE CODE T1504

0 892 069 501 Service 0,40 € / min  
+ prix appel

7 jours sur 7 de 8h à 20h

[pierreclarence.com/chemises321](http://pierreclarence.com/chemises321)

Indiquez votre code **T1504** dans le panier

### VOS GARANTIES

- Expédition sous 6 jours
- Satisfait ou remboursé
- 30 jours pour changer d'avis
- Offre valable 1 mois

À retourner sous enveloppe affranchie à : **Pierre Clarence - 6 rue Anatole de la Forge - 75858 PARIS CEDEX 17**

T1504/P3472

**OUI, je profite de mon offre de Bienvenue** et reçois mon lot de 2 chemises (1 lot par foyer) pour 35,40€ au lieu de ~~118€~~.

**Les frais de port me sont offerts.**

Je choisis  39/40 (M) - Réf: 6012958

43/44 (XL) - Réf: 6012960

ma taille:  41/42 (L) - Réf: 6012959

45/46 (2XL) - Réf: 6012961

Ci-joint mon règlement total par :

Chèque à l'ordre de **PIERRE CLARENCE**

Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard).

N°: \_\_\_\_\_

Date de validité: \_\_\_\_\_ Cryptogramme au dos de ma carte: \_\_\_\_\_ (indispensable)

**Cette offre ne m'engage à rien d'autre.** Valable 1 mois, pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 6 jours.

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Pierre Clarence - Service clientèle - 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel actif de Reder SAS. Les 2 chemises sont de même taille. Prix unitaire de chaque chemise : 59 €.

Mme/M. : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Pour mieux vous servir :

Téléphone : \_\_\_\_\_

Date de naissance :

E-mail : \_\_\_\_\_

Date :

Signature  
obligatoire ▶

**PIERRE CLARENCE**  
Création Paris

↓ Dessin de Falco,  
Cuba.

16 ← l'une des cofondatrices. C'est parce que nous étions fatiguées de cette honte, de la stigmatisation et de la désinformation autour du corps des femmes que nous avons décidé de changer la manière de parler – et d'apprendre – de nous-mêmes." Elles ont donc lancé Mauj – "vague", en arabe –, première plateforme pour le bien-être sexuel et reproductif créée par et pour des femmes. Ce compte Instagram condense toute "l'éducation [sexuelle] que nous n'avons jamais reçue, mais c'est aussi un appel à reprendre possession de notre corps. Et grâce à toutes les femmes incroyables qui nous ont rejoints en cours de route, Mauj est devenu exactement ce que nous voulions qu'il soit : un mouvement de femmes qui se rassemblent pour inverser la tendance."

Shrouk El-Attar, ingénieure égyptienne queer réfugiée au Royaume-Uni, explique avoir créé le compte Dancing Queer pour servir de porte-voix à la communauté LGBTQ+, notamment grâce à son émission *El-Kanaba* ("Le Divan"), diffusée sur Instagram Live. "Je me suis lancée parce que je ne trouvais pas grand-chose de positif en arabe sur les LGBTQ+, et je me suis dit que j'avais le privilège de pouvoir parler de ces sujets en toute sécurité avec cette plateforme", explique-t-elle. Elle a

**"Je me suis lancée parce que je ne trouvais pas grand-chose de positif en arabe sur les LGBTQ+."**

**Shrouk El-Attar,**  
INGÉNIEURE QUEER, PRODUCTRICE  
D'UNE ÉMISSION SUR INSTAGRAM LIVE

reçu des militants des droits pour les homosexuels et les transsexuels comme Dalia Al-Faghal [réputée être la première Égyptienne à avoir rendu publique sur les réseaux sociaux sa relation avec une autre femme], [la militante transgenre] Malak Al-Kashef et [le fils d'un célèbre acteur égyptien transgenre] Noor Hesham Selim. "C'était vraiment compliqué de trouver autre chose en arabe que les discours du genre 'ils iront brûler en enfer', 'ce sont des sodomites', etc., explique Shrouk El-Attar. Ça me fait ch... de ne pas pouvoir m'exprimer dans ma langue maternelle, de ne pas m'y sentir suffisamment à l'aise parce qu'elle a été utilisée contre moi."

Quand la sexualité est étouffée par le silence et les tabous, ce sont les personnes les plus marginalisées qui en souffrent le plus. Et les trois leviers du patriarcat font que les femmes et les queers sont les plus marginalisés. Cela vaut autant pour les mouvements islamistes comme les Frères musulmans que pour les gouvernements prétendument séculiers. Le gouvernement actuel est à l'origine de la répression la plus violente de l'histoire récente de l'Égypte contre

les LGBTQ. Les militaires et les fanatiques religieux se retrouvent dans une surenchère de "politique de respectabilité". Ces deux groupes se considèrent comme responsables de la sécurité nationale, mais aussi du corps et de la sexualité des femmes et des queers.

Dans ce contexte, le fait de revendiquer le contrôle de son corps et de sa sexualité est un acte proprement révolutionnaire. Toutes sortes d'armes peuvent être brandies contre le patriarcat, mais quand le consentement, l'autonomie et le plaisir sont au cœur du débat, le sextoy est autant une arme qu'un manifeste.

**Sexualité choisie.** Il y a déjà plusieurs dizaines d'années, [l'écrivaine et psychiatre égyptienne considérée comme l'une des figures de l'émancipation de la femme dans le monde arabe] Nawal El-Saadawi fut la première à établir le lien entre les mutilations génitales des femmes et la volonté de contrôler leur sexualité dans son livre *Women and Sex*, interdit pendant près de vingt ans avant sa parution en 1972. Aujourd'hui, ses héritières ne se contentent pas de proclamer ce lien sur les réseaux sociaux, elles expliquent également comment les femmes victimes de ces mutilations peuvent toujours avoir une sexualité.

En juin dernier, Mauj a lancé Deem, le premier sextoy créé par des femmes arabes pour des femmes arabes. "Deem a été conçu pour le plaisir et l'exploration. C'est une façon de découvrir son corps, de se connecter à ses envies et à ses désirs, et d'apprendre à communiquer avec son partenaire", communique Mauj.

Si les smartphones ont permis au monde entier d'assister à la révolution sur la place Tahrir, tweet après tweet, Deem – livré dans un discret coffret le présentant comme un appareil de massage – fait entrer la révolution sexuelle dans les maisons, un orgasme après l'autre.

Il était sacrément temps !

—Mona Eltahawy  
Publié le 20 octobre

## SOURCE

### AFRICAN ARGUMENTS

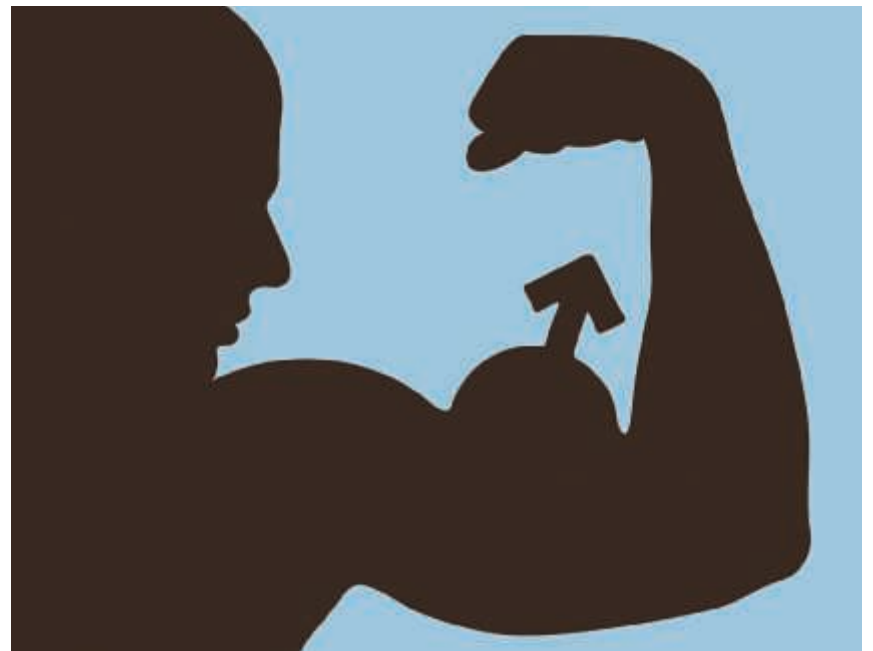
Londres, Royaume-Uni

[africanarguments.org](http://africanarguments.org)

Cette revue en ligne est

dédiée à l'analyse des enjeux de l'Afrique contemporaine.

Lancée en 2007 et éditée par la Royal African Society, une fondation britannique qui promeut le continent, elle est l'une des plateformes de débat sur l'Afrique les plus bouillonnantes.



## Monde arabe. La gonflette, mais à quel prix ?

Dans plusieurs pays arabes, de nombreux jeunes en quête d'un corps parfait usent de produits dopants en tout genre, au mépris de leur santé. Un média qatari a enquêté sur ce phénomène.

**H**ormone de croissance, testostérone et autres produits dopants "à la composition inconnue" ou "d'origine animale"... Le quotidien qatari **Al-Araby Al-Jadid** rapporte la dangereuse "obsession de la musculation" qui se répand au sein de la jeunesse arabe. Le journal a mené une enquête au long cours dans cinq pays.

Dans un premier article, le quotidien raconte ainsi l'histoire d'un jeune ressortissant syrien résidant au Koweït. Son rêve ? Développer et renforcer sa masse musculaire "pour ressembler à un culturiste". De 2012 à 2016, il s'est injecté de l'hormone de croissance arrivée en contrebande d'Iran et un stéroïde animal qu'il achetait à bon marché à son entraîneur dans le club de musculation qu'il fréquente. Aujourd'hui, il souffre d'une hypertrophie du muscle cardiaque, d'insuffisance rénale et de problèmes sexuels.

Dans un autre article, un urologue et spécialiste de l'infertilité exerçant à Amman, en Jordanie, explique pour sa part que 50 % des patients qui viennent dans sa clinique et souffrent de problèmes sexuels "utilisent des hormones artificielles". Un responsable de l'organisation antidopage jordanienne déplore "le chaos causé par la prolifération des hormones et des protéines de synthèse dans les salles de sport". Un "chaos" dû, selon lui,

à l'absence de lois spécifiques punissant les usagers et les vendeurs.

Au Liban, explique *Al-Araby Al-Jadid* dans un troisième article, le numéro deux du ministère de la Jeunesse et des Sports confesse que les acteurs du marché noir des produits dopants – qui viennent d'Iran, de Turquie, du Pakistan, de Thaïlande ou d'Inde – profitent d'une certaine "confusion" entre les services de son ministère et ceux des ministères de l'Intérieur et de la Santé.

**Poudres protéinées.** Au Qatar, a constaté le quotidien panarabe, ce sont les compléments alimentaires, les suppléments nutritionnels et autres poudres protéinées consommées sans suivi médical qui constituent un "fléau". Le petit émirat compte aujourd'hui plus de 500 salles de sport, alors qu'il n'en comptait que 86 en 2014.

Enfin, au Maroc, les hormones en tout genre "tuent les rêves des sportifs". Les journalistes expliquent qu'il est également assez facile de se procurer ces produits dans le royaume chérifien, tout comme dans de nombreux pays du Moyen-Orient. Sur 20 pharmacies marocaines visitées, 13 ont en effet accepté d'enfreindre la loi et de fournir de la testostérone sans ordonnance.—

The easyJet logo is displayed in white lowercase letters on an orange rectangular background in the top right corner of the advertisement.

easyJet

# NOTRE AMBITION : DES VOLS ZÉRO ÉMISSION DE CO<sub>2</sub> D'ICI 2050

Pour atteindre cet objectif, nous collaborons avec Airbus et Wright Electric au développement d'avions dont les vols permettront zéro émission de CO<sub>2</sub>. Nous nous engageons à vous accueillir à bord de ces avions zéro-émission dès que ces technologies innovantes nous le permettront.



Rendez-vous sur <https://www.easyjet.com/fr/voyageonsmieux> pour plus d'informations.



europe

# Bosnie-Herzégovine. L'homme qui fait trembler les Balkans

Le chef politique des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, pourrait bien mener son pays vers un nouveau conflit, s'alarme cet hebdomadaire allemand. Vingt-six ans après la fin de la guerre, la paix reste fragile dans ce petit État européen.



—Der Spiegel *Hambourg*

Vu de près, l'homme qui, dans les semaines qui viennent, a l'intention de provoquer la fragmentation d'un État situé à la frontière de l'Union européenne est presque un géant. Il en impose, avec son mètre quatre-vingt-dix et sa poignée de main en acier : "Drago mi je", je suis ravi, déclare Milorad Dodik.

Cette rencontre avec Dodik a lieu dans l'après-midi du 21 octobre à Banja Luka, au siège du gouvernement de la république serbe de Bosnie. Ici, le Parlement doit voter sur une série de questions qui pourraient entraîner, à terme, la séparation de la majorité serbe du pays du reste de l'État. Dodik

souhaite que la république serbe de Bosnie devienne autonome. Ce territoire artificiel comptant 1,2 million d'habitants fait actuellement partie de la fédération de Bosnie-Herzégovine.

Qu'est-ce qui peut pousser quelqu'un comme lui à vouloir mettre le feu aux poudres dans un pays ravagé par la guerre, frappé par la misère et l'émigration ? Qui est donc cet homme qui considère avec mépris l'État qu'il préside, en compagnie d'un représentant des Bosniaques musulmans et d'un

**Beaucoup ont enterré le principe d'une coexistence pacifique entre Bosniaques, Serbes et Croates.**

représentant des Croates catholiques, comme le résultat d'une "fausse couche" ? Son comportement aurait-il peut-être à voir avec la peur de perdre bientôt le pouvoir, lors des élections de l'an prochain, ainsi que des conséquences juridiques des soupçons de corruption dont il fait l'objet ?

"Il n'y a rien contre moi qui tienne devant un tribunal, affirme Dodik, mais la diffusion de ragots de ce genre à mon propos est la raison d'être de l'opposition." Quoi qu'il en soit, il refuse toute responsabilité dans une nouvelle guerre éventuelle. "Je ne peux pas l'envisager, déclare-t-il. En tout cas, ce n'est pas nous qui déclencherons un nouveau conflit : c'est politiquement que nous nous battons pour atteindre notre objectif." Ce qui n'a rien de véritablement rassurant.

**Patchwork ethnique.** Un État situé au cœur du continent est-il une fois de plus menacé de se disloquer, alors que les guerres en ex-Yougoslavie, à partir de 1991, ont coûté la vie à 130 000 personnes et en ont déplacé des millions d'autres ? Nous n'en sommes pas encore là, en dépit de toutes les tentatives séparatistes de Dodik. Mais la situation est grave – car le principe d'une coexistence pacifique entre Bosniaques, Serbes et Croates, ancré dans les accords de Dayton de 1995, a été enterré par diverses parties.

La Bosnie-Herzégovine reste un patchwork ethnique et, surtout, un édifice complexe. Depuis la fin des hostilités, elle se compose de deux "entités" à peu près de même taille, le territoire serbe et le territoire bosno-croate ; à cela s'ajoute le cas particulier du district de Brcko, à la frontière croate. Tout cela sous la domination – dans la mesure où elles ne sont pas ouvertement boycottées par d'anciens adversaires – des institutions de l'État fédéral : la présidence, le gouvernement, la justice, l'armée.

Le conflit actuel a éclaté quand Valentin Inzko, le haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, a imposé, à la veille de quitter ses fonctions, des changements à une loi interdisant la négation du génocide et des crimes de guerre. À la suite de quoi, Milorad Dodik a peu à peu bloqué toutes les institutions fédérales. Conformément à sa volonté, la République serbe doit désormais décider, en ce

▣ Milorad Dodik, représentant des Serbes à la présidence collective de la Bosnie-Herzégovine, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, en mars 2019. Photo Emmanuel Dunand/AFP

début novembre, de se doter de ses propres forces armées – une entreprise risquée.

Entre 1992 et 1996, plus de 10 000 personnes, dont 1 600 enfants, ont trouvé la mort sous les bombardements incessants des troupes serbes. Le Croate Zeljko Komsic, qui a gouverné avec Dodik au collège présidentiel du pays, dit maintenant de lui : "Tant que ce monsieur n'aura pas repris ses esprits et qu'il n'aura pas démarré une bonne thérapie, la folie continuera." Ce que Komsic omet de préciser, c'est que même le HDZ, le parti croate le plus puissant, travaille de concert avec le Serbe Dodik pour faire trembler la république sur ses bases. La plupart des Croates de Bosnie disposent de passeports croates de l'Union européenne.

Elmedin Konakovic, chef de l'opposition bosniaque, prévient qu'en 1992, à la veille de la guerre, la situation était la même. Depuis longtemps, des rumeurs circulent sur le fait que, dans la partie serbe du pays, la police s'armerait massivement, y compris de fusils d'assaut. Mais du côté bosniaque aussi, on joue avec le feu : "Munitions à Konjic et Gorazde, obusiers à Travnik, lance-grenades à Hadzici" – c'est ce qu'a tweeté, il y a quelques jours, le consul de Bosnie à Francfort-sur-le-Main [en Allemagne], aussi étonnant que cela puisse paraître, avant de rappeler que des centaines de milliers de Bosniaques avaient l'expérience de la guerre et étaient prêts au combat.

L'Europe est-elle prête, au cas où l'on reprendrait les armes dans cette région sensible ? Ou les uns et les autres ne font-ils que jouer

des muscles, comme d'habitude, en échangeant des menaces ? Nous posons la question dans l'enceinte du Camp Butmir, siège de la mission de la force de l'Union européenne (Eufor) en Bosnie-Herzégovine, où sont stationnés 600 militaires de 19 pays. Depuis 2004, cette mission est garante de la paix dans le pays. "Grâce à notre déploiement, nous avons pu gagner du temps afin de parvenir à des solutions politiques durables", assure le commandant de la mission, le général autrichien Alexander Platzter, d'un ton des plus diplomates.

**"Le système international de maintien de la paix est ébranlé."**

Christian Schmidt,  
HAUT REPRÉSENTANT EN BOSNIE

Platzter rapporte que les tensions se sont accentuées ces derniers temps. Pour l'heure, cependant, personne ne parle encore de conflit armé. Les deux hélicoptères du camp servent principalement à l'entraînement. La dernière véritable urgence a été une piqûre de guêpe qui a entraîné un choc allergique chez un soldat. Mais bien sûr, on ne peut pas exclure une escalade, concède Platzter.

Comment voit-on les choses depuis le bureau de [l'Allemand] Christian Schmidt, le nouveau haut représentant international à Sarajevo ? Même si l'on fait abstraction de la "rhétorique assez courante dans la région", il y a de quoi "s'inquiéter sérieusement", reconnaît Schmidt. Ces derniers temps, des choses se sont passées, des paroles ont été prononcées qui pourraient avoir un impact bien au-delà des frontières de la Bosnie : "Le système international de maintien de la paix est ébranlé." C'est pourquoi il compte expliquer sans détours qu'il est hors de question que la république serbe de Bosnie s'en aille aussi facilement.

La nomination de Schmidt ne s'est pas faite sans mal et a traîné en longueur, entre autres parce que Milorad Dodik, avec le soutien de Vladimir Poutine, s'est opposé à sa candidature. Dodik n'a rien contre lui personnellement, il souhaite juste que sa fonction soit supprimée. L'intérêt de l'UE et des États-Unis pour la Bosnie, de toute façon, décline, il est → 22

**Découpage depuis les accords de Dayton (1995) :**

- Fédération croato-bosniaque\*
- République serbe de Bosnie
- District neutre de Brcko



\* Officiellement nommée Fédération de Bosnie-et-Herzégovine.

**MARTINI**<sup>®</sup>

**NOUVEAU**

# L'APERITIVO SANS ALCOOL\*

**LE PREMIER APÉRITIF À BASE DE VINS, SANS ALCOOL**  
Notre sélection de vins blancs est désalcoolisée puis assemblée à des plantes aromatiques. Cette méthode unique permet de préserver tous les arômes et le goût de Martini.

## VIBRANTE

Notes de Bergamote  
*de Calabria*

## FLOREALE

Notes de Camomille  
*de Pancalieri*



**50%**  
**MARTINI**  
SANS ALCOOL\*

**50%**  
**TONIC**

\*<0.5% ALC./VOL PROVENANT DES EXTRAITS DE PLANTES AROMATIQUES.

BMF - FCS BOBIGNY 414 749 200

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

↳ Dessin de Faber, Luxembourg.

20 ← donc presque logique que la Russie s'efforce de s'assurer une plus grande marge de manœuvre dans la région en éliminant le poste de haut représentant.

Encore quelques questions pour Dodik : est-il vrai que des jeunes Serbes de Bosnie vont s'entraîner dans des camps militaires russes et que des cosaques russes sont déployés en République serbe ? Et pourquoi l'oligarque russe Konstantin Malofeev se rend-il régulièrement en Bosnie, avant les échéances électorales ? Dodik, qui a été reçu à plusieurs reprises par Poutine au Kremlin, est assez bavard cet après-midi-là. Mais soudain, il se montre peu loquace. Que des rumeurs, lâche-t-il.

La Bosnie était et reste le nœud gordien de l'Europe. C'est ici, à Sarajevo, qu'un Serbe de souche a déclenché la spirale dévastatrice de la Première Guerre mondiale en tirant les coups de feu qui ont tué l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie. Ici qu'en 1992, les ten-

### “Dodik n'a jamais cessé de jouer avec la sécession pour gagner les élections.”

Edin Forto,  
ÉLU DU CANTON DE SARAJEVO

sions entre les groupes ethniques ont dégénéré et causé les pires massacres qu'ait connus le continent depuis 1945. Et c'est là que, d'abord et avant tout, se décidera la question de savoir si la paix sera durable au cœur même de l'Europe, là où il reste six États sans réelle perspective d'entrée dans l'Union européenne.

Sur cette question-là, c'est Aleksandar Vucic, le président de Serbie – qui se trouve à Belgrade, à quatre heures de route à l'est de Banja Luka, et gouverne un pays de 7 millions d'habitants –, qui a les cartes en main. Vucic est passé maître dans l'art d'attiser les conflits, pour mieux les résoudre ostensiblement. Dans d'autres régions des Balkans où vivent aussi des Serbes, il sait tirer parti de l'inconstance manifeste de l'UE. Laquelle, à quelques jours du sommet des Balkans occidentaux qui a eu lieu début octobre, n'était même pas d'accord sur le maintien du statut de candidat à l'intégration européenne de pays comme la Serbie, la Bosnie ou la Macédoine du Nord.

Il paraît peu probable qu'une république serbe de Bosnie indépendante soit dans l'intérêt de la Serbie ou de son alliée historique, la Russie. Mais dans les négociations avec Bruxelles ou Washington, Dodik l'agitateur sert à prouver que l'on a besoin de Belgrade et Moscou pour garantir la paix.

**Structure nationaliste.** Si un spécialiste des Balkans comme Janusz Bugajski, de la Jamestown Foundation de Washington, envisage la possibilité d'une escalade de la violence dans deux de ses trois scénarios bosniaques, une nette majorité, à l'intérieur du pays, veut croire que la raison l'emportera.

C'est le cas d'Edin Forto, le Premier ministre du canton de Sarajevo. Rentré en Bosnie après avoir vécu aux États-Unis, il estime n'appartenir à aucun groupe ethnique. Or quiconque, comme lui, coche “ostalji” (autre) sur les formulaires électoraux, est exclu de la candidature à la présidence, ce qu'il souligne, d'ailleurs. Une anecdote révélatrice, qui montre que la classe politique dirigeante obéit toujours à une structure nationaliste. Forto assure vouloir abolir les quotas ethniques et lutter contre la corruption, dans son canton du moins.

Mais même lui considère que la situation actuelle est vraiment sérieuse. “Dodik n'a jamais cessé de jouer avec la sécession pour gagner les élections. Cette fois, il pourrait vraiment mettre son projet en œuvre.” Dodik, dont on parle beaucoup trop selon Forto, ne verrait, semble-t-il, pas d'autre moyen de rester au pouvoir : “Pour lui, c'est la fin de la partie.” Toutefois, Forto ne croit pas que le pays soit au bord de la guerre. Dodik est certes “un peu fou, mais il n'est pas idiot. Il ne va pas faire venir des soldats russes ici, et il n'a pas tant de monde que ça avec lui.”

À Banja Luka, Dodik conclut la conversation en ces termes : tant qu'il sera à son poste, il se battra pour que les Serbes gardent leur destin en main. “Des décisions irresponsables d'étrangers qui n'ont pas été légitimés par des élections”, et qui viseraient à créer un “État musulman de Bosnie-Herzégovine”, selon le dirigeant serbe, se heurteraient à une vive résistance.

— Walter Mayr, Alexander Sarovic et Lina Verschwele  
Publié le 22 octobre

## Un pays au bord de l'éclatement ?

Le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé la mission de l'Eufor, la force internationale de paix en Bosnie-Herzégovine. Enfoncé dans une profonde crise politique, le pays est menacé d'effondrement.



Après plusieurs jours de négociations musclées, le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé le 3 novembre, pour un an, le mandat de la mission Eufor, 600 soldats européens déployés en Bosnie-Herzégovine pour garantir la paix et la stabilité. L'Allemand Christian Schmidt, nouveau haut représentant de la communauté internationale (OHR) en Bosnie-Herzégovine, avait demandé à l'ONU de renforcer la présence des forces internationales “afin d'empêcher le pays de retomber dans une nouvelle guerre”. Dans son récent rapport sur la situation en Bosnie-Herzégovine, Schmidt a souligné que “ce pays est confronté au plus grand risque existentiel après la guerre de 1992-1995, et à un véritable danger d'éclatement”.

Toutefois, dans la déclaration finale du Conseil de sécurité, il n'y a de références ni à Schmidt ni à son rapport, une concession faite à la Russie, qui avait menacé de bloquer si la moindre référence à l'OHR était maintenue. Moscou fait ainsi savoir qu'il soutient Milorad Dodik, l'homme fort de la Republika Srpska (république serbe) de Bosnie [lire p. 20].

Membre aussi de la présidence collective de l'État bosnien, Dodik s'est opposé le 1<sup>er</sup> août à la nomination de Schmidt et demande depuis des années de supprimer l'institution de l'OHR, le plus haut pouvoir politique en Bosnie-Herzégovine, qui peut imposer les lois et destituer les hommes politiques locaux compromettants les accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre



Revue de presse

en Bosnie-Herzégovine. Or, depuis des mois, Dodik brandit la menace de scission de la république serbe de Bosnie (RS) de la Bosnie-Herzégovine, trouvant cet État “dysfonctionnel”. Au mois de juillet, il a ordonné aux ministres fonctionnaires serbes originaires de RS de boycotter le travail des institutions communes. Le 8 octobre, Dodik est allé encore plus loin en annonçant que l'entité serbe allait se retirer des institutions clés de l'État, comme l'armée et la justice. En parlant de la possibilité de reprendre les casernes des forces armées communes et de former une armée de la RS, Dodik sonne l'alarme.

La presse bosniaque est partagée quant à la résolution du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de l'Eufor.

Pour **Oslobodjenje**, les Nations unies ont cédé sous la pression de la Russie : “Compromis et sacrifice du haut représentant pour assurer la prolongation du mandat de l'Eufor sont en fait une défaite de l'Occident”, assène le quotidien de Sarajevo. Selon l'analyste Svetlana Genic, c'est le résultat de la “stabilité” sur laquelle les États-Unis et l'UE ont fondé la paix en Bosnie-Herzégovine : “Ils ont engendré Dodik en le plaçant sur le trône, comme d'ailleurs les autres autocrates des Balkans”, affirme-t-elle. Le quotidien **Avaz** semble moins pessimiste en titrant en une : “Dodik a beau jubiler, OHR et Eufor restent en Bosnie-Herzégovine.”

**Offensive diplomatique.** Pour sortir de la crise qui secoue la Bosnie-Herzégovine, l'UE et les États-Unis ont lancé une offensive diplomatique fin octobre en envoyant deux diplomates dans les Balkans : Angelina Eichhorst, directrice générale du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), et Matthew Palmer, envoyé spécial de Washington pour les Balkans.

Car, en plus de la fronde de Dodik, les relations entre Croates et Bosniaques ne sont pas au beau fixe dans leur entité commune ; ils sont notamment divisés au sujet de la loi électorale. Les Croates insistent pour obtenir une troisième entité, regroupant les populations croates et formant ainsi une éventuelle troisième unité électorale, ce qui risque de renforcer davantage les divisions ethniques de l'électorat. Si la nouvelle loi n'est pas adoptée d'ici la fin de l'année, il ne peut y avoir d'élections l'an prochain, la loi ne pouvant pas être modifiée pendant une année électorale. La mission d'Eichhorst et de Palmer vise à normaliser d'abord les relations entre Croates et Bosniaques, puis avec les Serbes.

Cette initiative conjointe de Bruxelles et Washington ne convient pas à Moscou. “La normalisation de la situation politique en Bosnie-Herzégovine ouvre la porte à l'adhésion de ce pays à l'UE et à l'Otan, au risque d'éjecter la Russie de la région”, explique le quotidien croate **Jutarnji List** : “La situation en Bosnie-Herzégovine n'a jamais été aussi tendue, Dodik met de l'huile sur le feu tandis que la Russie soutient sa politique dangereuse.”

— Courrier international

# OLGA



PRIX SACD  
SEMAINE DE LA CRITIQUE  
CANNES 2021

un film de  
**ELIE GRAPPE**

POINT PROD ET CINÉMA DEFAC TO  
PRÉSENTENT **OLGA** RÉALISÉ PAR **ELIE GRAPPE**  
ÉCRIT PAR **ELIE GRAPPE**  
ET **RAPHAËLE DESPLECHIN**  
AVEC **ANASTASIA BUDIASHKINA**  
**SABRINA RUBTSOVA**  
**CATERINA BARLOGGIO**, **THEA BROGLI**  
**JÉRÔME MARTIN**, **TANYA MIKHINA**  
**ALICIA ONOMOR**, **LOU STEFFEN**  
PRODUIT PAR **JEAN-MARC FRÖHLE**  
ET **TOM DER COURT**  
IMAGE **LUCIE BAUDINAUD**  
MONTAGE **SUZANA PEDRO**  
MUSIQUE ORIGINALE **PIERRE DESPRATS**  
SON **JÜRIG LEMPEN**, **FRANÇOIS MUSY**,  
**RAPHAËL SOHIER**, **SIMON APOSTOLOU**  
PREMIER ASSISTANT **BENOÎT MONNEY**  
SCRIPTE **LOUIS SEBASTIEN**  
COLLABORATION ARTISTIQUE **ARTEM IURCHENKO**  
COSTUMES **ISA BOUCHARLAT**  
DÉCOR **IVAN NICLASS**, **PASCAL BAILLODS**  
PRODUCTEUR EXECUTIF **NICOLAS ZEN-RUFFINEN**  
EN COPRODUCTION AVEC LA **RTS-RADIO TÉLÉVISION SUISSE**  
AVEC LE SOUTIEN DE **L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA CULTURE (OFC)**  
AVEC LA PARTICIPATION DE **CINÉFORUM**  
ET LE SOUTIEN DE LA **LOTÉRIE ROMANDE**  
AVEC LA PARTICIPATION DE **CANAL+** ET DE **CINÉ+**  
ET DU **CENTRE NATIONAL DU CINÉMA**  
ET DE **L'IMAGE ANIMÉE**  
AVEC LES SOUTIENS AU DÉVELOPPEMENT  
DU **PROGRAMME EUROPE CRÉATIVE MEDIA**  
**DE L'UNION EUROPÉENNE**  
DE LA **PROCIREP-ANGOËA** DE **CICLIC**  
**RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE**  
EN PARTENARIAT AVEC LE **CNC**,  
DU **FONDS CULTUREL SUISSIMAGE**,  
DU **SUCCÈS PASSAGE ANTENNE SRG SSR**,  
ET DU **POUR CENT CULTUREL MIGROS**  
VENTES INTERNATIONALES **PULSAR CONTENT**  
DISTRIBUTION **ARP SELECTION**

© 2021 POINT PROD - CINÉMA DEFAC TO



Télérama



17  
NOV



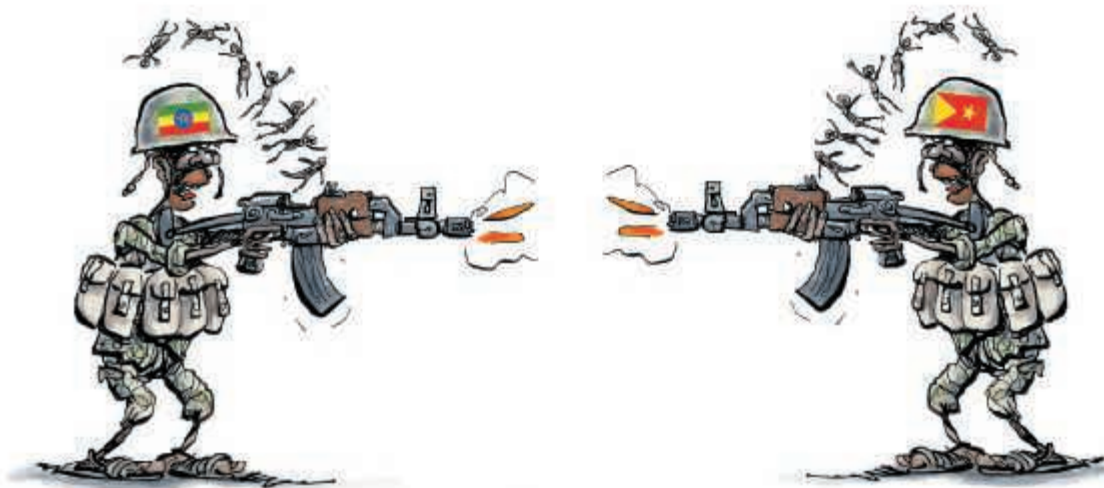
©CHARACTÈRE



afrique

# Éthiopie. La guerre civile gagne toujours plus de terrain

Sur fond d'avancée des rebelles séparatistes du Tigré, l'état d'urgence a été déclaré dans le pays pour six mois. Après la publication d'un rapport de l'ONU dénonçant d'éventuels crimes de guerre, le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed essuie des critiques internationales.



Il est des anniversaires troublants de concomitance. Un an exactement après l'offensive fédérale contre les autorités séparatistes de la région du Tigré, le pays est au bord de l'implosion en raison d'une offensive inédite des troupes rebelles tigréennes.

Selon le **Washington Post**, les combattants tigréens ont déclaré le 31 octobre s'être emparé des villes stratégiques de Dessie et de Kombolcha, situées à quelque 400 kilomètres de la capitale. Fait nouveau, ils menacent d'avancer plus au sud, en direction d'Addis-Abeba. Mais la bataille de la communication fait autant de bruit que les armes puisque *“le gouvernement a déclaré que les soldats se batt[ai]ent toujours pour le contrôle des deux villes clés”*, indique **Al-Jazeera**.

Quoi qu'il en soit, l'inquiétude devait être suffisamment forte pour que les autorités fédérales décident, le 3 novembre, d'un état d'urgence national, pour une période de six mois. Le communiqué gouvernemental,

reproduit in extenso par le mensuel éthiopien **Addis Standard**, énonce des mesures restrictives sur la presse et les libertés publiques, tandis que de larges pouvoirs exceptionnels sont accordés aux autorités fédérales. Toujours selon le communiqué officiel, l'état d'urgence est instauré *“pour éviter aux citoyens d'être ciblés”* par le groupe TPLF, le Front populaire de libération du Tigré, qui mène actuellement des opérations militaires dans les régions de l'Amhara et de l'Afar, limitrophes du Tigré.

La rhétorique des autorités centrales s'est faite résolument martiale. Selon la chaîne qatarie, les autorités d'Addis-Abeba ont demandé aux 5 millions d'habitants d'enregistrer leurs armes et de *“se préparer à défendre la ville”*. La **BBC** rapporte également que le Premier ministre, Abiy Ahmed, a

**La bataille de la communication fait autant de bruit que les armes.**

publié sur son compte Facebook le même appel à prendre les armes afin de bloquer l'avancée des rebelles tigréens. Pour lui, cette avancée *“pousse le pays à sa disparition”*, et il a exhorté les citoyens à *“marcher [...] avec toutes les armes et ressources dont ils disposent pour défendre, repousser et enterrer le TPLF terroriste”*. Un message qui a été très vite effacé par le réseau social pour violation de ses politiques *“contre l'incitation et le soutien à la violence”*.

Mais *“une vague de peur”* gagne la capitale selon le **New York Times**, qui évoque des *“arrestations arbitraires”* par la police de Tigréens installés à Addis-Abeba. Le quotidien new-yorkais parle ainsi de familles tigréennes *“recroquevillées dans leurs maisons, redoutant qu'on frappe à la porte”*.

Même si le conflit court intensément depuis un an, la situation est de fait inédite puisque les forces tigréennes ont enregistré de *“vrais gains territoriaux”*, estime le **Washington Post**, hors de la région initialement rebelle. Une extension qui fait craindre une guerre

civile dans ce pays aux allures de mosaïque ethnique. Abiy Ahmed a accusé les rebelles d'essayer de transformer l'Éthiopie *“en Libye et en Syrie”*, référence claire à la situation de pays qui ont sombré dans la guerre civile après des mouvements de protestation internes.

Pour autant, la contestation du gouvernement central se renforce et agglomère d'autres groupes. Le journal algérien **El Watan** indique ainsi que l'Armée de libération oromo (OLA), groupe rebelle de l'ethnie oromo, allié au TPLF, a annoncé être entrée dans plusieurs localités plus au sud, le long de l'autoroute menant à la capitale. Ses combattants et ceux du TPLF se sont *“déjà rejoints et sont en contact constant”*, avec pour objectif *“la prise d'Addis-Abeba”*, qui ne serait plus, selon eux, qu'*“une question de mois, si ce n'est de semaines”*.

Sur le plan international, la situation est surveillée de très près, d'autant qu'un rapport onusien, fruit d'un an d'enquête, a été publié le 3 novembre. L'enquête conjointe du Bureau des droits de l'homme de l'ONU et de la Commission des droits de l'homme (EHRC) nommée par l'Éthiopie, note le quotidien sud-africain **The Daily Maverick**, *“offre l'examen le plus complet à ce jour des conséquences du conflit sur les*

*civils, détaillant les exécutions extrajudiciaires, les tortures, les violences sexuelles et sexistes, les violences et les violations contre les réfugiés et les déplacements forcés”*.

Si le rapport est accablant et évoque des actes qui pourraient constituer *“des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerres”*, il évite toutefois d'accuser un seul des camps en conflit. Surtout,

**Le blocus imposé au Tigré par Addis-Abeba y a déclenché une famine.**

à la grande satisfaction des autorités éthiopiennes, ledit rapport ne qualifie pas le conflit au Tigré de *“génocide”*, indique **CNN**. Pourtant, la région est toujours soumise à un blocus gouvernemental qui a déclenché une vaste famine. Selon les chiffres onusiens, rappelés par le **Washington Post**, en juillet, plus de 400 000 personnes y souffraient de famine, et 1,8 million de personnes supplémentaires étaient au bord du gouffre alimentaire.

De bruits de bottes en échos diplomatiques, les États-Unis, par la voix de Jeffrey Feltman, envoyé spécial américain pour la Corne de l'Afrique, ont dénoncé l'extension de la campagne militaire → 26

## Le conflit dépasse les frontières du Tigré



### Les deux principaux camps en présence

- ① Troupes gouvernementales et alliés régionaux + Armée érythréenne
- ② Forces spéciales du Tigré + Armée de libération oromo
- ★ Combats à la fin octobre 2021    ✦ Combats ayant eu lieu le mois précédent
- Dessie    ■ Kombolcha    ■ Villes qui seraient désormais sous le contrôle des rebelles tigréens

SOURCE : LE MONDE

"MAGISTRAL, NERVEUX ET SENSUEL"

Le Figaro

LES FILMS PELLEAS  
PRÉSENTE



PIERRE NINEY STACY MARTIN BENOÎT MAGIMEL



# AMANTS

UN FILM DE  
NICOLE GARCIA



SCÉNARIO ET DIALOGUES JACQUES FIESCHI ET NICOLE GARCIA AVEC CHRISTOPHE MONTENEZ  
NICOLAS WANCZYCKI GREGOIRE COLIN ROXANE DURAN

LES FILMS PELLEAS M.I.F. 3cinema CANAL+ CINE+ france.tv Maïong Studio 13 France France Distribution M.I.F. 2020

**AU CINÉMA LE 17 NOVEMBRE**

france.tv

Le Point.fr

LE FIGARO

Télérama

LOBS

SELECTION  
GRAND PRIX  
CINÉMA  
ELLE

Europe 1

✎ Dessin de Z, paru dans  
Débat Tunisie, Tunis.

## TUNISIE

## Comme un parfum de jasmin pourri

La Tunisie cédera-t-elle encore à la tentation de l'homme providentiel, quitte à laisser la tyrannie s'installer ? C'est la question que pose le célèbre journaliste tunisien Taoufik Ben Brik, dans une saisissante analyse du régime du président Kaïs Saïed.



Mais à part l'angoisse, qu'est-ce que le président Kaïs Saïed saurait nous vendre ?

Il se fait passer pour l'homme providentiel, alors que sa théologie du profit n'est rien d'autre qu'une vision tyrannique éliminant l'homme pour le compte du marché. Dans l'immense nuage de poussière du grand effondrement tunisien, de son involution conservatrice, de la pseudo-équité musulmane qui s'est imposée dans le pays, toute richesse, toute innovation, tout progrès ont été confisqués.

**Son intention semble claire : déchirer le tissu de la société civile et empêcher toute alternance.**

Après la débâcle éhontée d'Ennahda [parti islamiste] et la victoire sans équivoque de Kaïs Saïed sur le terrain, il n'a pas fallu longtemps pour que la bête reprenne du poil de la bête. La *dakhilia*, autrement dit le ministère de l'Intérieur, redouble de férocité. Depuis la reprise en main du 25 juillet, il ne se passe pas un jour sans que cette police fasse parler d'elle. Violations de domicile, chasses à l'homme, filatures, descentes. Dans des villes cadennassées, les policiers font la guerre aux manifestants.

La Direction centrale des renseignements généraux est pratiquement la seule direction qui n'a pas été inquiétée par Kaïs Saïed. Il a ainsi récupéré intacte la boîte noire du régime islamiste. Dedans, il y a les dossiers concernant tous les responsables publics, toubibs, avocats, artistes, homosexuels, prostitués... Tout est conservé au chaud, pour salir la réputation d'éventuels adversaires.

Kaïs fait fi des lois de la République. Avec cette mainmise gargantuesque sur les rouages de l'administration et des pouvoirs de proximité,

son intention semble claire : déchirer le tissu de la société civile et empêcher toute forme d'alternance. Pas de séparation des pouvoirs, pas de contre-pouvoirs, pas de multipartisme, pas de liberté d'expression, pas de liberté de culte, pas de liberté de manifester, pas de laïcité, pas de droit de grève, pas d'égalité, pas de liberté, pas de dignité. On dirait l'instauration d'une dictature importée de Téhéran, celle des tribunaux d'inquisition préconisée par les mollahs de l'internationale chiite qui surveille vos goûts vestimentaires, alimentaires, jusqu'à vous poursuivre dans la chambre à coucher.

Désormais, tout est clos. Sans issue. La seule soupape de sécurité, c'est de suivre Kaïs, le guide. Sur l'échiquier politique, les pièces maîtresses sont comme pétrifiées. Alors quelle alternative ? Un virage à l'égyptienne ? Avec l'armée ? Sans l'armée ? Tunis attend en pourrissant.

— Taoufik Ben Brik  
Publié le 15 octobre

### L'auteur

#### TAOUFIK BEN BRIK

est un journaliste et écrivain tunisien. Il a d'abord été un opposant déclaré au régime du président Zine El-Abidine Ben Ali, s'exposant à un harcèlement policier et judiciaire ainsi qu'à de la prison. En 2000, il avait entamé une longue grève de la faim afin de dénoncer ce harcèlement et les restrictions à la liberté de la presse dans son pays. Après la chute de Ben Ali, en janvier 2011, il est devenu tout autant un critique affirmé du gouvernement transitoire et d'Ennahda, le parti islamiste vainqueur des premières élections démocratiques de la Tunisie de l'après-Ben Ali.

24 ← du TPLF et ont appelé les troupes du mouvement séparatiste à se retirer des régions de l'Afar et de l'Amhara. La diplomatie américaine s'active aussi, ce même envoyé spécial s'est rendu à Addis-Abeba le 5 novembre pour amorcer une désescalade, indique **VOA Afrique**.

Mais, précise le quotidien kényan **The Nation**, les États-Unis sont suffisamment inquiets pour avoir appelé leurs ressortissants "à envisager de quitter le pays". Le président américain, Joe Biden, a par ailleurs informé le Congrès de sa volonté de retirer l'Éthiopie du pacte commercial Agoa (African Growth and Opportunity Act), qui confère des avantages douaniers aux produits de certains pays africains, dont l'Éthiopie, pour leur accès au marché américain. Selon le quotidien burkinabè **Aujourd'hui** citant le gouvernement américain, le principal grief contre les autorités éthiopiennes reste les "violations brutales des droits humains". Une perspective qui, selon **Foreign Affairs**, constituerait une "menace existentielle" pour le secteur manufacturier du pays, avant de conclure que, "face à un TPLF ayant le vent dans le dos et à un coup économique imminent de Washington, la meilleure option d'Abiy serait la désescalade".

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Abiy Ahmed, Premier ministre de l'Éthiopie, le saint devenu paria**

Que reste-t-il du Prix Nobel de la paix dans lequel tant d'espoirs avait été placés ? s'interrogeait, en octobre dernier, la chaîne américaine CNN.

### — Business News Tunis

Depuis le 25 juillet 2021 [date à laquelle le président tunisien Kaïs Saïed a annoncé le gel des activités du Parlement et limogé le chef du gouvernement], Tunis est devenu un gigantesque cadavre pourrissant dans lequel nous errons sans espoir, de débâcles électorales en renoncements citoyens. La société civile est

paralysée, les partis politiques sont considérés comme des pestiférés. Chacun vit reclus dans son cocon d'inquiétude. Nous sommes tous dépendants d'un modèle unique façonné par les milices nahdaouies [affiliées au parti islamiste Ennahda], celui d'un individu sans lien, sans fil, qui doit se gérer comme une épicerie. Chacun est soumis à la précarité, à la cherté de la vie, à la peur du chômage.



OPINION



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **iD4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Ressources, technologies, alliances...

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dessine un nouvel ordre mondial.

Les décryptages de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**



france

## Économie.

# Le changement, c'est lentement

Après dix-sept années en poste à Paris, le correspondant d'un grand quotidien allemand tire le bilan des évolutions dans l'Hexagone depuis son arrivée : le pays change, mais à son rythme.



—Frankfurter Allgemeine Zeitung  
Frankfurt

La Côte d'Azur voit serpenter l'une des plus belles lignes SNCF de l'Hexagone : celle qui va de Marseille à Nice via Toulon. Sur de larges portions du trajet se dévoilent, à droite de la voie, le bleu profond de la mer et, à gauche, les grès roses de l'arrière-pays, parsemé çà et là d'oliveraies. Quelle chance que le TGV soit obligé de ralentir. Ceux qui ont un peu de temps devant eux pourront faire une halte et se dégourdir les jambes sur les sentiers panoramiques du littoral, profiter des longues

plages ou faire un saut à Saint-Raphaël, Cannes ou Antibes, pause restaurant comprise.

Mais, depuis quelque temps, c'est pour une autre raison que cette ligne fait les gros titres en France : la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a décidé de retirer l'exploitation de la ligne à la SNCF, l'opérateur national historique, pour la confier à son concurrent Transdev, qui appartient pour un tiers aux Rethmann, une famille d'entrepreneurs allemands. Pour la première fois depuis sa création, en 1937, la SNCF perd ainsi le monopole qu'elle avait sur les transports régionaux. D'ici peu, les lignes à grande vitesse verront, elles aussi, arriver les

premiers concurrents. Si l'avenir s'annonce moins serein pour la SNCF, les voyageurs y seront en revanche peut-être gagnants, grâce à une offre plus étoffée.

En France, le changement va son train de sénateur, entend-on souvent dans la bouche des observateurs. Le Français serait plutôt du genre à secouer le cocotier sans crier gare, en passant par la révolution, mais ça ne se produit pas souvent. Après avoir été, dix-sept années durant, le correspondant économique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à Paris et avant mon installation à Rome, je me suis adonné à une petite enquête visant à dresser le bilan des changements ayant marqué le pays. Et les gares semblent un point de départ. Elles symbolisent le mouvement, le départ, l'arrivée, le refus de l'immobilisme.

**Start-up Station.** Rendez-vous dans un ancien hall de gare, à Paris : quand je suis arrivé dans la capitale française en 2004, on transbordait encore, à la halle Freyssinet, gare d'Austerlitz, des colis et des lettres des trains dans les camions. Comme on le faisait depuis 1929. Et puis la halle s'est dégradée, et seuls quelques organisateurs de soirées ou de défilés de mode venaient dès lors s'y égarer. Il a fallu attendre qu'un entrepreneur des télécoms, Xavier Niel, mette de sa poche 250 millions d'euros dans les travaux de rénovation pour que s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire du hall de gare : Station F, un incubateur d'entreprises, y héberge un millier de sociétés, ce qui en fait la structure la plus importante du genre au monde, selon ses représentants.

Roxanne Varza est la directrice de cette Silicon Valley à la française au cœur de Paris : *“Le milieu international des start-up serait impensable aujourd'hui sans Station F”*, affirme-t-elle. L'Américaine de 36 ans a grandi justement à Palo Alto [berceau de la Silicon Valley]. Née de parents iraniens, elle a pris la nationalité française et vit avec un fondateur de start-up, un Franco-Chinois avec lequel elle a deux enfants. Roxanne Varza est à la tête de Station F depuis six ans.

L'économie qu'on pratique ici n'a plus rien à voir avec le

mammouth flegmatique qu'a parfois été l'économie française, dirigée depuis des bureaux qui sentaient la poussière. On sent ici la main du privé et ses idées neuves – comme d'ailleurs dans des dizaines d'autres incubateurs de start-up des bords de Seine ou, par exemple, à l'école d'informatique 42, fondée elle aussi par Niel le milliardaire dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, dans laquelle des jeunes s'autoforment au codage et à la programmation.

En 2017, Emmanuel Macron avait fait une apparition triomphale à Station F : le startupeur de la politique venait alors d'être élu président, culbutant les vieux partis comme Obélix une légion de soldats romains. Macron demandait à un parterre de startupeurs réjouis de ne pas avoir honte de gagner de l'argent, mais de penser également au bien commun et de “bousculer” la France.

Les signes précurseurs d'un certain désamour y transparaisaient toutefois déjà. *“Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien”*, déclama Macron. *“Les gens qui ne sont rien ?”* Jamais on n'avait entendu un président parler de la sorte en France. Il n'est pas impossible

**Le Français serait du genre à secouer le cocotier sans crier gare, mais ça ne se produit pas souvent.**

que Macron soit réélu l'année prochaine, mais il n'empêche : beaucoup de Français n'acrocrochent toujours pas.

Le chef de l'État fait moins souvent escale à Station F aujourd'hui. Depuis l'épisode des “gilets jaunes”, qui a commencé en 2018, il semble moins opportun de se montrer aux côtés de jeunes entrepreneurs de génie. Les “gilets jaunes” se voyaient mis en balance avec des créateurs d'entreprise triomphants, tout en haut de l'échelle sociale, alors qu'eux étaient surtout des prolétaires de province dont le salaire net permettait à peine de payer les factures. Macron a étouffé la contestation à coups de milliards – comme nombre de ses prédécesseurs l'avaient

fait dans des situations où ils s'étaient trouvés, comme lui, sur la défensive. Aujourd'hui, le calme est revenu, pour un temps. Et même l'épreuve de la pandémie, avec ses 115 000 morts en France, semble n'y avoir rien changé. Reste que les “gilets jaunes” et les grèves qui ont suivi contre une réforme des retraites avortée ont refréné les ardeurs réformatrices.

**Dette abyssale.** Où en est la France, en cette fin d'été 2021 ? Encore une fois, il est bon pour le savoir de faire un petit retour en arrière. En novembre 2004, le ministre de l'Économie et des Finances d'alors, Nicolas Sarkozy, prend la parole devant des élus locaux dans un hall d'exposition comble, porte de Versailles : *“Quel est le gros problème de notre pays ?”* demande-t-il à l'assemblée, avant d'apporter lui-même la réponse : *“Le fait que la France soit en situation de déficit budgétaire depuis vingt-quatre années d'affilée.”* Plus tard, sous sa présidence, le déficit battra un nouveau record en raison de la crise financière, puis continuera à se creuser progressivement, jusqu'à l'arrivée du coronavirus.

La France affiche aujourd'hui une dette publique plus abyssale que jamais, à 116 % du PIB. Et même si la dette a permis de limiter la casse pendant la pandémie, les finances publiques n'en sont pas moins devenues un pesant fardeau. *“Le double déficit budgétaire et de la balance courante pousse la France à se séparer progressivement de son argenterie”*, analyse l'économiste Jean-Marc Daniel, de l'école de commerce parisienne ESCP. Les pays qui disposent de caisses excédentaires, du Qatar à l'Allemagne, font main basse sur une partie du foncier parisien. La fable de l'État fort ne tient plus.

Si l'on dresse l'inventaire du patrimoine de l'État, à savoir tous ses châteaux, ses biens immobiliers, ses actions et autres, et qu'on en déduit la dette publique, la culbute est manifeste : avant la crise financière de 2008, les actifs nets de l'État représentaient encore 58 % du PIB, contre seulement 8 % aujourd'hui.

La France s'appauvrit-elle ? C'est l'impression que l'on a

↳ Dessin de Javier Aguilar  
paru dans *La Vanguardia*,  
Barcelone.

en voyant toutes ces banlieues mornes avec leurs barres HLM, ou ces localités de province où la dernière usine a baissé le rideau, suivie du bureau de poste, de l'école, de la boulangerie et, un beau jour, de la gare.

À l'échelle nationale, le taux de chômage s'élevait en 2004 à 8,9 % - aujourd'hui, c'est à peine s'il a reculé, à 8,1 %. La jeunesse, surtout, est toujours à la peine. Le taux de chômage des jeunes atteint près de 20 % - à peu de chose près le niveau de 2004. Entre-temps, la situation s'est encore aggravée, avant d'être corrigée. Mais à ce jour, on n'a fait que limiter la casse. Les efforts méritoires consentis sous Macron pour épauler la formation professionnelle et assouplir en partie le droit du travail ne sont qu'un tout premier pas dans la lutte contre le chômage.

Les régions sinistrées de notre voisin [français] ne donnent

### Pour la numérisation, le Forum économique mondial classe la France en tête des pays du G7.

pendant qu'une image incomplète du pays. Comme dans les tableaux pointillistes de Georges Seurat, le spectateur doit reculer de quelques pas pour en avoir une vue d'ensemble. Il y a des sources de lumière, comme les grandes entreprises françaises. À ce jour, 26 groupes tricolores figurent dans la liste de Fortune 500 recensant les poids lourds du globe, soit un de moins seulement que l'Allemagne. Le groupe européen qui affiche la plus forte valeur en Bourse est le géant du luxe LVMH et, si l'on y ajoute ses dauphins, L'Oréal, Hermès et Kering, le luxe français pèse 770 milliards d'euros. Les banques françaises sont un exemple supplémentaire de

réussite, et les constructeurs automobiles tricolores gagnent du terrain. Ces dernières années, la France a vu disparaître bon nombre d'usines, c'est vrai, mais l'hémorragie semble colmatée et la compétitivité reprend des couleurs. Entre 2016 et 2019, l'Hexagone est remonté de la 22<sup>e</sup> à la 16<sup>e</sup> place au classement du Forum économique mondial. Concernant les progrès de la numérisation, le Forum classe même la France devant tous les autres pays du G7.

La France reste donc un pays de contrastes, qui avance à son propre rythme. Quand on regarde l'Allemagne et qu'on songe à l'Agenda 2010 de Gerhard Schröder, à la sortie du nucléaire ou à la vague de réfugiés de 2015, la France a pris peu de virages marquants durant la même période. C'est que la France est un pays qui n'aime guère toucher à ses fondamentaux, même sous la houlette de

gouvernements socialistes. À une exception près, l'introduction des 35 heures, voilà une vingtaine d'années. Avec un système de retraite aussi déficitaire que généreux, la réglementation [sur la réduction du temps de travail] est responsable du fait que la France compte aujourd'hui trop peu d'actifs, qui ne travaillent pas suffisamment longtemps - à l'heure où beaucoup d'entreprises cherchent désespérément de la main-d'œuvre. C'est le prochain chantier qui attend le gouvernement.

En parlant de chantier, toute la capitale est sens dessus dessous. Soixante-huit gares sont en train de voir le jour dans le Grand Paris, ainsi que 200 kilomètres de lignes et des myriades de pistes cyclables. L'objectif est de faciliter l'accès aux gares principales, afin [par exemple] de pouvoir avaler en trois heures les 700 kilomètres qui séparent Paris de Marseille. La France me

manquera. Mais nul doute que je reviendrai voir ce que donne le changement d'exploitant ferroviaire sur la Côte d'Azur.

—Christian Schubert

Publié le 14 septembre

#### SOURCE



#### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Frankfurt, Allemagne  
Quotidien, 380 427 ex.  
faz.net

Fondée en 1949 et dirigée par cinq directeurs, la FAZ, grand quotidien conservateur et libéral, est un outil de référence dans les milieux d'affaires et intellectuels allemands. Plus de 300 rédacteurs et 40 correspondants à l'étranger participent à son élaboration, ce qui la rend largement indépendante des agences de presse.

## Ce n'est pas le moment de se masquer la réalité



Le nouvel Economiste



asie

✓ Dessin de Falco,  
Cuba.



## Corée du Nord. Les fiancés de la frontière

Au Liaoning, du côté chinois de la frontière, des Nord-Coréennes envoyées travailler à l'usine croisent des compatriotes de retour de Russie. Séduction express, fiançailles éclairs... Le but : trouver un conjoint qui puisse les sauver de l'ordinaire nord-coréen.

—Asahi Shimbun Tokyo

Combien de fois ai-je observé ce pays, par-delà les eaux du fleuve ? De l'autre côté du fleuve Yalu, puis du fleuve Tumen, qui forment la frontière avec la Chine, s'étend la Corée du Nord. En tant que chef de bureau de Shenyang, capitale de la province chinoise du Liaoning qui jouxte ce pays, m'intéresser au quotidien des habitants de la zone frontalière fait partie de mon travail. Peu d'informations filtrent hors du royaume ermite ; le régime du leader Kim Jong-un est-il solide ? Où en sont les négociations avec les États-Unis sur la dénucléarisation ? En parallèle de ces questions majeures, les scènes vues ici et là, mais aussi les interrogations soulevées au fil des conversations dévoilent parfois le vrai visage des Nord-Coréens, leur réalité quotidienne.

**Photos souvenirs.** Voilà près de trois ans que j'ai été détaché dans cet endroit particulier, où l'on ne trouve aucun des médias occidentaux comme les agences Associated Press et Reuters, malgré leur réseau mondial. Laissez-moi vous conter quelques histoires simples vues et entendues ici, de ces histoires du peuple qui ne font pas les gros titres.

Le pont de l'Amitié sino-coréenne, qui enjambe le Yalu dans la ville chinoise de Dandong, est aujourd'hui un lieu touristique comme un autre. Sur les berges du fleuve s'alignent, à l'adresse des touristes, boutiques de loueurs de costumes traditionnels nord-coréens et vendeurs de billets de banque souvenirs ; les jours de congé, la foule est telle qu'on y marche épaule contre épaule. Chacun est affairé, qui à se prendre en photo avec la Corée du Nord en arrière-plan, qui à faire ses emplettes, sans la moindre trace de tension.

Au poste de douane situé à 300 mètres de là, nulle foule ne se presse : en raison de la pandémie de Covid-19, la Corée du Nord a fermé ses frontières et voilà un an et demi que personne ne passe plus ici. Mais avant, les environs étaient fréquentés par les Nord-Coréens qui rentraient chez eux ou qui allaient faire renouveler leur visa sur l'autre rive. On voyait surtout des groupes d'ouvrières travaillant à l'usine en Chine.

Leurs longs cheveux noués en queue-de-cheval, vêtues d'un pantalon accompagné d'un polo en été ou d'une doudoune en hiver, elles descendaient de cars stationnés près de l'entrée en regardant autour d'elles, et s'engouffraient dans le poste-frontière, chargées de sacs remplis de cadeaux.

On voyait aussi, bien que moins fréquemment, des groupes d'hommes bronzés, en pantalon de toile et chemise blanche. L'endroit était aussi le point de passage pour une partie des travailleurs de retour des forêts russes [où de nombreux Nord-Coréens sont employés comme bûcherons]. Lorsque les unes et les autres se croisaient, il se passait quelque chose : les hommes hélaient les femmes et leur glissaient un papier ; à une question de la femme, l'homme montrait fièrement ce qu'il transportait dans ses bagages.

D'après les habitués de ces allers et retours entre Chine et Corée du Nord, ce qui se jouait là, c'était le prélude à une demande en mariage. Les travailleurs et travailleuses nord-coréens envoyés à l'étranger vivent dans des dortoirs et, pendant trois ans, leurs mouvements sont limités. Il leur arrive d'aller en ville, mais sans moyen de fréquenter des compatriotes du sexe opposé. Le poste de douane était l'un des rares points de rencontre.

**Une rencontre faite à la douane laisse espérer trouver quelqu'un avec des valeurs similaires.**

Les hommes jeunes se mettaient eux-mêmes en avant, tandis que les plus âgés cherchaient à caser leur fils. Bien entendu, ce moment constituait l'unique chance de se voir. Pourquoi tout miser sur cet instant, alors qu'ils avaient certainement la possibilité de trouver quelqu'un dans leur village ? Je l'ai compris en discutant avec de fins connaisseurs de la Corée du Nord : une rencontre faite à la douane laisse espérer trouver "quelqu'un de spécial, avec des valeurs similaires". En Corée du Nord, les informations sont strictement contrôlées, mais les travailleurs envoyés à l'étranger savent qu'ailleurs, on trouve de tout dans les villes et qu'on peut y



gagner des sommes impensables pour les compatriotes restés au pays. Même s'ils remettent la majeure partie de leur salaire à l'État, il leur en reste une partie.

Les "rencontres" qui se jouent à la douane sont pour l'homme l'occasion de montrer combien il a gagné à l'étranger, les objets qu'il rapporte au pays, toutes choses qui lui permettront de ravir le cœur d'une belle. Entre travailleurs détachés à l'étranger, ils savent sur quelle corde jouer. Puis, épouser une femme qui a, elle aussi, gagné de l'argent à l'étranger est le gage d'un quotidien plus confortable.

Les travailleurs qui franchissent ce poste de douane sont souvent originaires de villes et de villages de province. Ils donnent à leur belle leur numéro de portable, un objet encore rare hors de la capitale. Rien que cela, c'est un point de marqué. Mais combien de mariages se nouent-ils réellement ainsi à la douane ?

**Pénurie d'hommes.** Une autre anecdote sur la recherche de l'âme sœur : il y a trois ans, une connaissance impliquée dans les échanges commerciaux entre la Chine et la Corée du Nord m'a appris qu'on commençait à voir des scooters électriques dans le pays, jusque dans les villes du Nord. On en trouvait déjà à Pyongyang, mais ils avaient également du succès dans le Nord, où un marchand chinois vendait des véhicules bon marché. Alors que l'essence est de plus en plus rare et coûteuse à cause des sanctions économiques, dans les zones relativement bien pourvues en électricité comme le long du fleuve frontalier, avec ses centrales hydroélectriques, les moteurs électriques étaient les bienvenus.

Malgré tout, une moto électrique, même bon marché, coûte dans les 4 000 yuans (535 euros). En Corée du Nord, où les devises sont chères, cela représente plus d'un an de salaire. Qui pouvait bien acheter ces motos ? Lorsque j'ai posé la question à des gens ayant de la famille là-bas, la réponse a été unanime : "Des jeunes femmes à la recherche d'un mari." Dans les villes du nord du pays, il est particulièrement difficile pour les jeunes femmes de trouver un mari. Beaucoup d'entre elles souhaitent se marier vers 25 ans, l'âge considéré comme idéal pour convoler, mais il y a peu de jeunes gens de leur âge - ils sont généralement partis travailler dans les mines ou ont été incorporés dans l'armée.

Dans ces régions, il est désormais habituel que la jeune femme offre un cadeau de fiançailles à son prétendant et, face à la pénurie d'hommes, la nature de cette dot

### Offrir une moto électrique, c'est l'assurance de remporter la bataille haut la main.

à son importance. Il s'agit souvent d'une montre, d'une paire de souliers en cuir ou d'un manteau. Offrir une moto électrique, "c'est l'assurance de remporter la bataille haut la main" (d'après un connaisseur installé en Chine). Travailler trois ans en Chine permet d'économiser suffisamment pour en acheter une. Un jour, lorsque j'ai demandé à la serveuse d'un restaurant nord-coréen en Chine quand elle pensait rentrer dans son pays, elle m'a répondu en blaguant à moitié : "Quand j'aurai de quoi acheter un scooter."

Les ouvrières nord-coréennes des usines chinoises s'habillent souvent dans des couleurs sobres, ce qui ne les empêche pas de s'intéresser à la mode. Le 15 avril, jour du Soleil et anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, le jour de fête le plus important, on peut les voir danser dans l'enceinte de leur usine, vêtues de costumes traditionnels. Une boutique qui leur était destinée a existé un temps près de la frontière. Pas à Dandong, où elle aurait pu attirer l'attention, mais à environ 250 kilomètres au nord, aux abords d'un poste de douane situé

à l'écart de la petite ville de Ji'an, dans la province du Jilin. Cette "boutique", qui se résumait à un étal fait d'une bâche en plastique tendue entre deux poteaux métalliques, était tenue par des villageois chinois désireux d'attirer la clientèle des ouvrières venues renouveler leur visa sur la rive opposée. On y vendait des gâteaux et des saucisses, mais aussi des vêtements et des sacs à main. Les vêtements les plus chers coûtaient autour de 1 000 yens japonais (8 euros), un prix assez bas pour la Chine, mais sans doute plutôt élevé pour des jeunes femmes dont la famille restée au pays compte sur leur salaire.

**Pommes et gâteaux.** Le patron de la boutique a reconnu que si les jeunes femmes étaient nombreuses à admirer les vêtements, peu en achetaient. Ce qui se vendait bien, c'était ce qui se mangeait, comme les pommes et les gâteaux qu'on avait en quantité pour moins de 100 yens (0,80 euro). Du côté des accessoires, c'étaient les barrettes à 150 yens (1,20 euro). Ne parlant pas le chinois, les acheteuses tentaient de négocier le prix à grand renfort de gestes. La plupart avaient les mains dans un pitoyable état. Lorsque le patron a demandé à l'une d'entre elles ce qui lui était arrivé, elle a expliqué en mimant et en s'aidant de quelques mots de chinois qu'elle travaillait depuis longtemps dans une usine de transformation des produits de la mer.

Se renseigner sur la situation en Corée du Nord n'est pas chose facile. Dans un pays où l'information est contrôlée par l'État, les médias nationaux travestissent souvent la vérité. À la frontière entre deux nations dans lesquelles la liberté de la presse n'est qu'un rêve lointain, faire un reportage est compliqué et, bien souvent, mensonge et vérité sont mêlés.

Dans ces conditions, on cherche la réponse à ses questions dans ses propres observations des faits. Peut-être cet éclairage ne concernera-t-il qu'une région de Corée du Nord, et il peut disparaître, écrasé par la chape de plomb qui pèse sur les médias. Malgré tout, les réponses ainsi dénichées permettent de toucher à la réalité des gens qui la vivent.

—Yoshikazu Hirai  
Publié le 4 août

## NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

### Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

8,50€\*

### Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages



8,50€\*



• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

8,50€\*

### Moyen-Orient : les nouveaux maîtres du jeu

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022  
\* Frais de port en sus en fonction du produit.  
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

# LOGEMENT LA LOI DU PLUS RICHE



Prix galopants, loyers exorbitants pour des surfaces sans cesse réduites, jeunes professionnels contraints de retourner vivre chez leurs parents... De Buenos Aires à Melbourne, en passant par Berlin ou Dublin, le marché de l'immobilier s'emballe et rien ne semble pouvoir le freiner. Cette bombe à retardement fait courir des risques à l'économie mondiale et nourrit le ressentiment des classes moyennes confrontées à toujours plus d'inégalités.

— **Bloomberg.com** (extraits) *New York*

**D**ans le monde entier, la flambée des prix de l'immobilier anéantit les espoirs des populations de devenir un jour propriétaires de leur logement. Et leur mécontentement ébranle les gouvernements de toute obédience. La pandémie ne fait qu'exacerber le problème. Celui-ci ne touche d'ailleurs pas que les aspirants propriétaires : les loyers aussi grimpent. La montée sans fin des prix de l'immobilier entraîne de graves inégalités face au logement. À tel point qu'aujourd'hui une génération entière risque de rester sur le bas-côté.

“C'est le cas à Londres, à Paris, à Rome et, malheureusement, de plus en plus souvent à Berlin [lire p. 38]. Des pans entiers de la société sont exclus de certaines parties de la ville parce qu'ils ne peuvent plus s'y payer un appartement”, reconnaît le maire de la capitale allemande, Michael Müller. L'exclusion de larges parties de la population fait de la question du logement une nouvelle ligne de faille politique, une fracture aux répercussions imprévisibles. Aux yeux du responsable du syndicat allemand Ver.di, le loyer est même devenu au XXI<sup>e</sup> siècle ce que le pain fut dans l'histoire : un déclencheur d'insurrections.

Le monde politique imagine toutes sortes de solutions – plafonnement des loyers, taxation des propriétaires, nationalisation de propriétés privées, ou encore conversion de bureaux vacants en logements. Mais nulle part ne se dessine une solution simple ou durable.

Prenons l'exemple de la Corée du Sud : incapable d'endiguer la hausse de 90 % du prix moyen des appartements à Séoul depuis son entrée en fonction en mai 2017, le parti du président Moon Jae-in a subi une raclée aux élections municipales de cette année. Du côté de l'opposition, le principal candidat à la présidentielle prévue en 2022 [le conservateur Hong Joon-Pyo] met en garde le pays contre un possible effondrement du marché immobilier car les taux d'intérêt vont crescendo.

La Chine, elle, a mis en place cette année plusieurs mesures visant à encadrer le secteur immobilier, et on parle de plus en plus d'un impôt sur la propriété pour faire redescendre les prix. En juillet, le prix d'un appartement à Shenzhen, la Silicon Valley chinoise, représentait 43,5 fois le salaire moyen d'un habitant de la ville. À noter que ces disparités expliquent en partie pourquoi le président Xi Jinping insiste tant sur l'idée de “prospérité commune” [le nom d'un programme de redistribution annoncé par Xi Jinping le 17 août].

De l'autre côté du Pacifique, au Canada, le Premier ministre Justin Trudeau a promis d'interdire l'achat de maisons aux non-résidents pendant deux ans s'il était réélu [lire p. 37].

Sur toute la planète, sous l'effet de la pandémie – avec des taux d'intérêt ultrabas, une production de logements atone, une modification des dépenses des ménages et la raréfaction des logements mis en vente –, les marchés immobiliers battent des records depuis dix-huit mois. S'il



s'agit d'une aubaine pour les propriétaires, c'est une calamité pour ceux qui aimeraient le devenir.

Nous sommes face à *“un phénomène majeur que l'on ne peut ignorer”*, écrit Don Layton, ancien PDG du géant américain du crédit hypothécaire Freddie Mac, dans une note rédigée pour le Joint Center for Housing Studies de l'université de Harvard. Aux États-Unis, où le prix nominal des logements [c'est-à-dire leur prix d'achat effectif] est déjà de plus de 30 % supérieur à son précédent pic au milieu des années 2000, les politiques visant à rendre les logements plus abordables et à promouvoir l'accès à la propriété risquent de ne faire qu'affoler encore davantage les prix et de laisser les aspirants primo-acquéreurs sur le carreau, prévient-il.

Résultat : aux États-Unis comme ailleurs, le fossé générationnel se creuse entre d'une part les baby-boomers, qui ont statistiquement plus de chances de posséder leur logement, et de l'autre les milléniaux et la génération Z [les personnes nées entre 1997 et 2011], qui voient partir en fumée leurs rêves de devenir un jour propriétaire de leur logement.

**“DES PANSENTIERS DE LA SOCIÉTÉ SONT EXCLUS DE CERTAINES PARTIES DE LA VILLE FAUTE DE POUVOIR S'Y PAYER UN LOGEMENT.”**

**Michael Müller,**  
MAIRE DE BERLIN



**SOURCE**

**BLOOMBERG.COM**  
New York, États-Unis  
[bloomberg.com](https://www.bloomberg.com)

C'est le média en ligne de Bloomberg, le groupe américain d'informations financières et économiques créé par l'ex-trader et milliardaire Michael Bloomberg, qui a connu le succès grâce à ses terminaux connectés aux bases de données financières et boursières.

L'important endettement des ménages lié au logement pourrait même être en train de faire le lit de la prochaine crise économique, si le coût du crédit commençait à augmenter. Niraj Shah, de *Bloomberg Economics*, s'est penché sur les pays les plus menacés par une bulle immobilière. Selon lui, les systèmes d'évaluation des risques envoient des signaux d'alerte avec une force jamais vue depuis les prémices de la crise financière de 2008. Dans leur quête de solutions, les gouvernements doivent faire leur possible pour ne pénaliser ni les locataires ni les propriétaires. Une tâche des plus délicates.

En Suède, en juin, le gouvernement [social-démocrate] est tombé parce qu'il avait proposé de laisser le marché jouer un plus grand rôle dans la détermination des loyers, tournant le dos au traditionnel contrôle des prix.

À Berlin, la Cour constitutionnelle a invalidé la loi de plafonnement des loyers promulguée par la municipalité. Mais des militants qui avaient rassemblé suffisamment de signatures ont demandé la tenue d'un référendum sur la saisie de logements appartenant à de grands propriétaires privés [lire p. 38]. Et la municipalité a récemment annoncé que, dans le but d'augmenter l'offre, elle allait acheter près de 15 000 appartements à deux grandes sociétés immobilières pour la somme de 2,46 milliards d'euros.

Anthony Breach, du groupe de réflexion [britannique] Centre for Cities, voit même un lien entre la situation sur le front du logement et le vote du Brexit en 2016. Les inégalités sur ce

plan *“chambardent le monde politique”*, constate-t-il. Et les conditions d'un soulèvement sont là, comme le montrent les reportages qui suivent.

## Argentine. Un enjeu social et électoral

Avec une inflation annuelle avoisinant 50 %, les Argentins sont rompus aux hausses de prix. Reste que, pour les habitants de Buenos Aires comme Lucia Cholakian, l'envolée des loyers ajoute à la pression économique, ainsi qu'à l'insatisfaction politique. Comme beaucoup pendant la pandémie, cette journaliste et professeure d'université de 28 ans et son compagnon ont troqué leur appartement de centre-ville contre un logement dans un quartier résidentiel. Or, au cours de l'année qui vient de s'écouler, leur loyer a plus que triplé.

Avec les factures à payer, leur logement engloutit 40 % de leurs revenus. Ce qui exclut de mettre de l'argent de côté pour acheter à terme une maison. *“Nous ne pouvons pas planifier l'avenir comme le faisaient nos parents. Nous ne pouvons plus rêver d'être un jour propriétaires de notre maison”*, constate-t-elle. Pour sa génération, le logement est *“une question politique bien plus présente”*.

Pour remédier au problème, la coalition gouvernementale du président Alberto Fernández a adopté une législation visant à accorder davantage de droits aux locataires comme Lucia Cholakian. Ainsi, les contrats de location qui couraient traditionnellement sur deux → 34

## Économie

### Bulle ou pas bulle?

●●● La flambée des coûts du logement est-elle le signe d'une bulle spéculative?

“La bonne nouvelle, c'est que peu d'économistes pensent que la hausse actuelle des prix de l'immobilier est une bulle sur le point d'éclater et d'entraîner l'économie dans sa chute, explique **CNN**. La mauvaise nouvelle, c'est que pratiquement personne ne s'inquiétait de la bulle immobilière en 2007 non plus.” Investisseurs et économistes s'accordaient à penser alors que “les prêts douteux seraient couverts par la valeur en hausse des maisons, qui permettrait aux emprunteurs de vendre leur bien à profit et de rembourser leur prêt s'ils ne pouvaient faire face aux paiements”.

Aujourd'hui, le prix des maisons est “supérieur d'un tiers” à leur plus haut niveau d'avant la crise des subprimes, et il devrait encore augmenter de 16% d'ici la fin de 2022 aux États-Unis, prévoit la banque Goldman Sachs. C'est suffisant “pour provoquer un syndrome de stress post-traumatique, ou au moins une sensation de déjà-vu”. Pourtant, les experts, s'ils reconnaissent que le marché est “détriqué”, ne croient pas à la possibilité d'un krach.

En Europe, à Hong Kong, dans des villes canadiennes comme Toronto ou Vancouver, c'est le même constat. “Le risque d'une bulle s'accroît” avec une demande “frénétique” “d'espaces de vie plus grands”, note **Bloomberg**. “Avec Francfort en tête de liste, les villes européennes représentent six des neuf marchés immobiliers les plus déséquilibrés, selon l'indice mondial des bulles immobilières d'UBS” publié le 13 octobre, avec des ménages qui s'endettent “de plus en plus pour suivre les prix des logements”. La banque suisse met en garde contre une “correction potentiellement grave des prix”, et annonce une “période de vaches maigres” pour le secteur.

↘ Dessin de **Sjoerd van Leeuwen** paru dans **Het Parool**, Amsterdam.



33 ans sont aujourd'hui étendus à trois. Et, alors que les propriétaires étaient auparavant entièrement libres de fixer les loyers, la Banque centrale d'Argentine a créé un indice auquel est arrimée l'augmentation des loyers au cours de la deuxième et de la troisième année des contrats.

Mais ces mesures sont très controversées. De fait, certains propriétaires ont choisi d'augmenter d'emblée leurs prix, invoquant l'incertitude des augmentations suivantes encadrées par la loi. D'autres ont purement et simplement retiré leurs biens du marché. Et le gel des loyers décrété par le gouvernement pendant la pandémie [entre avril 2020 et mars 2021] n'a fait qu'exacerber la pression.

À Buenos Aires intra-muros, le nombre d'appartements mis en location a baissé de 12% cette année par rapport à la moyenne de 2019; dans l'ensemble de la région métropolitaine, il a reculé de 36%, selon les chiffres du site d'immobilier ZonaProp. La législation “a beau reposer sur de bonnes intentions, elle a aggravé le problème, tant pour les propriétaires que pour les locataires”, dénonce Maria Eugenia Vidal, ex-gouverneure de la province de Buenos Aires et grande figure de l'opposition dans la ville. Maria Eugenia Vidal est candidate aux élections de mi-mandat [qui doivent se dérouler le 14 novembre] sur la liste de l'économiste Martin Tetaz, qui a promis d'abroger la nouvelle législation. “L'Argentine est un pays d'incertitude, explique-t-il au téléphone, mais, depuis la loi sur les logements, les choses sont plus incertaines que jamais.”

Lucia Cholakian, qui a voté pour Alberto Fernández en 2019, reconnaît que la réforme des locations est un fiasco. Toutefois, elle se dit favorable à l'idée d'accorder davantage de pouvoir aux locataires, après la longue récession qui a sérieusement écorné les revenus de la population. Dans tous les cas, estime-t-elle, il est impératif de mettre en place de nouvelles réglementations qui trouvent un équilibre entre la nécessité de rassurer les propriétaires et celle de rendre les loyers plus abordables : “Si on ne fait rien, il ne restera plus que les riches à Buenos Aires.”

### Australie. Les jeunes générations sacrifiées

En tant que fils d'immigrés roumains, Alex Fagarasan devrait être en train de vivre le rêve australien. Au lieu de quoi il s'interroge sur ses perspectives à long terme. Ce médecin de 28 ans, qui travaille dans un grand hôpital de la ville, aimerait rester à Melbourne, auprès de ses parents. Mais les prix de l'immobilier le chassent hors de l'agglomération. Il va devoir déménager dans une plus petite commune de la région s'il veut accéder à la propriété. Plus tard – dans huit ans, si tout se passe bien –, il se spécialisera et, alors, aura les moyens de s'acheter un logement à Melbourne.

Pourtant, Alex Fagarasan sait qu'il fait partie des privilégiés. Ses amis qui ne sont pas médecins “n'ont aucune chance” d'être un jour propriétaires de leur logement. “Les gens de ma

génération seront les premiers, en Australie, à devoir rester en location jusqu'à la fin de leur vie.”

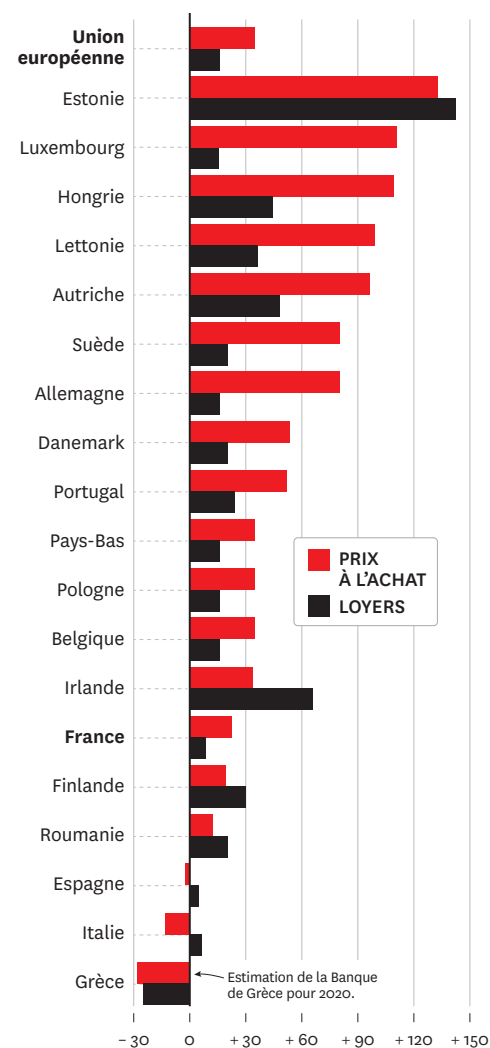
À l'heure actuelle, le jeune homme partage une maison de ville moderne, de deux chambres, avec deux autres personnes, en proche banlieue, à Northcote. Ses colocataires et lui ont transformé un coin bureau en chambre de fortune pour abaisser leurs coûts. Il n'empêche que le jeune médecin consacre 30% de son salaire à son loyer, qu'il juge “exorbitant”.

Dans son budget 2017-2018, le gouvernement conservateur du Premier ministre Scott Morrison avait annoncé un grand plan en faveur du logement, dont une enveloppe de 1 milliard de dollars australiens [soit environ 650 millions d'euros] pour stimuler l'offre. Mais ce plan n'a pas permis de maîtriser les prix.

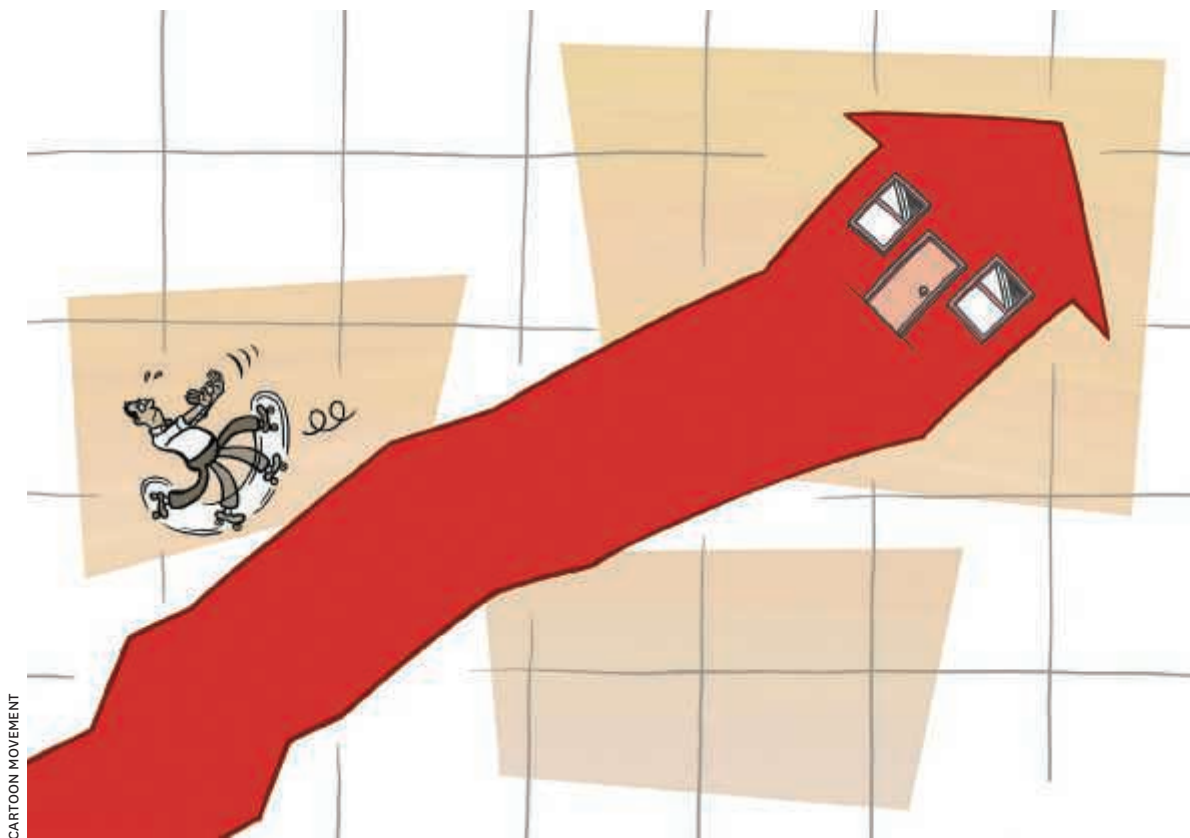
Le Parti travailliste, de son côté, n'a guère fait mieux. Lors des dernières élections de 2019, il a proposé de combler une niche fiscale lucrative pour les investisseurs locatifs, ce qui aurait vraisemblablement fait baisser les prix. Mais cette proposition a déclenché un exode des propriétaires vers le Parti libéral au pouvoir

### Flambée en Europe

Évolution des prix à l'achat et des loyers des logements entre 2010 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2021, en %



SOURCE : EUROSTAT



CARTOON MOVEMENT

## Airbnb : l'ennemi

La plateforme de locations touristiques participe à l'inflation des prix. Ainsi, de nombreuses métropoles s'ingénient à limiter son champ d'action.

**N**ous avons désormais la preuve qu'Airbnb a des conséquences sur le logement”, annonçait l'été dernier Ian Brossat, l'adjoint chargé du logement à la mairie de Paris. “De fait, la crise du Covid a vidé les grandes agglomérations de leurs touristes et partout en Europe les métropoles ont redécouvert avec joie la vie sans Airbnb – ou presque”, expliquait l'édition bruxelloise du magazine américain **Politico**. À Paris, le nombre de logements meublés mis à la location de longue durée avait soudain augmenté de 365 %. Et, fait rarissime, les loyers s'affichaient à la baisse : -4,5 % en moyenne.

De quoi encourager Paris et d'autres villes françaises comme Nice, Marseille, Saint-Malo ou Ajaccio, citées par *Politico*, dans la lutte qu'elles mènent désormais contre la plateforme de locations touristiques. Une lutte qui s'inspire de celle conduite depuis des années par Barcelone, un temps surnommée “la capitale de l'Airbnb”. Dès 2017, la capitale catalane a imposé des quotas de locations saisonnières par quartier. Depuis, elle a encore renforcé son arsenal anti-Airbnb. En août dernier, elle est ainsi devenue la première ville européenne où il est illégal pour un particulier de mettre une chambre en location pour moins d'un mois, rapporte **The New York Times**. Une étude publiée en 2020 dans le *Journal of Urban Economics* avait montré que les locations Airbnb étaient à l'origine de l'augmentation des loyers (+ 7 %) ainsi que du prix des logements à la vente (+ 17 %) dans les quartiers de la ville les mieux représentés sur la plateforme.

Parmi les capitales européennes susceptibles d'imiter Barcelone, *The New York Times* cite – outre Paris, où le nombre de nuitées est limité à 120 par an depuis le 1<sup>er</sup> janvier – Amsterdam et Prague. Le journal aurait aussi pu mentionner Bruxelles, où une équipe de chercheurs de la VUB (l'université libre néerlandophone de Bruxelles) a épluché l'offre d'hébergements Airbnb. Sa conclusion : la moitié seulement provient de particuliers qui louent tout ou partie de leur logement de façon occasionnelle. Les autres sont forcément gérés par des professionnels, rapporte **De Tijd**. “Les conséquences sur l'offre locative sont indéniables, commente l'un des auteurs de l'étude. Plus de 5 000 logements en région bruxelloise sont mis en location par des professionnels et des investisseurs sur Airbnb. Ce qui fait 5 000 logements qui échappent au marché locatif local.”

— **Courrier international**

et a probablement contribué à la défaite des travaillistes lors du scrutin.

Les électeurs sont échaudés et Alex Fagarasan n'attend guère d'aide de la part des dirigeants, quel que soit le vainqueur des prochaines élections fédérales de 2022. Le fait est que les travaillistes dirigent déjà l'État du Victoria, dont Melbourne est la capitale. De l'avis de Fagarasan, “aucun des grands partis ne représente la voix des jeunes générations”.

Une opinion que partage Ben Matthews, 33 ans, chef de projet dans une université à Sydney. Quand le propriétaire de la maison qu'il partageait avec trois autres personnes les a mis dehors, il est retourné vivre chez ses parents. Une expérience éprouvante, en particulier pendant la pandémie. Au moins, pendant qu'il vit chez eux, il peut mettre un peu d'argent de côté pour constituer un dépôt de garantie pour un une-pièce. Mais c'est un pas en arrière par rapport à son projet initial : il espérait louer une maison avec deux chambres pour pouvoir en sous-louer une. La hausse des prix est “insensée, s'indigne-t-il. Il faudra peut-être attendre que la machine se grippe entièrement pour que le monde politique trouve la volonté de changer les choses.”

## Singapour. Des biens publics revendus à prix d'or

Si, en 2011, le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis plus de cinquante ans, a enregistré ce qui était alors son pire score lors d'élections parlementaires, cela tenait notamment à la grogne contre la flambée des prix du logement. Même si le PAP a obtenu une vaste majorité des sièges au Parlement, ce fut un électrochoc.

**“IL FAUDRA PEUT-ÊTRE ATTENDRE QUE LA MACHINE SE GRIPPE POUR QUE LES POLITIQUES VEUILLENT CHANGER LES CHOSES.”**

**Ben Matthews,**  
CHEF DE PROJET DE 33 ANS

Or, aujourd'hui, tout indique que la pression recommence à monter.

Depuis deux ans, les prix des logements privés marquent une escalade inédite. Au premier semestre de 2021, les achats immobiliers, dont une partie est réalisée par des étrangers ultra-riches, s'élevaient à 32,9 milliards de dollars singapouriens [21 milliards d'euros], selon les chiffres de la société singapourienne ERA Realty Network. Le double des sommes enregistrées durant la même période à Manhattan.

Reste que près de 80 % des Singapouriens vivent dans des logements publics, qu'ils sont en droit de revendre. Ce modèle attire l'attention de divers pays, même si le marché de la vente est frénétique. Les logements construits par le gouvernement singapourien ne ressemblent guère aux concentrations urbaines destinées aux populations à bas revenus dans d'autres pays : au cours des cinq premiers mois de l'année, le nombre d'appartements publics revendus à plus de 1 million de dollars singapouriens [près de 640 000 euros] s'élevait à 87, un record. Cette surchauffe du marché suscite des inquiétudes quant à l'accessibilité au logement, même parmi les franges relativement aisées de la population.

Alex Ting, 25 ans, est banquier. Il ne songe même pas à déposer une demande de logement public neuf, car un célibataire comme lui doit avoir au moins 35 ans pour pouvoir y prétendre. Et, en règle générale, il faut attendre trois ou → 36

✎ **Dessin de Rodrigo de Matos, Portugal.**



## Chine

## Un géant au bord du gouffre

●●● Le monde de la finance a retenu son souffle durant quelques heures, vendredi 22 octobre, avant d'apprendre que la société Evergrande avait finalement versé 83,5 millions de dollars (72 millions d'euros) d'intérêts sur des obligations libellées en dollars. Le deuxième promoteur chinois a ainsi évité de justesse le défaut de paiement, mais "les problèmes fondamentaux demeurent et doivent être résolus", soulignait le jour même, dans **The Washington Post**, Herrick Feinstein, associé d'un cabinet d'avocats new-yorkais qui représente les intérêts de plusieurs sociétés immobilières chinoises. La dette de l'entreprise s'élève toujours à "au moins 300 milliards de dollars", note le quotidien américain, soit environ 2% du PIB chinois. Fondé en 1996, Evergrande est rapidement devenu un acteur économique majeur dans un pays dont un quart de l'activité repose sur l'immobilier. Après le durcissement des conditions d'accès au crédit, en 2017, la société a misé massivement sur la vente d'appartements sur plan - une manière de contourner les limites fixées par les banques. Mais "les ennuis ont commencé quand les confinements ont fait baisser les ventes et que Pékin a décidé de lutter contre la spéculation immobilière grâce à des mesures interdisant à Evergrande de s'endetter davantage", explique **The Wall Street Journal**. Comme le précisait l'hebdomadaire japonais **Nikkei Asia** le 21 septembre, le groupe chinois comptait à cette date quelque 800 chantiers en cours, "dont plus de la moitié ont été interrompus du fait des difficultés de trésorerie de la société". Autant de projets dont dépendent "des milliers d'entreprises en amont et en aval" et dont l'arrêt donne à certaines des zones concernées des allures de villes fantômes.



→ Dessin de **Cristina Sampaio** paru dans **Expresso**, Lisbonne.

↓ Dessin de **Sjoerd van Leeuwen** paru dans **Het Parool**, Amsterdam.



↓ Dessin de **Caro**, Suisse.



35 ← quatre ans avant d'en obtenir un. Son rêve serait d'acheter un appartement public ancien, à proximité de chez ses parents. Or, là encore, le gouffre entre l'offre et la demande risque de rendre son projet irréalisable. Le gouvernement a certes imposé des limites aux propriétaires de résidences secondaires et aux acheteurs étrangers, mais ces mesures ne suffisent pas, et les jeunes comme Alex Ting semblent résignés.

La plupart des Singapouriens aspirent à être propriétaires de leur logement, mais la rareté de l'offre et l'escalade des prix les en empêchent, analyse Nydia Ngiow, directrice du bureau singapourien du cabinet de conseil BowerGroupAsia. Si ces difficultés ne sont pas résolues, elles risquent d'alimenter "un ressentiment à long terme à l'encontre du parti au pouvoir", avertit-elle.

Une perspective peu réjouissante pour le PAP - même si l'opposition ne semble pas en bonne posture pour remporter des sièges au Parlement. Déjà fragilisé par des problèmes de succession à sa tête, le parti au pouvoir risque d'être ébranlé par la crise du logement. Les jeunes électeurs pourraient en effet exprimer leur mécontentement en tournant le dos au PAP, affirme Alex Ting. "À Singapour, la seule forme de protestation qu'il nous reste, c'est de voter pour l'opposition."

## Irlande. Le nouveau cheval de bataille du Sinn Féin

Claire Kerrane sait que sa victoire au Parlement irlandais, le Dáil Éireann, doit beaucoup à la problématique du logement. À 29 ans, elle fait partie d'une ribambelle de membres du parti du Sinn Féin [traditionnellement associé à l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise] entrés au Dáil l'an dernier. À la surprise générale, le parti a remporté le plus grand nombre de votes, aux dépens des deux grandes formations politiques du pays, le Fine Gael et le Fianna Fáil. Même si celles-ci ont finalement formé un gouvernement de coalition, ce fut un séisme politique. Mais le

## "À SINGAPOUR, LA SEULE FORME DE PROTESTATION QU'IL NOUS RESTE, C'EST DE VOTER POUR L'OPPOSITION."

Alex Ting,  
BANQUIER DE 25 ANS

Sinn Féin a davantage conquis de suffrages par sa politique de logement que par son traditionnel cheval de bataille, l'unification de l'Irlande. "Le logement est une question clé des élections, et je pense que nos politiques et nos ambitions dans ce domaine ont joué un rôle important dans notre victoire", explique Claire Kerrane, qui représente la circonscription de Roscommon-Galway [dans le nord-ouest du pays].

Lors de la crise financière de 2007-2008, la bulle immobilière irlandaise avait éclaté et le marché s'était effondré. L'Irlande en porte encore les cicatrices. Or, aujourd'hui, la pénurie de logements entraîne de nouveau les prix à la hausse. Face à cela, le Sinn Féin a proposé de construire 100 000 logements sociaux ou à bas prix, d'interdire de nouveau, comme pendant la pandémie, les expulsions et les hausses de loyer, et de voter une loi limitant les taux des prêts immobiliers.

Ces propositions rencontrent un vif écho. Loin devant tous les autres partis, le Sinn Féin caracolait en juin en tête du sondage d'opinion *The Irish Times-Ipsos MRBI*. Pas moins de 21% des personnes interrogées déclarent que leur vote aux prochaines élections générales [prévues en 2025] sera avant tout influencé par la question du logement; elles sont autant à citer l'économie comme sujet de préoccupation principale - seul le système de santé devance ces thématiques.

Les autres partis prennent note. Le 2 septembre, la coalition gouvernementale a lancé un grand plan de soutien au logement, qui sera le pilier de son agenda pour ce mandat parlementaire : elle s'est engagée à consacrer plus de 4 milliards d'euros par an à l'augmentation de l'offre, ce qui représente le plus gros investissement dans les logements sociaux et abordables jamais proposé par un gouvernement irlandais.

Ce plan suffira-t-il à entamer le succès du Sinn Féin? Seul l'avenir le dira. Au nord de la frontière, cependant, le Sinn Féin est solidement ancré en tête dans les sondages sur les prochaines élections de l'Assemblée d'Irlande du Nord, qui doivent se tenir en mai 2022. Le parti se place ainsi en bonne position pour nommer le Premier ministre de la région pour la première fois depuis la création de la législature dans le cadre de l'accord du Vendredi saint, qui a scellé la paix en 1998. Malgré la multitude d'obstacles qui le sépare encore d'une réunification, le Sinn Féin est plus près que jamais de son objectif premier, et ce grâce à ses efforts soutenus pour faciliter l'accès au logement. De fait, comme le rappelle Claire Kerrane, "il y a peu - voire pas - de ménages irlandais qui ne soient affectés par la crise du logement".

—Alan Crawford, Patrick Gillespie, Jason Scott, Faris Mokhtar, Morwenna Coniam

Publié le 19 septembre

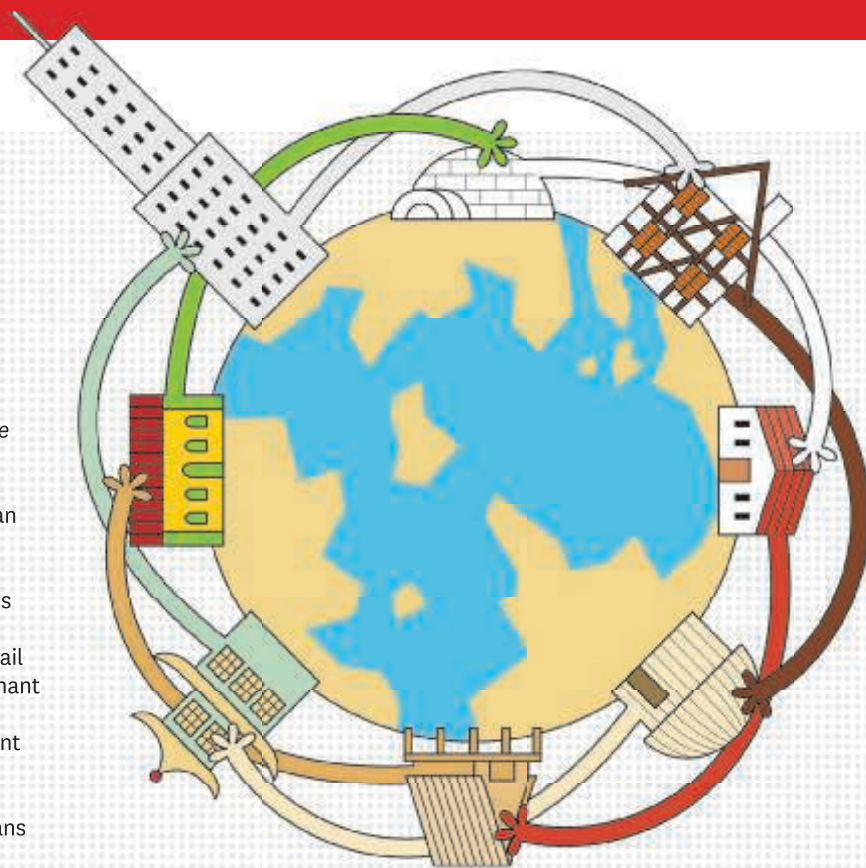
**Panorama**

## France. La fièvre gagne les villes moyennes

●●● “Bien avant le Covid, depuis plusieurs décennies déjà, la capitale [française] connaissait un lent mais constant exode”, souligne **La Vanguardia**. Le quotidien catalan le rappelle : d’après les chiffres de l’Insee, chaque année, entre 2011 et 2016, 12 000 personnes en moyenne abandonnaient Paris. Mais les confinements et le télétravail ont accéléré la tendance, en entraînant un “*changement de paradigme*”. De nombreux professionnels donnent désormais la priorité à leur qualité de vie, quitte à se reconvertir si le télétravail n’est pas possible dans leur emploi. “*Le marché immobilier reflète déjà le phénomène*”, constate le journal : après des années de hausse spectaculaire, les prix du logement ont légèrement baissé dans la capitale en 2021, alors qu’ils bondissent dans des agglomérations bien reliées à Paris, comme Strasbourg (+9,8%), Reims (+6,9%), Orléans (+6,2%), Grenoble (+5,6%) ou encore Caen (+5,2%). Un “*dépeuplement continu*” de la capitale, qui pousse à la hausse les prix et les loyers de certaines villes moyennes où la population locale a de plus en plus de mal à se loger.

## Canada. Un marché hors sol

●●● “Le marché immobilier canadien est en proie à une surchauffe, il est surévalué et risque de s’effondrer”, écrit **The Globe and Mail** en évoquant une récente note de la Société canadienne d’hypothèques et de logement, l’agence fédérale chargée des programmes d’aide à l’accession à la propriété. Dans cette publication datée du mois de septembre, l’organisme s’alarme de prix qui, dans tout le pays, “*s’éloignent toujours davantage des facteurs fondamentaux comme le revenu du travail*”. Pas étonnant, dans ce contexte, que “*pour son troisième mandat à la tête du pays, le Premier ministre [Justin] Trudeau souhaite traiter en priorité la crise du logement*”, note **Radio Canada**. Sorti vainqueur des législatives en septembre, le dirigeant avait promis durant sa campagne de geler



pour deux ans les achats immobiliers au Canada par des étrangers. Le fait d’avoir désigné un ministre du Logement “*signale que le gouvernement fédéral comprend qu’il doit agir dans ce domaine*”, analyse **La Presse**. Ahmed Hussen aura notamment la tâche de désigner un “*défenseur fédéral du droit au logement*”, rapporte **Le Devoir**. Rappelant qu’on s’alarmait déjà à la fin des années 1960 de l’escalade des prix et des loyers, deux experts préconisent dans le **Financial Post** “*une nouvelle approche du contrôle de l’attribution de terrains pour de nouveaux projets [immobiliers], afin d’éviter cinquante autres années de faillite du logement*”.

## Turquie. Les étudiants dans la rue

●●● Les images nocturnes d’étudiants allongés sur des bancs ou étendus dans l’herbe des parcs de plusieurs villes turques ne plaisent pas aux partisans du pouvoir islamo-conservateur, qui y voient une manipulation de l’opposition. Les problèmes de logement contre lesquels une partie de la jeunesse entend ainsi protester sont pourtant bien réels, assure le média en ligne **Gazete Duvar**, qui a passé une nuit avec une trentaine d’étudiants à Istanbul au mois de septembre. La Turquie détient le record du monde de hausse des prix

de l’immobilier pour l’année 2021, affirme le quotidien **Habertürk**, qui s’appuie sur une étude de la société de conseil en immobilier britannique Knight Frank chiffrant l’augmentation annuelle à 29,2% en 2021. Une hausse à mettre sur le compte de l’inflation, qui bat chaque année de nouveaux records, mais aussi d’une forte demande venue de l’étranger. En quête d’investissements, la Turquie a en effet décidé, en 2018, d’abaisser à 250 000 dollars (215 000 euros environ) la valeur du bien immobilier qu’il faut acquérir pour pouvoir obtenir la nationalité turque. Auparavant, l’investissement devait s’élever à plus de 1 million de dollars. Plus de 100 000 logements auraient depuis été vendus, rapporte le journal de l’opposition conservatrice **Karar**, en majorité à des citoyens iraniens et irakiens.

## Portugal. Le Grand Lisbonne et le Grand Porto en ébullition

●●● Vingt-cinq pour cent d’augmentation : c’est l’évolution qu’on connaît, selon le magazine **Expresso**, les prix de l’immobilier d’habitation au Portugal depuis dix ans. Une hausse en partie tirée par la demande des acheteurs étrangers (qui ont représenté 11% des transactions dans le pays

en 2020, contre 4,8% en 2012), alors que le parc de logements n’a presque pas augmenté. Faut de pouvoir investir dans le centre des grandes villes, où la tension se fait le plus sentir, les acheteurs s’écartent peu à peu de Porto et de Lisbonne pour se tourner vers des communes limitrophes aux prix plus attractifs. “*Mais dans ces municipalités voisines, les prix ont déjà commencé à s’envoler, et dans certains cas, ils ont plus que doublé*”, constate l’hebdomadaire **Visão**. Conséquence : la classe moyenne investit des banlieues plus éloignées et “*provoque une révolution immobilière*”.

## Pays-Bas. 695 000 euros pour un garage

●●● Vends garage de 22 mètres carrés en bordure d’une allée sécurisée dans un quartier coté d’Amsterdam. Prix : 695 000 euros. Tel était, en substance, le contenu de l’annonce publiée sur un site de petites annonces aux Pays-Bas à la fin de l’été. Mis en vente une première fois en 2020 pour près de 1 million d’euros – “*pour attirer l’attention*” sur le produit, avait alors expliqué l’agence détenant le mandat –, le garage est cette fois réellement à vendre à ce prix, assure le quotidien **Algemeen Dagblad**. Un cas emblématique de “*la folie immobilière, qui, depuis une demi-décennie, a rendu de plus en plus inaccessible le marché du logement à Amsterdam [et] a également englouti le reste des Pays-Bas*”, souligne le journal de la capitale néerlandaise **Het Parool**. Afin de lutter contre les marchands de sommeil et de redonner un peu d’air aux particuliers, un amendement législatif doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, qui permettra aux municipalités de “*délimiter des quartiers où les investisseurs ne seront plus autorisés à acheter des logements bon marché et à prix modérés afin de les louer par la suite*”, rapporte la télévision publique néerlandaise **NOS**. D’après l’enquête menée par ce média, Amsterdam et Utrecht prévoient d’étendre cette interdiction à l’ensemble de leur territoire. La Haye y réfléchirait également, tandis que des villes comme Rotterdam se dirigeraient plutôt vers des interdictions ciblées dans certains quartiers.

# LES BERLINOIS SE RÉVOLTENT

Face à la hausse des loyers, les Berlinoises ont voté, le 26 septembre, pour communaliser plusieurs centaines de milliers d'appartements appartenant à de grandes sociétés immobilières. Reste à traduire cette décision dans les faits.



Ils étaient des centaines à fêter la nouvelle, dans les rues de Berlin. Le 26 septembre dernier, 57,6 % des Berlinoises ont voté pour l'expropriation de grands groupes immobiliers, dans le cadre d'un référendum d'initiative populaire mené par le collectif Deutsche Wohnen & Co enteignen [“expropriations Deutsche Wohnen et compagnie”, Deutsche Wohnen étant le plus grand groupe immobilier allemand], qui a mobilisé 73,5 % des électeurs berlinois.

La nouvelle, qualifiée de “tournant” par **Die Tageszeitung**, a relancé l'espoir des résidents de la capitale, en guerre contre la hausse des loyers et la spéculation immobilière. “Pour la première fois, la fin du système néolibéral en vigueur semblait réellement à portée de main”, assure le journal de gauche. Dans une ville où plus de 80 % des habitants sont locataires, les électeurs ont montré qu'ils en avaient assez d’“être le jouet et la proie des investisseurs financiers”.

“Concrètement, ce projet inédit en Allemagne concerne les entreprises qui possèdent plus de 3 000 appartements à Berlin, dans un but lucratif”, relate **Der Spiegel**. Il prévoit la saisie par la ville de ces logements, moyennant une indemnisation. “Environ 240 000 appartements seraient concernés, soit près de 15 % du parc de logements locatifs de Berlin.” Pourtant sceptique face à l'initiative, Franziska Giffey, la nouvelle maire sociale-démocrate de la ville, s'est engagée à “respecter ce référendum”, dans les

limites de la légalité. Le Sénat de Berlin, qui correspond au gouvernement de la ville-Land, sera chargé de voter une loi dans ce sens.

Mais plus d'un mois plus tard, les avancées restent minimes, rapporte la **Berliner Zeitung**, qui rappelle que les résultats du vote ne sont pas contraignants. “Malgré les promesses, il n'y a pratiquement aucun signe de réveil social, on ne voit pas de progrès en matière d'accès au logement, de location et de construction, explique la fédération de locataires Berliner Mieterverein, dans les pages du quotidien berlinois. Nous nous attendons à ce que la plupart des chantiers restent à l'arrêt, parce qu'aucune des solutions proposées ne s'attaque aux gros problèmes.” La mise en place d'une commission d'experts, chargée d'évaluer les conditions de mise

en œuvre du projet, est bien envisagée, selon le **Berliner Morgenpost**. Mais les membres du collectif Deutsche Wohnen & Co enteignen rejettent cette approche, jugée trop timorée, alors que la spéculation immobilière perdure.

“Cela peut sembler paradoxal”, souligne **Die Tagesschau**, mais les investisseurs immobiliers sont restés optimistes, malgré les menaces d'expropriation. De grandes entreprises cotées en Bourse ont ainsi continué à investir dans la capitale allemande. Début octobre, la société Vonovia a acheté près de 114 000 appartements à son concurrent, Deutsche Wohnen, devenu l'un des symboles de la spéculation immobilière à Berlin. Au lendemain du référendum,

↑ Dessin de Balaban, Luxembourg.



↑ Dessin de Sjoerd van Leeuwen paru dans **Het Parool**, Amsterdam.

la compagnie suédoise Heimstaden avait quant à elle annoncé l'acquisition de 14 050 logements berlinois appartenant à l'agence Akelius.

Ces grands promoteurs misent notamment sur les réticences des autorités. Si l'expropriation des grands groupes était appliquée, précise la **Süddeutsche Zeitung**, la facture serait en effet salée. Entre 10 milliards et 30 milliards d'euros pourraient être versés en compensation aux entreprises ciblées, d'après les estimations du journal du sud de l'Allemagne.

**“LES INTÉRÊTS DU CAPITAL ET LES BESOINS DE LA PLUPART DES GENS NE SONT PAS COMPATIBLES.”**

DIE TAGESZEITUNG

La ville de Berlin, pourtant lourdement endettée, n'en est pas à cela près, commente **Handelsblatt**. Avant même le référendum, l'ancienne municipalité avait déjà déboursé quelque 2,4 milliards d'euros pour l'acquisition de 14 500 logements. En février 2020, elle avait également mis en œuvre, sous l'impulsion du parti de gauche radicale Die Linke, une législation prévoyant un gel des loyers pendant deux ans, suivi d'un plafonnement trois années durant. “Après l'échec de cette loi, jugée illégale en avril [2021] par la Cour constitutionnelle fédérale, la municipalité se retrouve à nouveau à examiner un projet controversé.”

Si elle est controversée, l'initiative n'en demeure pas moins populaire, dans une ville où les loyers ont en moyenne augmenté de 36 % ces cinq dernières années, selon les données des portails immobiliers Immowelt et Immonet. Les résultats du référendum de septembre “montrent à quel point les intérêts du capital et les besoins de la plupart des gens ne sont pas compatibles”, analyse **Die Tageszeitung**. Pour le quotidien de gauche, l'expropriation sonne à Berlin “comme une promesse d'avenir pour une vie plus humaine”.

— **Courrier international**



Revue de presse



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Dans Tel-Aviv gentrifié, la nostalgie des rats et des poètes**

La ville israélienne est assaillie par les promoteurs, toujours plus nombreux à investir et tirant les loyers vers le haut. Une transformation qui se fait aux dépens de la vitalité des quartiers populaires, regrette la presse israélienne.





# La gomme arabique, moisson dorée du Soudan

**Agriculture.** La récolte ancestrale de la sève d'acacia fait du Soudan le premier producteur mondial de cet ingrédient essentiel à l'industrie mondiale.

Mais les paysans ne perçoivent qu'une petite fraction des profits engendrés par cette ressource.

—Newlines Magazine  
(extraits) Washington

**R**egardez, là, dit l'homme en désignant une boule dorée accrochée à une branche. *Vous voyez comme la sève sort de l'écorce ?* Âgé d'une quarantaine d'années, Amin Al-Hassan se tient dans l'ombre de l'arbre. D'un côté, son village, Timna; de l'autre, des bouquets d'arbres et de buissons s'étendant sur le vaste territoire du Kordofan du Nord, dans le sud du Soudan.

*“On l'appelle ‘la forêt’. Ces arbres sont très importants pour nous”,* explique-t-il en tâtant les boules dorées du bout de son *sonki*, un long bâton de bois terminé par une pointe de métal. Lorsqu'une boule se détache, il l'attrape d'une main et la dépose dans le seau à ses pieds. Il répète ce geste jusqu'à avoir

recupéré tous les amas de sève, puis passe à l'arbre suivant.

Amin Al-Hassan collecte de la gomme arabique : cette sève dorée prélevée sur des acacias [*Acacia senegal*] est l'ingrédient essentiel, quasi magique, des barres chocolatées, du chewing-gum, de boissons, de médicaments et de beaucoup d'autres choses encore. On la retrouve aussi bien dans des produits de Coca-Cola et de KitKat que chez des prestigieux fabricants de cigares de La Havane, ou dans des produits pharmaceutiques au nom imprononçable.

Le Soudan, où foisonnent ces acacias aux rameaux épineux, est le premier producteur mondial de gomme arabique. Les paysans récoltent en hiver et produisent une gomme d'excellente qualité – peut-être même meilleure que leurs homologues de la “ceinture

de la gomme arabique”, qui s'étend du Sénégal à la Somalie.

*“Nous sommes le numéro un mondial, avec 79 % de la production mondiale. Mais tout le monde n'apprécie pas notre gomme à sa juste valeur”,* déplore Mounir Elyas, responsable de l'Institut de recherche sur la gomme arabique

**“Il n'existe aucun ingrédient comparable. Rien ne peut la remplacer.”**

Mohammad Zarrag,  
EXPORTATEUR

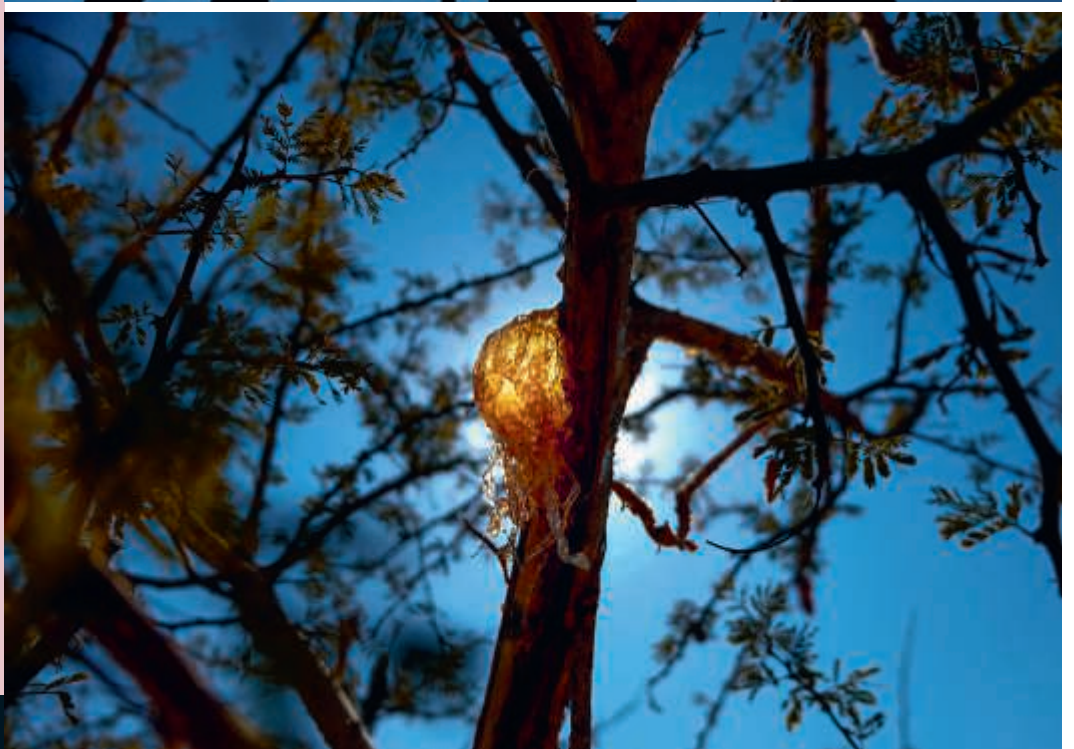
et la désertification de l'université de l'État du Kordofan du Nord, depuis son bureau entouré d'un jardin d'acacias, à El-Obeïd. *“La gomme arabique est une culture ancienne, ici. Nous connaissons ses propriétés depuis la nuit des temps, à l'époque où les hommes*

*vivaient proches de la nature et mangeaient ce qu'ils trouvaient autour d'eux”,* poursuit-il.

Au-delà de ses propriétés antalgiques et probiotiques, connues de longue date localement, cet exsudat de sève possède d'autres qualités, essentielles pour beaucoup d'entreprises. Utilisée comme agent épaississant, stabilisant, émulsifiant ou de glaçage, c'est une substance précieuse pour un grand nombre d'industries. Elle entre dans la fabrication de bonbons et de boissons, de sauces et de chewing-gums, de vitamines et de médicaments, et sert aussi à la production de feux d'artifice, de cosmétiques, de peintures et d'adhésifs. C'est grâce à elle que les barres chocolatées ne graissent pas les doigts, que les grains de sel restent collés aux chips et que les bières sont mousseuses.

*“Il n'existe aucun ingrédient comparable, souligne Mohammad Zarrag, exportateur de cette sève solidifiée. Rien ne peut la remplacer. Des gens ont cherché, en vain.”* Sa société est la principale fournisseuse du suédois Läkerol, qui fabrique ses pastilles sans sucre essentiellement à partir de gomme arabique. Nombre de confiseries à sucer comportent 40 % à 50 % de gomme arabique, les bonbons mous en contiennent près de 30 %. Lors de pénuries, par le passé, les industriels ont cherché des produits de substitution, sans jamais en trouver. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Läkerol a produit des pastilles sans gomme baptisées “Läkerol de guerre”.

L'industrie des boissons non alcoolisées dépend aussi largement de la gomme arabique, qui empêche la cristallisation du sucre. En 1997, lorsque les États-Unis ont imposé



← La gomme arabique, exsudat de sève solidifiée, est obtenue par saignée des acacias. Photos Jenny Gustafsson



des sanctions au Soudan, elle a été le seul produit épargné. *“Ils ne l’ont jamais ouvertement reconnu, mais tout le monde sait pourquoi”*, note Mohammad Zarrag.

Le nom “gomme arabique” est un héritage de l’époque où la sève était exportée via des ports arabes comme Alexandrie [en Égypte] ou Jeddah [en Arabie Saoudite]. La gomme indienne, elle, provenait de Bombay et n’a jamais été d’aussi bonne qualité. Bien avant qu’elle serve dans l’industrie agro-alimentaire, la gomme arabique a été utilisée par les Égyptiens pour l’alimentation, la peinture des hiéroglyphes ou l’embaumement des momies. En Europe, elle a été employée pour la rédaction de manuscrits médiévaux et pour

### Les producteurs n’obtiennent que 4 % à 5 % de la valeur du produit transformé.

divers traitements d’apothicaire. Puis, à l’époque préindustrielle, elle est devenue incontournable pour les imprimés textiles. La demande était telle au XVIII<sup>e</sup> siècle que l’on a assisté à d’authentiques “guerres de la gomme”.

Aujourd’hui, c’est une ressource vitale pour les populations du Kordofan et d’autres régions du sud du Soudan. La plupart des habitants pratiquent la polyculture – sésame, hibiscus, cacahuètes... – mais la gomme est souvent leur principale source de revenus. À Timna, à quarante-cinq minutes de voiture de la route principale, il n’y a pas vraiment d’autre boulot. *“Tout le village participe à la récolte. C’est comme ça depuis des générations”*, explique Jenna Al-Hassan, la femme d’Amin.

Les paysans et ceux qui les aident à récolter sont pourtant loin d’être rémunérés comme ils le devraient, fait observer Mounir Elyas. *“Ils devraient toucher la moitié du revenu total, mais ce n’est pas le cas. Même quand les prix augmentent au niveau mondial, ça n’est pas répercuté au plan local.”*

Selon un rapport publié en 2018 par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement [Cnuced], les producteurs soudanais n’obtiennent que 4 % à 5 % de la valeur de la gomme transformée. Les intermédiaires et revendeurs locaux interceptent une partie des bénéfices, mais c’est

aux sociétés étrangères que va l’essentiel des profits. Alors que la valeur d’exportation de la gomme transformée a augmenté de 158 % ces vingt-cinq dernières années, celle de la gomme brute n’a grimpé que de 58 %. La moitié de la production mondiale est achetée et transformée par des entreprises européennes, surtout en France. L’entreprise familiale française Nexira représente, à elle seule, 50 % du marché mondial des produits à base de gomme transformée. Les autres grands acteurs sont indiens et chinois.

Le Soudan et d’autres pays de la ceinture de la gomme arabique doivent même importer ces produits transformés pour leurs propres besoins industriels. *“On achète en magasin de la colle fabriquée avec de la gomme produite chez nous”*, fait observer Mounir Elyas. Son université travaille avec des cultivateurs afin de développer des innovations et des stratégies financières, notamment un système de vente en gros à un acheteur unique qui permettrait de davantage peser sur les prix. À l’heure actuelle, un certain nombre d’acheteurs font le tour des villages et paient la gomme en partie en nature, avec de la farine, du sucre ou des médicaments, un système qui ne profite pas aux producteurs.

**Concassage.** De l’autre côté de la ville d’El-Obeïd se trouve une vaste zone industrielle, où des routes poussiéreuses serpentent entre des bâtiments bas et des vendeurs de thé installés à l’ombre de grands arbres. D’importantes piles d’agrégats dorés s’entassent à l’intérieur d’un vaste entrepôt. À côté, des femmes assises sur des sacs en toile de jute sont occupées à nettoyer et trier la gomme brute.

*“On examine toutes les piles plusieurs fois pour vérifier qu’il n’y a pas de caillou ou de saleté”*, explique Hawa Mohammad. *“Ensuite, on les concasse en petits morceaux.”* Elle prend un sac rempli de gomme et le vide sur un grand plateau métallique perforé de petits trous. Puis, elle secoue le plateau et des poussières et autres impuretés tombent au sol. Les femmes répètent ce processus plusieurs fois avec un crible de plus en plus fin.

*“La gomme arabique est l’un des produits les plus difficiles à travailler, c’est plus fatigant que les cacahuètes*

*ou le sésame. On a mal au dos et partout”*, dit Hafsa Mohammad, la sœur de Hawa. Ces femmes ont entre 40 et 60 ans, au moins l’une d’elles a la soixantaine passée. Leurs enfants viennent souvent les aider pendant les vacances ou durant leurs pauses. L’argent qu’elles en tirent suffit à payer de quoi se nourrir et se loger, mais rien de plus.

*“Le Soudan a besoin de progrès économique”*, estime Hussein El-Khair, responsable de l’entrepôt. *“Nous avons besoin de meilleures écoles, de meilleurs métiers et de meilleures conditions de travail.”* Les Soudanais dominent toujours largement le marché : ils exportent chaque année près des deux tiers de la production mondiale, dont 80 % de gomme de haute qualité. Le Tchad et le Nigeria arrivent en deuxième et troisième positions, avec respectivement 13 % et 8 % du marché.

### L’acacia contribue à atténuer les effets des dérèglements climatiques.

Le Soudan est aussi l’un des rares pays africains, avec le Nigeria et le Sénégal, à être doté d’usines de transformation.

Ces dernières années, les entreprises soudanaises ont commencé à vendre la gomme arabique comme un “super aliment” qui aiderait à renforcer le système immunitaire et faciliterait l’absorption de vitamines et minéraux. Cela fait longtemps que les populations locales mettent en avant ces qualités. Durant les périodes de sécheresse, on en mangeait pour lutter contre la famine. Les gens utilisent toujours la gomme arabique en poudre pour soigner

divers maux tels que les douleurs articulaires ou les troubles digestifs. *“On en boit le matin mélangée avec de l’eau avant le petit déjeuner, ça nettoie l’estomac et ça prépare pour la journée”*, explique Awad Haroun, qui habite un village près de Timna.

D’autres l’ont utilisée pour apprendre la parole divine. Enfant, explique Mounir Elyas, il a appris le Coran en l’écrivant avec un mélange de charbon et de gomme sur des tablettes en bois traditionnelles. *“Ensuite on les rinçait à l’eau et on la buvait. On dit que c’est une façon de se pénétrer de la sagesse du Coran et d’être protégé.”*

Son institut mène des études approfondies sur l’acacia, un arbre qui joue un rôle important pour atténuer les effets des dérèglements climatiques et lutter contre la désertification. Ses racines limitent l’érosion et aident à retenir l’eau dans le sol. La gomme qu’il produit – entre 2 et 3 kilos par an, parfois jusqu’à 10 kilos – est une sorte de bonus.

**Monopole.** *“Personne ne peut rivaliser avec nous en Afrique. Nous produisons en grande quantité, et notre gomme est la meilleure”*, avance Tareq Al-Barjawi. Ce marchand à Rahad, près d’El-Obeïd, vend de la gomme à des sociétés exportatrices d’El-Obeïd et de la capitale. Le gouvernement détenait un monopole sur ce commerce jusqu’à son adhésion à l’Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2009. Aujourd’hui, le pays compte cinq ou six gros exportateurs.

Le Soudan aurait tout intérêt à davantage contrôler les phases de transformation finale de la gomme, qui sont les étapes les plus lucratives. Les exportations soudanaises de gomme brute ont triplé en volume ces vingt-cinq dernières années, passant de 35 000 tonnes au début des années 1990 à 102 000 tonnes entre 2014 et 2016. Elles ne représentent cependant qu’une fraction (200 millions de dollars [172,7 millions d’euros]) de la valeur totale des exportations (4 milliards de dollars [3,5 milliards d’euros]).

Le ministre des Finances, Ibrahim Elbadawi, a récemment indiqué que cette activité faisait partie d’un plan visant à sortir le pays de la crise économique [depuis, le 25 octobre, un putsch mené par le général Abdel Fattah Al-Bourhane a renversé le premier

gouvernement chargé de la transition vers la démocratie après trente ans de dictature]. Le groupe DAL, premier conglomérat du Soudan, a commencé à traiter de petites quantités de gomme arabique dans son usine de Khartoum. *“Il est possible de réaliser toutes les étapes de la transformation ici, au Soudan”*, explique Mohammad Zarrag, le marchand. *“Il faut simplement faire confiance aux entreprises locales et à leur capacité à entrer sur le marché mondial.”*

À Timna, à près de 500 kilomètres de Khartoum, Amin Al-Hassan a fini de remplir son seau avec de la gomme. Deux ânes patientent à l’ombre d’un grand arbre. Un sac d’une contenance de 50 kilos est posé par terre. Amin y déverse le contenu de son seau. Hamid, un autre villageois, arrive à son tour avec un seau. Il s’assoit à l’ombre et commence à gratter les morceaux de sève collés aux paumes de ses mains. Le soleil tape fort. *“On récolte toujours pendant les heures les plus chaudes de la journée”*, explique Hamid. *“Quand le soleil ramollit la sève. Sinon elle ne se décolle pas.”*

Les hommes équipent les bêtes de selles en bois fabriquées par des artisans au village, chargent le sac à moitié rempli sur l’âne le plus grand et se mettent en selle. Les animaux marchent d’un pas lent, le village est à environ une demi-heure. Demain, ils iront plus loin, dans une zone boisée située de l’autre côté de Timna. Et dans deux semaines, ils reviendront ici. C’est le temps qu’il faut pour que la sève exsude des branches qu’ils viendront délester pour une nouvelle moisson dorée.

— Jenny Gustafsson  
Publié le 8 septembre

### SOURCE



### NEWLINES MAGAZINE

Washington, États-Unis  
newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site installé à Washington émane du think tank américain Newline Institute for Strategy and Policy, consacré en grande partie au Moyen-Orient. Le contenu de *Newlines Magazine* est celui d’un média généraliste de tendance libérale sur le Moyen-Orient : analyses, reportages, débats, culture.

SCIENCES



# La prochaine pandémie couve-t-elle dans les élevages ?

**Épidémiologie.** Notre attention se focalise sur les coronavirus, mais gare aux virus de la grippe aviaire, dont les mutations et les transmissions sont accélérées par l'élevage intensif.



—The Guardian Londres

En décembre dernier, dans un gigantesque élevage près de la ville d'Astrakhan, dans le sud de la Russie, 101 000 poulets se sont évanouis avant de finalement mourir. D'après les tests effectués par le centre de recherche de l'État, une souche mortelle de la grippe aviaire, relativement nouvelle et connue sous le nom de H5N8, était en circulation. Dans les jours qui ont suivi, 900 000 autres volatiles ont dû être abattus à la hâte à titre préventif pour éviter une épidémie dans l'usine de transformation de volailles de Vladimirkaya.

La grippe aviaire est l'autre grande pandémie en cours dans le monde, en particulier avec le H5N8, une souche qui, ces dernières années, a ravagé des milliers de cheptels de poulets, de canards et de dindes dans près de 50 pays, dont le Royaume-Uni, et qui ne semble pas près de s'arrêter.

Mais, à Astrakhan, l'affaire a pris une autre tournure. Sur les 150 travailleurs de l'exploitation testés, cinq femmes et deux hommes se sont révélés porteurs de

la maladie, bien que légèrement. Il s'agit là des premiers cas connus de transmission du virus H5N8 de volatiles à l'homme.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été alertée [en mars 2021] mais, comme la pandémie de Covid-19 faisait rage, l'institution a accordé peu d'attention à la question, malgré la mise en garde effectuée à la télévision par Anna Popova, principale conseillère de la Fédération de Russie pour les questions de consommation. Elle a assuré que la maladie pourrait évoluer prochainement, «avec une certaine probabilité», vers une transmission interhumaine, et qu'il faudrait commencer immédiatement à travailler à la mise au point d'un vaccin contre le H5N8.

Aujourd'hui, la question de savoir si le Covid-19 trouve ses origines dans la nature ou en laboratoire focalise l'attention au niveau mondial. Pourtant, huit variants au moins de la grippe aviaire, tous capables de contaminer et de tuer des êtres humains, et présentant des risques de gravité supérieure au Covid-19, circulent régulièrement dans les élevages industriels du monde entier, en passant quasiment inaperçus auprès des autorités.

Certes, en 2021, aucun autre signalement de contaminations humaines par le H5N8 n'a été enregistré, mais un vent d'inquiétude a soufflé [à la mi-octobre] en provenance de Chine, où un autre type de grippe aviaire, connu sous le nom de H5N6, a infecté 48 personnes depuis que le variant a été identifié pour la première fois en 2014 [ce chiffre s'élevait à 50 personnes au 29 octobre, d'après l'OMS]. La plupart des cas concernent des personnes travaillant dans des élevages de volaille. On a observé ces dernières semaines un pic de contaminations ayant entraîné la mort de plus de la moitié des personnes infectées. Cela suggère que le H5N6 gagne du terrain, mute et est extrêmement dangereux.

## L'Organisation mondiale de la santé a été alertée d'une première transmission du virus H5N8 à l'homme.

Une telle situation a été jugée suffisamment inquiétante par l'OMS et les virologues chinois pour qu'ils appellent les gouvernements à accroître leur vigilance. «La probabilité d'une propagation interhumaine est faible, [mais] une surveillance géographique plus étendue dans les zones touchées en Chine et dans les régions voisines doit être mise en place de toute urgence pour mieux comprendre les risques et les raisons de l'augmentation récente de la propagation à l'homme», a déclaré [au début d'octobre] un porte-parole de l'OMS.

Le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies [CDC] a identifié plusieurs mutations dans deux cas récents de H5N6. La propagation de ce virus constitue désormais une «menace sérieuse» pour l'industrie de la volaille et pour la santé humaine, selon Gao Fu, le directeur du CDC, et Shi Weifeng, le doyen de l'École de santé publique de l'université de médecine n° 1 de la province du Shandong. À leurs yeux, «le potentiel zoonotique des virus de la grippe aviaire justifie une surveillance continue et vigilante afin d'éviter de nouvelles diffusions à l'être humain, qui pourraient entraîner des pandémies désastreuses».

Par ailleurs, l'OMS soupçonne, sans en avoir la preuve, que le Covid-19 est lié à l'élevage intensif dans les nombreuses fermes d'animaux sauvages, à peine réglementées, que l'on trouve en Asie du Sud-Est. [Dans son rapport de mars 2021, l'institution appelle en fait à davantage d'études et de surveillance dans ces élevages.]

De fait, les grandes épidémies de ces trente dernières années, notamment la

fièvre Q aux Pays-Bas, et des épidémies de grippe aviaire hautement pathogène, ont été liées à l'élevage intensif.

Les gouvernements et les industries de l'élevage de bétail et de volaille, dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à 150 milliards de livres sterling [près de 175 milliards d'euros], insistent sur le fait que l'élevage intensif est dans l'ensemble extrêmement sûr, et qu'il est indispensable pour fournir des protéines à des populations en croissance rapide.

Cependant, il est prouvé scientifiquement que des conditions de stress et de promiscuité favorisent l'émergence et la propagation de nombreuses maladies infectieuses, et servent en quelque sorte de «passerelle épidémiologique» entre la faune sauvage et l'homme. Les organismes des Nations unies, les universitaires et les épidémiologistes s'accordent à reconnaître un lien entre l'émergence de virus hautement pathogènes de la grippe aviaire et le caractère de plus en plus intensif des élevages de volailles.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), «les virus de la grippe aviaire évoluent au sein d'un vaste pool génétique viral très diversifié [...]. Un agent pathogène peut se transformer en un agent pathogène hypervirulent, lequel pourra se propager rapidement au sein d'un troupeau ou d'un cheptel dans les monocultures impliquant l'élevage en masse d'animaux génétiquement identiques et sélectionnés pour leur conversion alimentaire élevée.»

Les gouvernements et l'industrie accusent régulièrement les oiseaux sauvages de propager la grippe aviaire le long des routes migratoires, mais il est de plus en plus évident que les élevages intensifs sont de véritables «creusets» pour de nouveaux virus mortels.

«Faire porter la responsabilité du problème aux seuls oiseaux aquatiques migrateurs... ce n'est plus crédible», estime le virologue américain Rob Wallace, pour qui les nouvelles souches de grippe qui apparaissent sont des adaptations à la production industrielle de volailles : «L'infiltration des virus grippaux dans le bétail et la volaille industriels est si poussée que ces exploitations constituent désormais leur propre réservoir [de maladies]. Elles sont leur propre source.»

Avec plus de 20 milliards de poulets et près de 700 millions de porcs dans les élevages, Rob Wallace juge élevés les risques d'apparition et de transmission

## «Les exploitations industrielles constituent désormais leur propre réservoir de maladies.»

Rob Wallace,  
VIROLOGUE

✍ Dessin de Firuz Kutal,  
Norvège.

## Un virus mute dans un élevage, puis se répand dans une population d'oiseaux sauvages, qui le propage encore plus loin.

à l'homme de nouvelles souches et de nouveaux variants de la grippe.

Un point de vue partagé par Sam Sheppard, [professeur de bio-informatique] à l'université de Bath [en Angleterre], qui affirme que la surconsommation d'antibiotiques, la surpopulation et la similitude génétique des animaux offrent des conditions idéales pour qu'une foule de bactéries, virus et autres agents pathogènes fusionnent, mutent, se propagent et passent ensuite à l'homme.

Le chercheur étudie comment le regroupement d'animaux dans un lieu clos déclenche des modifications génétiques chez des microbes courants, tels que *Campylobacter*, qui sont désormais très répandus chez les volailles, porcs et bovins. "Ils sont apparus pour la première fois au xx<sup>e</sup> siècle, et cela a coïncidé avec une forte augmentation du bétail d'élevage. Ces microbes sont désormais résistants aux antibiotiques en raison de la surconsommation de médicaments", explique-t-il.

Le problème ne concerne pas seulement les volailles et les porcs. L'apparition de maladies respiratoires comme le Mers [syndrome respiratoire du Moyen-Orient] chez les chameaux, de cas de contaminations au coronavirus dans les élevages de visons et d'encéphalopathies spongiformes bovines (ESB) suggère que l'élevage intensif de n'importe quel animal augmente les risques d'infection.

Avec d'autres scientifiques, Marius Gilbert, épidémiologiste à l'Université libre de Bruxelles, en Belgique, a montré [dans une étude parue en 2017] comment l'apparition de la grippe aviaire est liée à l'intensification rapide de l'élevage de volaille, qui rend aujourd'hui les virus de la grippe aviaire plus dangereux.

Cela fait longtemps que les spécialistes de la santé publique mettent en garde contre les dangers des élevages industriels. Mais depuis l'éclatement de l'épidémie de Covid-19, les enjeux sont devenus plus importants, car l'on a pris conscience du coût total d'une pandémie moderne, explique Michael Greger, docteur en médecine, auteur de *Bird Flu. A Virus of Our Own Hatching* ["La grippe aviaire, un virus issu de notre propre couvée", non traduit en français].

Selon lui, on peut distinguer trois époques dans l'histoire des maladies humaines : celle où nous avons commencé à domestiquer des animaux, il y a environ dix mille ans, et où nous avons contracté certaines de leurs maladies,

comme la rougeole ou la varicelle. Ensuite, aux xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles, lorsque la révolution industrielle a entraîné des épidémies de diabète, d'obésité, de maladies cardiaques et de cancers. Enfin, l'époque actuelle, où l'intensification de l'agriculture conduit à des zoonoses, des maladies transmises par les animaux comme la grippe aviaire, la salmonellose, le Mers, le Nipah ou le Covid-19.

"En matière d'évolution, le fait d'élever des volailles, des bovins ou des porcs dans des conditions complètement contre-nature par l'intensité, la promiscuité et le confinement pourrait bien constituer l'altération la plus profonde de la relation homme-animal depuis dix mille ans", dit-il. Il ajoute : "Nous assistons à une explosion sans précédent des épidémies liées à de nouveaux virus de la grippe aviaire, qui ont historiquement présenté le plus grand risque de pandémie et qui pourraient bien se révéler pires que le Covid."

Selon Marius Gilbert, ce n'est pas seulement l'élevage industriel qui a conduit à l'apparition de cette dangereuse grippe aviaire, mais aussi les changements de l'environnement par l'homme. "La plupart des virus qui circulent chez les oiseaux sauvages sont peu dangereux et n'ont que des effets bénins. Mais il leur arrive de pénétrer dans le système avicole, où ils subissent des changements évolutifs, surtout liés aux conditions d'élevage. Nous avons vu des virus peu pathogènes gagner en pathogénicité dans les élevages."

C'est ainsi que peut s'instaurer un cercle vicieux : un virus mute d'abord dans un élevage, puis se répand dans une population d'oiseaux sauvages, qui, à son tour, le propage encore plus loin en suivant les voies migratoires. "Chaque fois que des personnes sont contaminées, il existe un risque que les virus deviennent plus dangereux ou transmissibles."

— John Vidal

Publié le 18 octobre

### SOURCE

#### THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 134 443 ex.

theguardian.com

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui abrite certains des chroniqueurs les plus respectés du pays.

*The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

### LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

## Le retour de Greg LeMond et le métavers au boulot

Qui pourrait oublier Greg LeMond, trois fois vainqueur du Tour de France ? **Wired** est allé le traquer au fond du Tennessee, à Knoxville, où l'ancien champion et légendaire grande gueule du sport international, aujourd'hui âgé de 60 ans et un peu grassouillet, s'acharne à révolutionner le vélo. Le vélo électrique. Il conçoit des bicyclettes en fibre de carbone – mais fabriquées, comme celles de ses concurrents, en Asie. Son rêve est de produire enfin aux États-Unis ce matériau résistant et léger, employé également dans l'aéronautique et le bâtiment.

D'où Knoxville, une ville où, depuis les grands travaux du New Deal, l'abondance et le bas prix de l'électricité ont attiré de nombreux centres de recherche publics et privés, dont certains collaborent avec le champion sur plusieurs brevets, en attendant l'ouverture d'une usine. LeMond imagine des vélos électriques au design racé, dont les propriétaires ne s'éreinteront plus en les portant dans un escalier. Mais surtout, il rêve de renouer avec la maniabilité et la sensation de vitesse qu'il ressentait pendant ses heures de gloire des années 1980.

### Monopole

Jeff Bezos ne se contente pas de proposer des galipettes spatiales à une coterie de people et de milliardaires. Le boss d'Amazon veut aussi offrir de là-haut une connexion Internet à des millions d'humbles Terriens. Dès la fin de 2022, rapporte **Vox**, il commencera à expédier en orbite basse les quelque 3 240 satellites destinés à fournir "un haut débit rapide et abordable à des communautés mal desservies ou privées de connexion dans le monde entier".

Cette opération, nommée Project Kuiper, est plus réaliste et prometteuse que le réseau Starlink d'Elon Musk, car Amazon sera au départ le principal client de cette constellation de satellites par l'entremise de sa filiale Amazon Web Services, numéro un mondial du stockage de données dans le cloud. Non content de sa position archidominante dans l'e-commerce, Jeff Bezos pourrait vite s'arroger, pour des millions de personnes, le monopole de l'accès à Internet.

Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

### Formation vitale

Voilà des mois que l'on se gargarise du métavers, l'univers virtuel que Mark Zuckerberg veut ciseler pour ses 4 milliards de clients, au point d'avoir changé la raison sociale de Facebook en Meta. Pour en savoir plus sur ce monde étheré, **Quartz** a interrogé Jeremy Bailenson, un professeur à Stanford qui observe depuis plus de dix ans l'entrée progressive du web dans la troisième dimension. Son pronostic est clair. Le métavers servira surtout au monde du travail, assurément pour les réunions virtuelles en groupes restreints dirigées par un avatar du classique chef de service, mais aussi pour la formation. Le professeur rappelle que les supermarchés Walmart ont été les premiers à fournir des casques de réalité virtuelle à leurs milliers d'employés pour les préparer à d'éventuelles attaques armées. Après la tuerie d'El Paso, en 2019, nombre de salariés de cette grande surface ont assuré qu'ils devaient la vie à cette formation maison. Vingt-deux personnes y avaient tout de même laissé la vie.

### Le mystère Haugen

Comment Frances Haugen, la lanceuse d'alerte qui a divulgué des milliers de pages de documents internes de Facebook, a-t-elle fait pour s'emparer de ces informations ? La courageuse héroïne les a-t-elle, comme dans les films, transférées sur une clé USB, regardant, la gorge serrée, la barre de téléchargement s'allonger sur son écran tandis que les gardes approchaient de la porte de son bureau ? Pas du tout, explique le **Washington Post**. Elle est entrée, depuis chez elle, comme elle en avait le droit, sur l'intranet de Facebook et a pris des centaines de photos de rapports internes avec son smartphone.—



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

# 360

## MAGAZINE

Sur TikTok, le playback est roi • Plein écran .. 48  
 Le général allemand défait à Verdun • Histoire .. 50  
 La plume retrouvée des favelas • Culture ..... 51

# Personne n'est parfait

Nous sommes assaillis d'injonctions à être heureux, en meilleure santé, riches. Comment se fait-il que nous ne puissions nous résoudre à être ordinaires ? Le psychanalyste britannique Josh Cohen, également professeur de théorie littéraire, nous livre quelques éléments de réponse.

—1843 [extraits] Londres



**A**u début des années 2000, quand je suis devenu maître de conférences à l'université, je donnais un cours sur la littérature américaine du XIX<sup>e</sup> siècle. Je me passionnais pour cette période, mais je ne pouvais pas en dire autant de mes étudiants. La majorité d'entre eux laissaient tomber *Moby Dick* ou les essais de Ralph Waldo Emerson au bout de quelques pages, puis se faisaient tout petits dans l'amphi, espérant que je ne les interrogerais pas.

Mais l'un d'eux, Roy, faisait figure d'exception. Il était extrêmement cultivé et il discutait des textes avec ferveur, ce qui suscitait chez ses camarades un mélange de perplexité et d'admiration. À la fin du semestre, la

majorité des étudiants m'a remis une dissertation efficace et tout à fait quelconque. Mais deux jours avant la date butoir, Roy a sollicité un délai supplémentaire. Je lui ai expliqué que c'était impossible à moins de fournir un certificat médical, et qu'il perdrait des points s'il remettait son travail en retard. Je l'ai encouragé à rentrer chez lui et à finir sa dissertation. Il avait déjà démontré qu'il avait des choses très intéressantes à dire. Il m'a rendu son devoir avec un jour de retard. Et malgré une pénalité de cinq points, sa note restait élevée.

Roy a systématiquement rendu son travail en retard pendant son cursus, ce qui ne l'a pas empêché d'être major de promo avec une avance confortable. L'année suivante,

il s'est inscrit au master que je dirigeais. Ses dissertations étaient de plus en plus brillantes et les retards de plus en plus longs. Quand il est venu me voir une semaine avant le rendu de son mémoire, j'ai remarqué une irritation sur son front. Inquiet, je lui ai demandé s'il allait bien. *"Tout va bien, a-t-il sèchement répondu. C'est juste que je me frotte le front quand je suis stressé, c'est tout."* J'ai alors remarqué que ses ongles étaient rongés jusqu'au sang. J'ai orienté Roy vers le service de soutien psychologique.

Le délai officiel [pour remettre sa maîtrise], en septembre, est passé, mais le psychologue de Roy l'a aidé à le prolonger jusqu'au mois de janvier suivant. Peu avant Noël, Roy est revenu à mon bureau, l'allure débraillée et

↓ Dessin d'Adam Simpson paru dans *The Economist*, Londres.

SOURCE



1843

Londres, Royaume-Uni

Site Internet

1843magazine.com

En mars 2016, *The Economist* a modifié la formule de son bimestriel

*Intelligent Life* pour l'ouvrir davantage

sur le monde, et l'a rebaptisé *1843* – référence à l'année de création du célèbre hebdomadaire britannique. Conçue pour être lue "quand on lève le pied, pendant le week-end ou en vacances", la publication n'existe plus qu'en ligne depuis 2020.



HEART AGENCY

l'air hagard. Terminer son mémoire dans les temps serait impossible, m'a-t-il annoncé. Je lui ai demandé s'il avait écrit ce mémoire et il m'a répondu que oui. "Mais je l'ai aussi lu, a-t-il ajouté, et j'ai dû tout supprimer." Bouche bée, je lui ai demandé s'il avait conservé une copie. Non, il avait tout mis à la corbeille. "Avec le respect que j'ai pour vous, jamais je ne vous aurais infligé ça", a-t-il tranché. C'est la dernière fois que j'ai vu Roy. Au cours des dix-huit mois suivants, il a obtenu plusieurs autres sursis en raison de son anxiété. Lorsque la dernière date butoir a été dépassée, il n'a donné ni mémoire ni excuse.

Dans le corpus que j'enseignais en licence, il y avait une nouvelle de Nathaniel Hawthorne, *La Tache de naissance*,

parue en 1843. C'est l'analyse la plus glaçante qui soit sur la psychologie du perfectionnisme.

Aylmer, un jeune médecin, est obnubilé par une petite tache de naissance sur la joue de sa jeune et belle épouse, Georgiana. Le fait qu'elle passe si près de la perfection est pour lui intolérable. Pour lui, cette tache de naissance est le "défaut fatal de l'humanité [...], le symbole de l'assujettissement de sa femme au péché, à la souffrance, au déclin et à la mort". Peu à peu, Georgiana se voit dans le miroir que lui tend le regard de son mari et elle finit par être horrifiée, elle aussi, par la tache. Elle le supplie d'user de son ingénuité pour corriger "l'imperfection laissée par la nature". Aylmer soumet sa femme à plusieurs concoctions

alchimiques. Il distille une mystérieuse potion au goût évoquant "l'eau d'une fontaine céleste". Georgiana la boit. La tache disparaît, mais Georgiana rend aussitôt l'âme.

Depuis, beaucoup d'hommes et de femmes dans le monde ont été inspirés par ce conte troublant, où un étrange jeune homme se livre à des expériences dans un laboratoire clandestin. Difficile de lire la nouvelle d'Hawthorne et de ne pas penser aux faits divers décrivant des personnes décédées ou défigurées après des interventions de chirurgie esthétique en Turquie ou en République dominicaine. À notre époque, changer les dimensions d'un nez ou d'une poitrine incarne l'espoir, tant convoité mais inaccessible, d'un avenir idéal.

Ce n'est qu'un exemple de fantasme perfectionniste parmi tous ceux qui polluent nos vies consuméristes. La publicité, la télévision et les réseaux sociaux diffusent des images de maisons, vacances et mariages parfaits, suscitant ainsi chez des milliards de personnes des sentiments de jalousie, d'infériorité et de convoitise.

Au début du confinement, au printemps 2020, beaucoup de mes patients en analyse m'ont donné l'impression de renoncer aux exigences perfectionnistes qu'ils s'imposaient. Les institutions et les entreprises se sont adaptées au télétravail, et bon nombre de personnes ont vécu une baisse de leur charge de travail, une interruption de la surveillance constante et une occasion de rééquilibrer leurs priorités. Elles se sont adonnées à des plaisirs simples – pâtisserie, balades à pied, lecture, conversations –, et voyaient d'un œil optimiste leurs relations avec leur conjoint et leur famille.

**J**'ai été particulièrement surpris que ces changements soient accompagnés d'une acceptation de soi, ce qui était inhabituel. "J'ai ressenti une certaine jubilation en mettant un point final à ce rapport [que je devais rendre], m'a confié Polly, l'une de mes patientes. Il n'était pourtant vraiment pas terrible." Alors qu'elle se disait "pathologiquement consciencieuse" lors de notre rencontre, elle prenait maintenant du plaisir à rendre un travail "tout juste passable". Et d'ajouter : "On va dire que ça compense les milliers d'heures supplémentaires non rémunérées que j'ai effectuées au fil des ans."

Les contraintes de la pandémie lui avaient montré tout ce qui lui manquait : le jardinage, le vélo avec son conjoint, les jeux de société avec ses enfants. Mais au bout de six semaines, j'ai senti que cette complaisance inédite s'effaçait et que les vieux démons réapparaissaient, prêts à se venger. Comme le virus lui-même, le perfectionnisme de Polly s'est adapté aux circonstances précises qui l'avaient neutralisé dans un premier temps. Elle pensait pouvoir échapper à la surveillance et aux remarques de sa supérieure hiérarchique à la maison, mais elle voyait de plus en plus qu'elle était observée sur la messagerie instantanée Slack. Elle avait trouvé une nouvelle forme de compétition dans le télétravail : qui serait le plus productif dans ces conditions d'autant plus difficiles ?

J'ai remarqué ce mécanisme, sous une forme ou une autre, chez de nombreux patients : plus stricts dans leurs habitudes sportives, plus vigilants avec les devoirs de leurs enfants. Ils sont aussi devenus de plus en plus irritables et exaspérés avec leurs conjoints, leurs collègues et parfois avec moi. Cette humeur n'était pas cantonnée à mon cabinet de consultation, cette impression que le ralentissement n'avait été qu'un sursis et qu'il était temps de se remettre au boulot. Le perfectionnisme a alors fait son grand retour, plus tentant et intraitable que jamais.

Le répit arraché au zèle perfectionniste, suivi de son retour impitoyable, m'a fait penser que le perfectionnisme était peut-être un pilier de la condition humaine. Après tout, la Bible commence par la déchéance de créatures divines, rattrapées par le péché et la mortalité. Cette genèse existe sous une forme ou une autre dans de nombreuses cultures. De ce point de vue, la religion est un projet extravagant qui vise à reconquérir notre perfection perdue, du moins dans le monothéisme.

Mais la religion a aussi un objectif contraire ou peut-être complémentaire. Pendant des siècles, c'était avant tout par ce moyen que l'être humain se faisait à l'idée d'être déchu et imparfait. Le perfectionnement moral et spirituel par la religion va de pair avec le sombre constat

que la perfection est le seul apanage de Dieu. Quand les mortels, dans la Bible ou la mythologie, tentent de se faire passer pour divins – notamment les architectes de Babel ou Prométhée –, les châtiments sont sévères. Dans l'imaginaire religieux, la notion de perfection humaine est blasphématoire.

Le carcan de la religion s'est desserré avec l'avènement de la société industrielle. Nietzsche a observé que si l'époque moderne laïque avait tué Dieu, les humains ne pouvaient vivre sans lui. Et ils l'ont remplacé par toutes sortes de nouveaux dieux : la culture, la science, le commerce, l'État, l'ego.

La défense provocatrice de la "confiance en soi" par Emerson en 1841 [selon le titre d'un des plus célèbres essais du philosophe, disponible en français aux éditions Rivages], l'apparition du développement personnel dans les années 1930, puis l'émergence de la culture du selfie montrent que notre individualité est considérée comme notre valeur suprême et l'objet de nos efforts.

Dans un article de 2017 [publié dans le *Psychological Bulletin*, une revue universitaire américaine], deux psychologues britanniques, Thomas Curran et Andrew Hill, ont attribué la hausse exponentielle du perfectionnisme chez la jeune génération aux "paramètres socio-économiques de plus en plus éprouvants" au sein desquels elle peine à vivre. Les chercheurs citaient aussi "des méthodes parentales de plus en plus anxieuses et autoritaires". Le marché du travail saturé, notamment dans les secteurs

## La Genèse raconte la déchéance de créatures divines, vouées à l'imperfection.

tertiaires, très demandés, ainsi que le coût élevé du logement, pousse les jeunes et leurs parents à en faire toujours plus pour tirer leur épingle du jeu. C'est ainsi que commencent les stages non rémunérés, les formations complémentaires ou d'autres formes de boulots en plus.

En associant la hausse de l'anxiété perfectionniste à l'atmosphère de précarité et de concurrence créée par l'économie de marché, ces psychologues ont anticipé une critique de la méritocratie présentée par Michael Sandel, un philosophe américain. Dans *La Tyrannie du mérite* [éd. Albin Michel, 2021], il fait valoir que le capitalisme méritocratique a créé un état permanent de compétition au sein de la société, ce qui sape la solidarité et la notion de "bien commun". Ce système entretient un fossé entre gagnants et perdants, il alimente "l'arrogance et l'autocongratulation" chez les premiers et un mal-être chronique chez les seconds.

Dans cet environnement, les jeunes ont toutes les chances de n'être satisfaits ni de ce qu'ils ont ni de ce qu'ils sont. Les réseaux sociaux imposent une pression supplémentaire, celle d'élaborer une image publique parfaite, exacerbant ainsi notre sentiment d'infériorité.

Le poids des attentes sociales n'a rien de nouveau, mais il est devenu particulièrement éreintant ces dernières décennies, peut-être parce que les attentes elles-mêmes sont nombreuses et contradictoires. Le perfectionnisme des années 1950 était ancré dans les normes de la culture de masse et incarné par les célèbres publicités montrant

la famille idéale, blanche et américaine – des images qui semblent aujourd'hui une caricature d'elles-mêmes. À cette époque, le perfectionnisme revenait à se fondre dans des valeurs, des comportements et une certaine apparence : pour les hommes, une absolue confiance en eux, pour les femmes, une grâce discrète. Le perfectionniste devait ressembler à tous les autres, mais il devait se fondre plus que tout dans la masse. Le perfectionniste d'aujourd'hui, au contraire, se sent obligé de se démarquer grâce à un style et un esprit bien à lui s'il veut se faire une place au sein de l'économie de l'attention.

En 1990, Randy Frost, un psychologue américain, a rédigé un ensemble de trente-cinq questions conçues pour mesurer le perfectionnisme. Son "échelle multidimensionnelle du perfectionnisme" proposait trois grandes catégories.

La première est appelée "perfectionnisme autocentré", une rengaine lancinante qui rabâche qu'il nous faut mieux faire. Elle nourrit une obligation très motivante, mais in fine épuisante, celle de devenir une version idéalisée de soi-même : plus heureux, plus sportif, plus riche (les adjectifs comparatifs sont fréquents sur les jaquettes des livres de développement personnel). Dans mon cabinet, je vois souvent des patients qui se réprimandent parce qu'ils ont mangé un croissant ou qu'ils regardent à la chaîne des séries policières au lieu de travailler sur un exposé ou de relire le devoir d'histoire de leur enfant.

La deuxième catégorie est le "perfectionnisme imposé", qui nous pousse à vivre selon les attentes d'autrui. Ça se manifeste souvent par des critiques imaginées, comme un dialogue intérieur nous intimant ce que nous devons être et devons faire. Une voix narquoise dénigre nos manières peu élégantes, nos vêtements laids ou nos sujets de conversation ennuyeux.

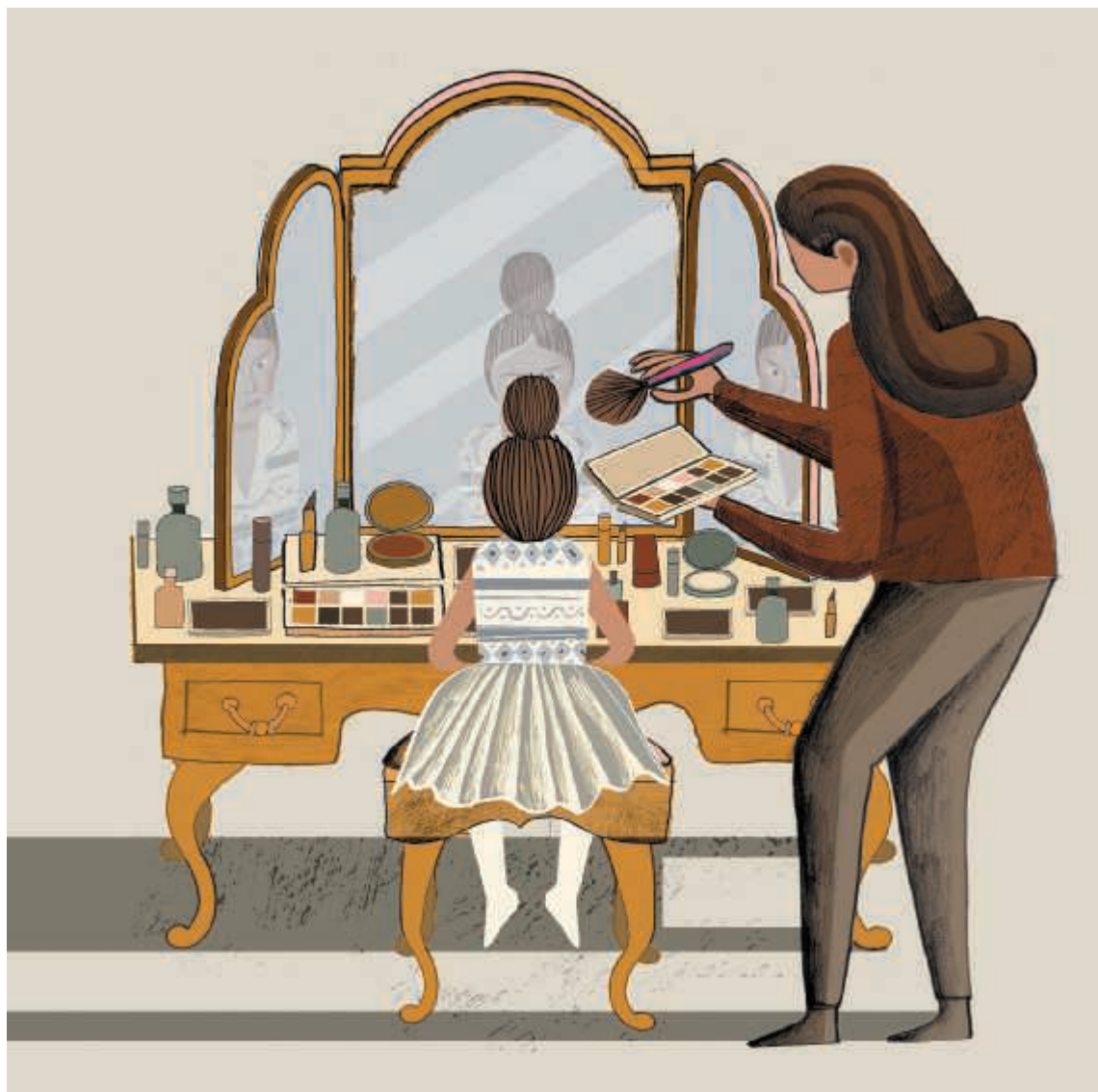
La troisième catégorie est le "perfectionnisme extracentré", où cette voix tyrannique s'adresse aux autres pour exiger qu'ils se conforment à nos idéaux inaccessibles. Elle est le plus néfaste quand elle est brandie comme instrument de pouvoir : c'est le parent qui demande à son enfant pourquoi il n'a pas eu davantage de 18/20, c'est le patron qui ne voit pas pourquoi son salarié ne peut pas travailler avec une grippe. Cette forme de perfectionnisme correspond presque toujours à une projection, et, sous le voile des critiques autoritaires, elle trouve chez l'autre des échecs et des déceptions que l'on ne supporte pas de voir en soi.

**C**es définitions sont intéressantes, mais dès que nous sommes face à de vraies personnes, les distinctions sont difficiles à établir. L'impératif d'être plus mince ou plus intelligent est souvent nourri par une cacophonie de voix intérieures et extérieures. On voit bien en quoi l'autocritique peut finir par se transformer en critique des autres.

Le perfectionnisme est une pente glissante. Sur le plan clinique, l'éventail de symptômes est étourdissant : dépression et anxiété, troubles obsessionnels, narcissisme "à fleur de peau" (où celui qui projette de la grandeur dissimule une immense fragilité), maladies psychosomatiques, pensées suicidaires, dysmorphophobie et troubles du comportement alimentaire. Le perfectionnisme sait se métamorphoser à l'infini et s'adapter aux différents caractères et vulnérabilités. C'est peut-être pour cette raison, d'ailleurs, qu'il n'a jamais été classé comme trouble mental à part entière.

On peut aussi en déduire que des enfances très variées peuvent donner lieu par la suite à des adultes perfectionnistes. Thomas Curran et Andrew Hill ont raison de noter que les parents surprotecteurs – ceux qui surveillent

DESSINS DE ADAM SIMPSON, PARU DANS THE ECONOMIST, LONDRES / HEART AGENCY



sans relâche les activités scolaires et extrascolaires de leurs enfants – contribuent à une hausse du perfectionnisme. Mais d’après mon expérience, des façons très différentes d’élever ses enfants peuvent aboutir à ce résultat.

Les parents détachés qui conservent une distance respectueuse vis-à-vis de la vie de leur enfant peuvent susciter chez lui un désir de reconnaissance à laquelle il ne parviendra que par l’accumulation perpétuelle d’accomplissements. L’enfant qui a l’impression qu’il ne pourra jamais gagner, que ses meilleurs efforts au rugby ou aux échecs ou en danse n’attireront rien d’autre que les critiques tatillonnes de son parent, souffrira aussi de la tentation permanente de faire mieux.

Malgré tout, l’enfant dont les parents lui assurent que le moindre gribouillis ou bon point est une réussite incroyable risque aussi de se sentir constamment obligé d’être à la hauteur de ses plus jeunes années. Quelle que soit la façon d’aborder son rôle, le parent risque d’attiser le besoin de plaire de l’enfant, et de créer sur le long terme une difficulté à distinguer ses désirs des aspirations parentales. Si cela semble une formule pour tout reprocher aux parents, ce que beaucoup voient comme l’essence de la psychanalyse, c’est aussi une façon bienveillante de reconnaître toute la difficulté d’être parent. Le juste équilibre entre être trop présent et pas assez est incroyablement difficile à trouver.

Certains psychologues avancent que le perfectionnisme n’a pas à être qualifié de pathologie. En 1978, D. E. Hamachek, un psychologue américain, a établi une distinction entre perfectionnisme normal et névrotique. Dans le premier cas de figure, la personne peut se fixer des objectifs ambitieux sans sombrer dans l’autocritique punitive. Elle peut même prendre plaisir à s’améliorer.

Par la suite, d’autres chercheurs ont contesté la distinction de Hamachek, car le désir d’être parfait n’est selon eux jamais “normal”. Tendre vers quelque chose de foncièrement impossible ne peut aboutir qu’à des impressions de frustration et d’insuffisance. Mon travail avec des perfectionnistes me pousse à tirer des conclusions comparables. Pourtant, même si le perfectionnisme érode notre confiance en nous, rares sont ceux parmi nous qui renonceraient à l’ambition de progresser et de s’épanouir. Comment protéger cette aspiration du zèle perfectionniste

**Nous refusons de renoncer à l’espoir d’être un jour jugés exceptionnels.**

chronique ? Il n’y a pas de réponse évidente. Quelque chose dans la condition humaine nous empêche de penser que nous en avons fait assez ou que nous sommes suffisants. Nous refusons de renoncer à l’espoir qu’un jour nous serons considérés comme exceptionnels : l’être parfait que nos parents plaçaient autrefois sur un piédestal.

Serge Leclair, un psychanalyste français [1924-1994], a émis l’hypothèse intrigante selon laquelle la vie consiste à tuer métaphoriquement cet enfant merveilleux. Nous devons continuellement renoncer au fantasme d’un moi idéal et faire le deuil de cette impossibilité.

Cette idée me rappelle toujours un de mes premiers patients, une femme dans la vingtaine dont la mère venait de mourir d’une longue maladie. Ses parents avaient divorcé quand elle avait 2 ou 3 ans, son père s’était remarié et vivait à l’étranger avec sa seconde famille. Lydia était tourmentée par son apparence et publiait compulsivement des selfies, elle surveillait le nombre de “J’aime” et elle examinait au miroir grossissant sa peau, sa dentition et sa silhouette pour identifier des défauts.

**P**endant l’enfance et l’adolescence de Lydia, sa mère s’était consacrée à sa vie professionnelle et avait délégué ses tâches de parent à une série de jeunes filles au pair. Elle ne s’intéressait pas au quotidien de sa fille, qui n’arrivait pas à lui parler de ses difficultés avec les devoirs, les amis ou les garçons. La seule chose qui lui permettait à coup sûr d’attirer l’attention de sa mère, c’était la mode et le maquillage. Elle se souvient que sa mère l’observait avec amour quand elle appliquait du mascara ou qu’elle broyait ses cheveux, et la complimentait sur sa beauté, lui disant que tout homme serait chanceux d’être avec elle un jour. *“Et dans ces moments-là, j’essayais de lui parler d’un problème avec un prof ou un ami, et je voyais à son visage qu’elle décrochait complètement, comme si c’était au-dessus de ses forces.”*

Lydia a géré cette situation en devenant féroce indépendante. Mais quand sa mère est décédée, elle s’est retrouvée consumée par une quête de la perfection physique. J’ai émis l’hypothèse qu’elle se sentait obligée de redevenir l’enfant adorable qu’elle avait vu dans le regard de sa mère quand elles se maquillaient ensemble. Lydia y a réagi par une effusion de colère et d’exaspération – des émotions réprimées depuis longtemps. *“Si je lui avais hurlé dessus quand elle était en vie, elle s’en serait à peine aperçue, a-t-elle confié en pleurant amèrement. Et maintenant, plus jamais elle ne m’entendra.”*

La fureur de Lydia était une forme de chagrin qui s’exprimait en décalé ; elle pleurait non seulement sa mère disparue, mais aussi l’enfant parfaite qu’elle avait eu l’impression d’être quand elle réussissait à avoir l’attention de sa mère. Faire le deuil de cette enfant lui a permis de se sevrer de ses comportements obsessionnels d’auto-examen. Peu de temps après avoir arrêté de publier des selfies, Lydia est venue me voir un jour avec le sourire aux lèvres. *“En partant de chez moi, j’ai croisé mon regard dans le miroir, a-t-elle expliqué, et je me suis dit que j’étais plutôt belle !”* Elle riait maintenant de bon cœur. *“Mais je n’ai rien d’une top-modèle. Et plus curieusement encore, je n’ai aucune envie de l’être.”*

Le perfectionnisme semble nous aiguiller vers les réussites de l’âge adulte. Mais c’est en vérité une attitude foncièrement puérile. Elle nous fait croire que tout s’arrête quand nous renonçons à l’espoir de devenir la meilleure version de nous-mêmes. Au contraire, comme Lydia l’a découvert, c’est à ce moment que la vie peut enfin commencer.

—Josh Cohen  
Publié le 10 août

plein écran. 



—The New York Times New York

**D**urant plusieurs semaines, Netflix a absolument voulu que je regarde son remake au masculin de la comédie romantique des années 1990 *Elle est trop bien*. Cette version – évidemment intitulée *Il est trop bien* [et mise en ligne en août] – met en scène Tanner Buchanan dans le rôle du paria du lycée qui a besoin d’un coup de main pour devenir le roi du bal de fin d’année et Addison Rae dans celui de la fille populaire qui se charge de cette mission.

C’est le premier film dans lequel joue Rae [qui a 21 ans], mais elle est omniprésente sur TikTok, où son principal mode d’expression consiste à danser et faire du play-back sur des chansons de rap et des vidéos éphémères [une pratique qu’on appelle en anglais *lip-sync*, pour “synchronisation labiale”]. Lorsque j’ai finalement cédé et que j’ai lancé le film sur Netflix, je me suis rendu compte que je n’avais jamais entendu sa véritable voix.

## Sur TikTok, le play-back est devenu roi

Tabou dans le milieu de la chanson, le play-back, aussi appelé *lip-sync*, a longtemps été cantonné aux spectacles de travestis. Avant d’exploser sur les réseaux sociaux, comme le retrace cette journaliste spécialiste de pop culture.

*Il est trop bien* n’est pas un bon film. Le charme pétillant qui a propulsé Rae de sa chambre en Louisiane vers la gloire sur TikTok fait pschitt dans le contexte d’un plateau de cinéma. L’intrigue s’essouffle et Rae semble avoir du mal à suivre le rythme. Mais c’est ce que raconte la trajectoire de Rae qui m’a intéressée. Une trajectoire qui n’est pas sans rappeler *Chantons sous la pluie*, cette comédie musicale [de Gene Kelly et Stanley Donen, sortie en 1952] sur une star du muet dont la carrière est compromise par l’arrivée du cinéma parlant. Dans le film, la star réussit [dans un premier temps] à donner le change en étant doublée par une actrice à la voix mélodieuse. La différence est qu’Addison Rae est devenue célèbre grâce à la voix des autres. Et que l’univers qui l’a consacrée, TikTok, est celui qui représente la modernité.

Le play-back, qui consiste à faire semblant de chanter alors que l’on ne chante pas, fascine les Américains depuis un siècle. Il n’y a pas si longtemps, il pouvait même faire scandale. Dernier recours des chanteurs

✍ *Dessin de Sally Thurer  
paru dans The New York Times,  
États-Unis.*

sans talent et des producteurs cyniques, il représentait le summum de la manipulation médiatique. Mais, aujourd'hui, c'est le contraire qui est vrai : le play-back est devenu l'outil de prédilection de l'amateur qui veut percer. Un crop top, un play-back sur des paroles évoquant le Percocet [un opiacé à base d'oxycodone], et voilà Addison Rae propulsée jeune première d'Hollywood.

Comment en est-on arrivé là ? Le doublage était tellement omniprésent dans les premières comédies musicales qu'en 1952 *Chantons sous la pluie* s'en est servi tout en le critiquant : Debbie Reynolds, qui joue l'actrice prêtant sa voix à la star, était elle-même parfois doublée par une autre chanteuse, Betty Noyes.

**Normes de genre.** Mais alors que le cinéma utilisait le doublage pour obtenir des numéros hollywoodiens parfaits, les travestis, eux, n'avaient pas vraiment le choix. Comme l'expliquent en détail Tom Fitzgerald et Lorenzo Marquez dans *Legendary Children* [un essai paru en 2020, non traduit en français, qui remet en perspective le succès de l'émission de télé-réalité *RuPaul's Drag Race*, un concours de drag-queens produit et présenté par RuPaul, la star américaine de la discipline], les spectacles de travestis étaient interdits aux États-Unis au début du xx<sup>e</sup> siècle. Pour échapper à la police, il fallait se produire dans des clubs clandestins et des fêtes privées, où avoir de vrais musiciens était souvent compliqué. Alors que les comédies musicales au cinéma espéraient que le doublage créerait une illusion de naturel, les travestis s'appuyaient sur cet artifice pour commenter les chansons originales et remettre en question les normes de genre.

Dans les milieux grand public, le play-back a été considéré avec méfiance. À un fond d'homophobie s'est aussi mêlé [par la suite] une peur de la technologie susceptible de reprogrammer l'essence même de la culture. Comme le demandait le [quotidien américain] *Christian Science Monitor* en 1990 : "Les progrès de la technologie nous conduisent-ils vers un monde musical où rien n'est vrai ?" Il pouvait arriver que ces tensions débouchent sur une véritable crise d'authenticité.

Au début des années 1990, le duo pop allemand Milli Vanilli a ainsi fait scandale en se faisant doubler par des chanteurs de studio sans les créditer ; Pavarotti a été poursuivi en justice pour avoir chanté en play-back lors d'un concert en Italie, et les législateurs ont présenté une série de projets de loi visant à réglementer le play-back. Même type de scandale lorsque, en 2004, [la chanteuse américaine] Ashlee Simpson a raté son play-back dans l'émission *Saturday Night Live*, quand une pétition en ligne a supplié Britney Spears de chanter pour de vrai en tournée, ou encore quand Elton John a déclaré que les artistes

pratiquant le play-back "ne devraient pas avoir le droit de vivre".

Enfin, en 2013, la controverse s'est invitée au Capitole, lorsque les journalistes ont cuisiné Beyoncé en lui reprochant d'avoir été doublée par un enregistrement lors de la deuxième cérémonie d'investiture de Barack Obama. Mais cette fois, la star a expliqué qu'elle était perfectionniste et qu'elle n'avait pas honte d'utiliser cette technique éprouvée, et la presse a applaudi.

Depuis, le play-back irrigue toute la culture américaine. L'émission *RuPaul's Drag Race* [dont les 13 saisons sont disponibles en France sur Netflix] a fait sortir les drag-queens des clubs gays et des cabarets pour les installer dans les salons des Américains. Ce faisant, l'émission a fait du travestissement un mode d'expression grand public et de recherche d'authenticité. Les drag-queens, comme l'a expliqué mon confrère Shane O'Neill, sont devenues l'incarnation culturelle de la liberté d'être soi-même. (L'émission *RuPaul's Drag Race* a connu un tel succès qu'elle a été rapidement récupérée par les hétérosexuels, via *Lip Sync Battle*, un concours de télé-réalité avec des célébrités.)

Il est désormais tout à fait acceptable que les stars de la pop fassent du play-back en direct, à condition d'offrir en retour un spectacle à la hauteur des attentes du public. Au printemps dernier, le play-back a [par exemple] gagné le monde de l'opéra : dans *The Island We Made*, un court-métrage de l'opéra de Philadelphie, Sasha Velour, l'un des vainqueurs de *RuPaul's Drag Race*, joue le rôle d'un esprit maternel. De ses lèvres rouge pailleté sort la voix de la soprano Eliza Bagg.

Alors que le play-back est adoubé au sommet de la hiérarchie artistique, TikTok le

## La pratique n'est plus honteuse. En 2013, Beyoncé a chanté en play-back à l'investiture de Barack Obama.

démocratise en encourageant ses milliards d'utilisateurs dans le monde à chanter sans se prendre la tête. L'application s'adapte à des prestations disparates qui peuvent aller de Rae exécutant des mouvements de base de pom-pom girl à une utilisatrice reprenant un titre de la bande originale de *Shrek 2* sur des images [du terroriste américain] Unabomber jeune. Puisque cette application est participative, il est logique que sa fonction créative centrale soit accessible à tous. De la même manière qu'Instagram et ses filtres vintage nous ont permis de nous prendre pour des photographes branchés, TikTok transforme son public en artistes du mash-up [un assemblage d'œuvres] expérimentaux, conscients du caractère artificiel de cette activité.

En outre, comme nos expériences sont de plus en plus soumises au regard des autres sur les réseaux sociaux, nous sommes en retour devenus très attentifs à leurs talents en la matière. Une grande partie du charme de TikTok provient de son esthétique brouillon, de ses fonds d'écran et de ses prises de vues tremblotantes. Sur TikTok, nous sommes sûrs qu'il n'y a personne venu d'Hollywood pour tirer les ficelles et nous manipuler. (Ou, s'il y en a une, elle intervient plus tard, une fois que le tiktoker est déjà célèbre sur Internet.) L'application a repris tous les artifices hollywoodiens – doublage mais aussi retouche et images de synthèse – et les a mis entre les mains de l'utilisateur, qui s'en est emparé de manière hypnotique, surprenante et parfois très réussie.

Pour les drag-queens, le play-back libère le corps des contraintes physiques du chant et ouvre de nouvelles possibilités visuelles étonnantes. Sur TikTok, le play-back consiste moins à tester les limites du corps qu'à explorer celles du smartphone. Certains des contenus les plus intéressants de l'application sont réalisés par des jeunes qui se filment du domicile de leurs parents. À leur manière, ils nous offrent leur propre version du burlesque, jonglant avec différentes identités dans des décors ordinaires. La technologie est peut-être nouvelle, mais les numéros, eux, reviennent aux fondamentaux. À savoir chanter devant un miroir avec une brosse à cheveux.

**Des dents sublimes.** Addison Rae n'est pas une championne du play-back mais ce n'est pas son but. Une drag-queen se synchronise sur les paroles et fait le show avec une précision chirurgicale. Rae, elle, la joue différemment, avec une coquetterie décalée et la technique médiocre d'une amatrice. Le nombre de personnes qui la suivent sur l'application (85 millions) ne semble pas justifié par ses compétences. Mais c'est précisément l'idée que tout le monde pourrait le faire qui fait son charme. On se dit qu'on pourrait même avoir autant d'abonnés si nous étions nés avec des dents aussi sublimes et un talent inné et surnaturel pour prendre les poses les plus flatteuses. Ce qui ne veut pas dire que le métier de star sur TikTok est facile : lorsque Rae n'a rien posté pendant une semaine en 2020, les spéculations les plus folles l'ont dite soit enceinte, soit morte.

Les premières vidéos de Rae sur TikTok étaient mises en scène dans des pièces ordinaires à la déco banale. Mais, à mesure que sa popularité a augmenté, ses décors sont devenus de plus en plus glamours – maison à Hollywood, piscine à débordement, sanctuaire des Kardashian. L'intérêt initial de ses vidéos, qui mettaient en scène une fille ordinaire surfant de manière inattendue sur les derniers courants artistiques pour se faire connaître, s'est estompé.

Maintenant que l'algorithme de TikTok a assuré son hégémonie sur l'application, elle envahit rapidement des sphères de divertissement plus traditionnelles. Vous pouvez la trouver sur YouTube, où elle chante le très court et pourtant interminable single pop *Obsessed* [sa première chanson, sortie en mars 2021] ; chez Sephora, où elle vend sa ligne de maquillage ; et maintenant sur la plateforme Netflix, avec laquelle elle a signé un contrat pour plusieurs films.

## Les drag-queens, virtuoses du doublage, incarnent désormais pour le grand public la liberté d'être soi-même.

M. B. Boucai, un spécialiste du play-back qui donne des cours sur Zoom, m'a expliqué que ce mode d'expression s'inscrivait dans une tradition de réappropriation transgressive développée au sein des communautés marginalisées : "C'est une façon de s'exprimer à travers ce que l'on ne peut pas être – à travers une impossibilité de l'être." Le travestissement repose sur l'accentuation et la mise à nu des contradictions de l'identité, et c'est ce que font les meilleures vidéos TikTok. Mais l'application offre également un éventail de contenus qui ne fait qu'aplanir ces contradictions pour leur donner de nouvelles formes déroutantes.

Dans un article de *Wired* analysant l'évolution sur TikTok du *blackface* [le fait pour une personne blanche de se grimer en personne noire, une pratique très critiquée aux États-Unis], Jason Parham observe que la culture noire sur cette application "fonctionne comme un accélérateur" et favorise la popularité d'artistes blancs qui diffusent virtuellement des sons noirs à travers leur propre corps. Ici, la désinvolture d'une performance de play-back pose question : pour un créateur blanc, la culture noire s'endosse et se repose comme un costume de scène.

En parlant de costume mal taillé, *Il est trop bien* marque donc les débuts de Rae en tant que star à part entière, qui n'emprunte plus aux autres leurs productions culturelles et qui peut enfin s'exprimer artistiquement. Cela ne lui réussit pas vraiment : elle manque de naturel, de charisme et a toujours l'air un peu à côté de la plaque. Un autre scénario aurait pu imaginer une star de TikTok, spécialiste des vidéos de play-back, transformée en personne qui a quelque chose à dire, grâce à l'aide d'une drag-queen maternelle et autoritaire. À la place, nous avons Addison Rae qui ânonne son texte de scène en scène. Le play-back n'est alors plus un scandale ou une réussite, il est juste d'un ennui mortel.

—Amanda Hess  
Publié le 28 septembre



## Le général allemand qui voulait saigner l'armée française

### Février-novembre 1916 — France

Erich von Falkenhayn s'est vanté après guerre d'avoir conçu l'offensive sur Verdun pour causer aux forces adverses des pertes si terribles qu'elles n'auraient pas dû s'en relever. La réalité est plus complexe.

— Die Welt Berlin

**E**n 1920, alors qu'il rédige ses mémoires, Erich von Falkenhayn, autrefois le militaire de plus haut rang de l'armée allemande en tant que chef de l'état-major général, revient sur le "but" de la bataille de Verdun en 1916. Il se serait agi de "saigner la France à blanc". Si, pour deux soldats allemands tués, "plus de cinq Français devaient verser leur sang", ce serait "une chose fort prometteuse".

Ce serait dans cette logique qu'à la fin de 1915, en tant que principal conseiller du Kaiser Guillaume II, il aurait expliqué : "Derrière la partie française du front se trouvent des objectifs accessibles, pour le contrôle desquels la hiérarchie française sera contrainte de déployer jusqu'au dernier homme." Plus loin, il aurait affirmé : "Si elle le fait, les forces de la France subiront une telle hémorragie qu'en fin de compte il importera peu que nous ayons ou non atteint notre objectif. Et si elle ne le fait pas et que cet objectif tombe entre nos mains, cela aura alors de terribles répercussions sur le moral en France."

Des générations d'historiens ont passé au crible les archives et maints témoignages, en quête de ce que l'on a appelé, pour la première fois à partir de 1936, le "mémoire de Noël" [ce document où Falkenhayn aurait décrit sa stratégie à la fin de 1915]. Aucune trace n'en ayant été retrouvée, la conclusion s'imposait : un tel document n'existait manifestement pas. En réalité, Falkenhayn aurait semble-t-il eu en tête un plan beaucoup plus complexe qu'une brutale bataille d'anéantissement qui aurait été considérée comme un "succès" avec un rapport de pertes aussi meurtrier que deux pour cinq.

Dans ce cas, pourquoi le commandant en chef de l'armée allemande de l'époque a-t-il affirmé le contraire? Comment un officier pouvait-il faire preuve d'un pareil cynisme à l'égard de ses propres hommes? Un général devait quand même bien s'intéresser aux soldats qu'il avait sous ses ordres car, sans eux, il était dépourvu de toute forme de pouvoir.

Né en 1861, Erich von Falkenhayn était le troisième fils du propriétaire terrien Fedor Tassilo von Falkenhayn. Du fait de ses origines, il était voué à une carrière dans l'armée

Le général Erich von Falkenhayn (1861-1922), alors chef du grand état-major général allemand, en janvier 1915.

Photo DeAgostini/Getty Images

ou à la cour – un de ses frères est devenu général de cavalerie, l'autre tuteur du fils aîné du futur empereur Guillaume II. À l'âge de 11 ans, Erich entre à l'école des cadets de Culm, puis à celle de Gross-Lichterfelde. Devenu un grand jeune homme mince et élégant, il choisit donc la carrière militaire. En 1891, avec le grade de lieutenant, il rejoint l'état-major général, l'élite du corps des officiers prussiens et allemands.

Cinq ans plus tard, après la mort de son père, il quitte ses fonctions et part servir comme conseiller militaire en Chine. On le retrouve ensuite attaché militaire dans la concession allemande de Kiautschou, puis chef d'état-major du corps expéditionnaire allemand en Asie de l'Est. C'est à ce titre qu'il participe à l'écrasement de la révolte des Boxers [en 1900].

À son retour en Allemagne, après avoir vécu six ans et demi avec le grade de commandant, sa carrière décolle véritablement : lieutenant-colonel en 1905, il passe colonel trois ans plus tard et général en avril 1912. Malgré tout, sa nomination en 1913 au poste de ministre de la Guerre de Prusse – le poste gouvernemental le plus élevé que pouvait atteindre un officier d'active dans l'Empire allemand – est une surprise. Falkenhayn n'a alors que 52 ans. En occupant cette fonction, il intègre le cercle des proches du Kaiser.

**Objectif secondaire.** C'est donc naturellement sur lui que se porte le choix quand vient le temps, après la bataille de la Marne, en 1914, de remplacer le chef du grand état-major général, le général Helmuth von Moltke, dit "le Jeune", qui a succombé à une dépression nerveuse. En fonction à partir du 14 septembre 1914, Falkenhayn s'efforce de poursuivre la guerre de mouvement, mais il doit finalement admettre qu'il ne peut pas empêcher que le front se fige.

Ainsi lui serait venue l'idée de son plan pour l'année 1916. Il ne veut pas seulement "saigner à blanc" l'adversaire, mais aussi le provoquer afin que ce dernier lance, pour soulager Verdun, une offensive mal préparée, si possible vers Arras. L'objectif réel de Falkenhayn est de repousser rapidement cette attaque, puis de percer le front lors de la contre-offensive. Mais les puissances de l'Entente ne tombent pas dans le piège. Et ce n'est qu'à partir de ce moment-là qu'il fait passer au premier plan son objectif cynique de la "saignée".

Durant l'été, le chef de l'état-major général, victime d'intrigues, doit démissionner; le tandem Hindenburg-Ludendorff lui succède. En compensation, Falkenhayn obtient le commandement sur le nouveau théâtre des opérations en Roumanie, où il remporte un succès. Ensuite, il est envoyé au Moyen-Orient mais, en Palestine, il subit une défaite face aux troupes britanniques. Il finit aux commandes d'une armée en Biélorussie. Après guerre, il entame la rédaction de ses mémoires et meurt en 1922, à l'âge de 60 ans. Quant à son calcul cynique au sujet de Verdun, il ternira à tout jamais son souvenir.

— Sven Felix Kellerhof  
Publié le 14 septembre

culture. 

# Carolina Maria de Jesus, la plume retrouvée des favelas

Elle avait connu un succès fulgurant dans les années 1960, en racontant sa vie dans un quartier pauvre de São Paulo. Le Brésil la redécouvre aujourd'hui.

—El País Brasil São Paulo

Si elle était un personnage de conte de fées, ce serait une Cendrillon sans fanfreluches. Et noire. Pendant six mois, en 1960, le livre le plus vendu au Brésil a été un journal intime dans lequel Carolina Maria de Jesus relatait sans concession sa misérable existence. *Quarto de despejo* [publié en français chez Stock, en 1962, sous le titre *Le Dépotoir*] est un tableau des favelas dressé par une femme ayant fréquenté l'école pendant deux ans. Ce fut un phénomène éditorial, un best-seller.

Carolina Maria de Jesus a écrit chroniques, romans, contes, pièces de théâtre, chansons. L'exposition qui lui est aujourd'hui consacrée à São Paulo et la réédition de ses écrits sans l'ingérence des éditeurs remettent au cœur de l'actualité une œuvre qui va au-delà du cliché.

Carolina Maria de Jesus (1914-1977) est un personnage extraordinaire. Petite-fille d'un esclave qui était surnommé "le Socrate africain", elle lisait avidement les classiques de la littérature romantique et a été domestique avant de se mettre à la récupération de vieux papiers. Centrée sur sa mission de se procurer pain, lait, haricots noirs et chaussures pour sa progéniture, elle écoutait des valses viennoises et trouvait toujours le temps de lire. Le 21 juillet 1955, elle écrit dans le journal intime qui a servi de base au *Dépotoir* : "Quand je suis arrivée à la maison, il était 22 h 30.

*J'ai allumé la radio. J'ai pris une douche. J'ai réchauffé le repas. J'ai lu un peu. Je ne peux pas dormir sans lire. J'aime manipuler les livres. Le livre est la plus grande invention de l'homme."* Elle était décidée à ce que ses cahiers soient publiés : "Je suis en train d'écrire un livre pour le vendre. Mon intention, c'est d'acheter un terrain avec cet argent et de sortir de la favela", écrit-elle, le 27 juillet de la même année.

[En 1958,] le journaliste Audálio Dantas vient faire un reportage à la favela du

Canindé, dans la zone nord de São Paulo, et découvre les écrits de Carolina Maria de Jesus. Il publie son journal [en 1960] en y faisant des coupes drastiques pour atténuer l'omniprésence de la faim - laquelle apparaît selon lui "avec une fréquence irritante" dans l'original.

Le livre fait sensation. L'histoire de cette mère célibataire apporte un contrepoint puissant au discours du Brésil moderne, tourné vers l'avenir, qui voit dans Brasília, la nouvelle capitale, inaugurée elle aussi en 1960, le symbole de ses progrès.

À partir de son quotidien, Carolina Maria de Jesus analyse une misère qui entrave encore aujourd'hui la marche du pays. Le livre se vend à 500 000 exemplaires. Ses enfants et elle laissent la favela derrière eux, un monde qu'elle décrit comme une

lutte constante, un monde de gens qui se volent les uns les autres et de voisins pipelettes. Elle déménage pour un quartier de la classe moyenne. Elle dédicace des livres. *Le Dépotoir* est traduit en treize langues, arrive aux lecteurs soviétiques, japonais... La Cendrillon noire se retrouve même dans [le magazine américain] *Time*.

L'exposition proposée à l'Institut Moreira Salles de São Paulo s'intitule "Um Brasil para os brasileiros" ["un Brésil pour les Brésiliens"]. Le musée souhaitait montrer l'autrice dans toute sa diversité et sa richesse. "C'était une lectrice vorace et une écrivaine au projet esthétique littéraire défini, qui est passée par plusieurs genres. Elle écrivait tous les jours, note l'historienne Raquel



Barreto, l'une des commissaires de l'exposition. Dans chacun de ces genres, il y a une Carolina différente, ce qui en dit long sur sa complexité comme autrice. La poétesse n'est pas comme la romancière, ni comme la chroniqueuse ni comme la conteuse. On voit ça aussi dans son travail de compositrice."

[Ce dimanche 3 octobre], dans la matinée, Letícia Montsho, 26 ans, chanteuse et actrice, est l'une des deux seuls visiteurs noirs de l'exposition. Elle observe chaque détail avec émotion. L'écrivaine lui rappelle les pénuries qu'a subies sa grand-mère, son courage, les défis quotidiens. Letícia Montsho a découvert Carolina Maria de Jesus à l'âge adulte, par le théâtre, parce qu'on ne l'étudiait pas à l'école. "Il a fallu qu'elle existe pour que j'en sois là aujourd'hui", confie-t-elle.

✓ Carolina Maria de Jesus, en 1963.

Photo Arquivo Público do Estado de São Paulo/Última Hora

L'ancienne récupératrice de papiers a publié trois autres livres de son vivant, mais avec le temps, les ventes baissent, l'argent vient à manquer, et elle meurt pauvre. Raquel Barreto et l'anthropologue Hélio Menezes, l'autre commissaire de l'exposition, se sont plongés dans un héritage réparti entre diverses archives publiques. Ils ont découvert des originaux, qui montrent à quel point les éditeurs ont déformé l'œuvre, dont 80 % demeurent inédits : 6 000 pages manuscrites.

L'exposition a lieu alors que la [maison d'édition brésilienne] Companhia das Letras réédite les œuvres de Carolina Maria de Jesus. Ces textes sont publiés avec l'orthographe originale, sans nécessairement suivre la norme de la langue cultivée. Ce n'est pas que l'autrice ait moins fréquenté l'école que la moyenne : une scolarité d'à peine deux ans était alors la norme pour les Noires. Car leur avenir se limitait à récupérer de vieux papiers, laver, repasser ou élever les enfants des autres...

Avec le temps, l'autrice du *Dépotoir* est tombée dans un oubli presque généralisé. Cependant, quelques femmes noires ont vu en elle une référence. "Elle a fondé une lignée, elle a donné à d'autres l'envie d'écrire", explique Hélio Menezes. Elle a

**L'écrivaine apporte alors un contrepoint puissant au discours du Brésil moderne, tourné vers l'avenir.**

ouvert une voie qu'ont empruntée des écrivaines comme Conceição Evaristo [autrice notamment du roman *Banzo. Mémoires de la favela*, traduit aux éditions Anacaona], des représentants de la littérature des périphéries, des rappeuses ou des slameuses... Certaines d'entre elles ont aussi été domestiques. Elles ont lutté et lutté pour être prises au sérieux. Carolina Maria de Jesus est davantage étudiée dans les universités des États-Unis que dans les facultés brésiliennes, souligne Hélio Menezes.

L'exposition est aussi un gros plan au sens littéral : elle montre des photos inédites ou peu connues qui se heurtent aux images plus souvent diffusées d'une femme abattue, aux cheveux crépus couverts d'un foulard blanc. Il y a eu, en effet, une autre Carolina Maria de Jesus, une femme qui pose avec ces vêtements élégants qu'elle désirait tant posséder, arborant ses cheveux bouclés et son collier de perles, souriante.

—Naiara Galarraga Gortázar

Publié le 8 octobre

L'exposition "Carolina Maria de Jesus - Un Brésil pour les Brésiliens" est à voir jusqu'au 30 janvier 2022 à l'Institut Moreira Salles, à São Paulo. Plus d'infos sur [ims.com.br](http://ims.com.br)

TGV  
**!nOui**

VOYAGEZ AVEC VOTRE TEMPS

# LA FRANCE ET L'EUROPE À PORTÉE DE TRAIN.



RENDEZ-VOUS SUR **!nOui**<sub>SNCF</sub>, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 euros, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. ROSA PARIS

**SNCF**